

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

---

# Les Controverses Doctrinales sur le Bimétallisme au XIX<sup>me</sup> Siècle

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 27 Mai 1935, à 14 heures

PAR

Georges RASTEL

---

MEMBRES DU JURY :

Président : M. PIROU, Professeur.

Suffragants { M. TRUCHY, Professeur.  
M. AFTALION, Professeur.

---

IMPRIMERIE

LES PRESSES MODERNES

96, GALERIE BEAUJOLAIS — PALAIS-ROYAL

PARIS

---

1935



LES CONTROVERSES DOCTRINALES  
SUR LE BIMÉTALLISME  
AU XIX<sup>me</sup> SIÈCLE



UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

---

# Les Controverses Doctrinales sur le Bimétallisme au XIX<sup>me</sup> Siècle

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 27 Mai 1935, à 14 heures

PAR

**Georges RASTEL**

---

MEMBRES DU JURY :

Président : M. PIROU, Professeur.

Suffragants { M. TRUCHY, Professeur.  
M. AFTALION, Professeur.

---

IMPRIMERIE

LES PRESSES MODERNES

96, GALERIE BEAUJOLAIS — PALAIS-ROYAL

PARIS

---

1935

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



## **LIVRE I**

---

# **LA FORMATION DES SYSTÈMES MONÉTAIRES DU 19<sup>me</sup> SIÈCLE**

---

## **INTRODUCTION**

---

### **LE BIMÉTALLISME EN EUROPE**

#### **DU 14<sup>me</sup> AU 18<sup>me</sup> SIÈCLE**

---

Dans l'histoire des monnaies faites d'or et d'argent, trois systèmes principaux apparaissent : le monométallisme-argent, le bimétallisme, et le monométallisme-or.

La frappe libre à l'Hôtel des Monnaies et le pouvoir libérateur illimité dans les paiements sont donnés, dans le premier système, à l'argent ; dans le second, à l'or et à l'argent ; dans le troisième, à l'or.

Le régime de l'or, dans le monométallisme-argent, et de l'argent, dans le monométallisme-or, n'est pas identique : l'or est reçu dans le commerce à son prix de marchandise tandis que l'argent entre dans les transactions, sous forme de monnaies divisionnaires, à une valeur nominale supérieure à sa valeur de marché.

En Europe (1), du VII<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle, il y a eu une interruption dans l'usage des monnaies d'or et le monométallisme-argent (2), a été nécessairement le système monétaire unique. Les Croisades, comme la prospérité commerciale de Florence, de Gênes, de Venise, livrent de l'or à l'Occident et les Etats, à partir du milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, peuvent frapper des monnaies d'or qui viennent prendre place dans la circulation à côté des monnaies d'argent et constituent ainsi un système bimétallique proprement dit. En effet, pièces d'or et pièces d'argent peuvent être imposées dans les paiements à la valeur de compte fixée par les ordonnances et, si le roi n'est pas tenu d'acheter le métal présenté à ses Hôtels des Monnaies, il n'a jamais refusé de la faire, de telle sorte que, pratiquement, la frappe libre existe (3).

#### DISSEMBLANCE DES RAPPORTS FIXÉS PAR LES ETATS

Le système bimétallique est devenu commun à l'Europe, mais, dans cette uniformité de système, nous constatons que le rapport de valeur entre l'or et l'argent, tel qu'il résulte du tarif établi par le roi, n'est jamais le même d'un Etat à l'autre. En 1641 par exemple, suivant Le Blanc (4),

- (1) W.A. Shaw, Histoire de la monnaie 1252-1894, Guillaumin 1896 (traduction de A. Raffalovich).
- (2) Les expressions « monométallisme » et « bimétallisme » sont assez récentes. Elles apparaissent au commencement de la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et avaient été précédées par les expressions « étalon simple », « double étalon » et, avant ces dernières, par des expressions assez vagues comme « système monétaire fondé sur l'or et l'argent ; sur l'argent ; sur l'or ». Nous préférons commettre l'anachronisme, et employer l'expression la plus récente pour toutes les périodes que nous étudions, afin de donner plus d'unité à notre exposé.
- (3) Ad. Landry, « Essai économique sur les mutations de monnaies dans l'ancienne France de Philippe le Bel à Charles VII ». Paris, 1910, p. 36.
- (4) Le Blanc, « Traité historique des Monnaies de France ». Paris, 1690, p. 392.

le rapport est de 12 en Allemagne et à Milan, de  $12 \frac{1}{2}$  en Flandre et dans les Pays-Bas, de  $13 \frac{1}{5}$  en Angleterre, de  $13 \frac{1}{3}$  en Espagne.

Ces écarts dans le rapport de valeur des deux métaux entraînent les deux conséquences suivantes :

1) *Mouvement international des métaux précieux.*

L'or et l'argent tendent à se diriger vers les Hôtels des Monnaies du pays qui leur accorde la valeur la plus haute. Dans l'exemple précédent l'argent sera vendu plus volontiers en Allemagne où, à poids égal, l'argent vaut le douzième de l'or, alors qu'en Espagne il ne vaut que le treizième et un tiers. Inversement l'on gagnera à envoyer de l'or en Espagne.

Cette situation permet une opération fructueuse qui sera de prendre de l'argent en Espagne et de l'envoyer en Allemagne pour l'échanger contre une quantité d'or, supérieure de 11 % à celle que l'on aurait pu avoir en Espagne. Rien n'interdit de continuer cette opération jusqu'au moment où la monnaie d'argent aura disparu complètement d'Espagne ou la monnaie d'or d'Allemagne et, de fait, les circulations des différents pays marquent cette tendance à la domination d'un métal, habituellement l'argent à raison de son abondance plus grande.

2) *Ajustement des métaux précieux l'un à l'autre.*

Les Etats n'acceptent pas les mouvements de métaux précieux que font naître les écarts de tarifs parce qu'ils entendent conserver également l'or et l'argent et aussi parce qu'ils sont frappés par un seul aspect du phénomène, celui de *l'exportation d'un métal*. Le moyen qu'ils emploient pour arrêter la sortie de l'or ou de l'argent, lorsqu'ils la constatent, consiste à modifier le prix des espèces et à adopter une proportion conforme à celle qui est établie dans

les pays voisins (5). Mais l'équilibre n'est jamais obtenu, car les besoins du Trésor royal conduisent à recourir à des mutations de monnaies, ou bien les besoins de numéraire dans le royaume provoquent l'élévation du prix des espèces. Ces mesures modifient en définitive le rapport existant et c'est pourquoi, malgré les nombreux changements de tarifs qui ont eu pour but d'adopter une proportion commune, des différences très nettes de rapports ont continué de subsister.

#### LA DIFFICULTÉ DES ARBITRAGES

Au surplus, un ensemble de faits intervient, du XIV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, pour empêcher les écarts des cours de produire jusqu'à l'extrême leurs conséquences. L'interdiction d'exporter les monnaies d'or et d'argent, les difficultés de communications et de transports, font que les opérations d'exportation et d'importation des métaux doivent rester clandestines et perdent beaucoup de leurs avantages. Elles sont dès lors peu importantes. Puis les relations commerciales entre les pays présentent des soldes assez faibles à liquider en espèces, et, comme ces soldes forment un courant régulier vers quelques nations particulièrement riches et commerçantes, ils contribuent à diminuer l'influence des écarts de rapports. Un auteur ancien, Le Blanc, nous l'indique. Après avoir examiné les tarifs en vigueur en 1641 dans les pays que nous avons nommés plus haut, il écrit : « On considéra que la France, étant au milieu de ces Etats, était comme le centre et la source de leur commerce ; qu'étant obligés de prendre chez elle presque toutes les choses les plus nécessaires à la vie, elle pouvait imposer telle loi qu'il lui plairait dans le cours de ses monnaies. C'est pourquoi on choisit pour la fabrication des louis d'or

(5) Le Blanc, op. cit., p. 391.

et d'argent la proportion treizième et demie qui était plus forte que celles des autres, afin d'attirer plus facilement leurs matières » (6).

Les grandes nations commerçantes jouissent donc d'une grande indépendance dans la détermination de leurs tarifs. Elles n'ont pas à craindre de les modifier et elles les modifient effectivement dans un sens ou dans l'autre, suivies avec un retard assez grand par les nations satellites si celles-ci croient de leur intérêt d'adopter la nouvelle proportion. Il y a là évidemment une source de chassés-croisés à travers lesquels subsistent les écarts de rapports que l'on aperçoit au cours de cette longue période de cinq siècles.

#### HAUSSE DU RAPPORT GÉNÉRAL MOYEN

Après avoir tracé à grands traits la physionomie particulière du système monétaire bimétallique tel qu'il existe avant le XIX<sup>e</sup> siècle, il reste à noter un fait essentiel, celui de la hausse du rapport général moyen entre l'or et l'argent depuis le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle. De 1252 à 1495, il oscille de 9,33 à 10,87. A la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, il est de 15 (7). En deux cents ans, l'argent a perdu le tiers de sa valeur.

A partir de 1700, le rapport s'abaisse légèrement au-dessous de 15 pour se relever à 15,40 à la fin du siècle.

La période de baisse très rapide a été celle qui va de 1621 à 1650 (8) et cette baisse s'explique, suivant l'auteur qui a écrit avec le plus d'autorité sur la production des métaux précieux antérieurement au XIX<sup>e</sup> siècle, Soetbeer,

(6) Le Blanc, *op. cit.*, p. 392.

(7) Ad. Soetbeer, « Matériaux pour faciliter l'intelligence et l'examen des rapports économiques des métaux précieux et de la question monétaire », 2<sup>e</sup> éd. 1889, page 25.

(8) Baisse de 16 %. Cf. Ad. Soetbeer, *op. cit.*, p. 25.

par la thésaurisation de l'or due à la période de crise et par la commodité qu'offrait le même métal pour éluder la prohibition d'exporter les métaux précieux. Ces faits ont pu déterminer une raréfaction subite de la monnaie d'or qui a poussé les gouvernants des différents pays à relever le prix d'achat des matières d'or ainsi que le cours des espèces. En dehors de cette période, des causes multiples ont fait osciller le rapport et l'ont porté en définitive à un niveau supérieur à 15 à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, mais les variations se sont toujours effectuées suivant un processus identique : les gouvernants veulent attirer ou retenir un métal et pour cela modifient les tarifs des monnaies.

#### ABSENCE D'UNE DOCTRINE BIMÉTALLISTE EXPLICITE.

Le système bimétallique a été le système monétaire commun de l'Europe depuis le XIV<sup>e</sup> siècle et il l'a été sans être accompagné d'une doctrine bimétalliste. En effet, il n'est opposé par les auteurs à aucun autre système (9), et faute d'une doctrine de comparaison, il n'est pas possible de parler d'une doctrine bimétalliste. On ne suppose pas qu'il puisse y avoir quelque inconvénient à ce que l'or et l'argent soient placés côte à côte et au même rang dans la circulation ; on cherche seulement à accroître la quantité de l'un et de l'autre et les travaux de l'école métalliste développent les mérites de « *l'or et de l'argent* » (10) sans jamais distinguer entre eux. Les écrivains exposent le système comme il fonctionne ; les deux seuls points discutés sont, semble-t-il, de savoir si le rapport est stable ou

(9) Cf. notamment Paul Harsin, « Les doctrines monétaires et financières en France du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle », Alcan, 1928.

(10) Deschamps, Histoire des doctrines économiques. *Les Cours de Droit*, 1931-1932, chap. I. (Reproduction autographiée).

non (11), et si les tarifs doivent favoriser la venue en France de l'argent plutôt que de l'or (12).

A la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, apparaît en Angleterre une opinion qui critique le système existant et propose de lui substituer un système nouveau fondé sur un métal unique. Elle séduit un certain nombre d'esprits mais en même temps elle suscite une défense du bimétallisme. Pour la première fois, on porte de véritables jugements de valeur, favorables et défavorables, sur le système de la coexistence dans la circulation de l'or et de l'argent, de telle sorte que, à proprement parler (13), on doit faire remonter à ce moment la naissance de la doctrine bimétalliste et des controverses qui se sont engagées autour du bimétallisme et poursuivies jusqu'à nos jours.

Le problème nouveau n'a pas manqué d'être invoqué avec force lors de la discussion des grandes lois monétaires promulguées à la fin du XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècle en Angleterre, aux Etats-Unis et en France.

Nous aurons par conséquent à lui consacrer un certain nombre de développements dans les trois chapitres qui suivent.

---

(11) Paul Harsin, *op. cit.* sur Nicolas Oresme (p. 7), Copernic, Bodin (p. 31-44).

(12) Paul Harsin, *op. cit.*, p. 55, note 2.

(13) G. Pirou, *L'utilité marginale*, Paris 1932, pages 3, 4.



## CHAPITRE PREMIER

---

### LA REFORME MONOMÉTALLISTE DE L'ANGLETERRE

---

#### I. — INTRODUCTION DE LA MONNAIE D'OR (1).

L'Angleterre frappe de la monnaie d'or à partir de l'année 1257 et lui donne, comme à l'argent, un prix à la Monnaie et un pouvoir libérateur illimité dans les transactions. Le nouveau métal est en quantité trop faible pour avoir une influence sensible sur la circulation, mais, à partir de la découverte des mines d'Amérique, au XVI<sup>e</sup> siècle, sa proportion croît notablement. Dès ce moment, l'or ou l'argent tendent à fuir si le tarif n'accorde pas à l'un ou à l'autre de ces métaux le prix des Hôtels des Monnaies des pays voisins. Des ordonnances (*Mint indentures*) interviennent pour fixer à un cours plus élevé les espèces exportées, mais le nouveau tarif n'a, en définitive, d'autre résultat que de modifier le sens du mouvement et de provoquer la sortie des monnaies de l'autre métal.

Jusqu'au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, l'effet des écarts existant entre le rapport en vigueur en Angleterre et celui des Etats du continent a été affaibli par les causes générales que nous avons indiquées dans notre *Introduction*. A partir de 1650, quatre facteurs contribuent à lui donner toute sa force : abolition en 1663 des lois interdisant l'exportation

(1) « A Treatise on the coins of the realm », by the late Charles earl of Liverpool (Jenkinson). Second Edition, London 1846.

des métaux précieux ; arrivée en Angleterre d'une grande quantité d'or provenant de la Côte de Guinée ; frappe gratuite de la monnaie d'or en 1678 ; développement du commerce extérieur de l'Angleterre.

Il est désormais beaucoup plus facile de bénéficier des différences qui existent entre les tarifs des Etats ; les pays étrangers s'acquittent envers l'Angleterre au moyen de l'envoi du métal qui y reçoit le plus haut prix et l'Angleterre à son tour s'acquitte avec le métal le moins apprécié chez elle et le plus apprécié au dehors. L'opération peut, en raison des facilités nouvelles, s'effectuer jusqu'à son terme extrême, c'est-à-dire jusqu'au moment où les espèces d'un métal auront été chassées en totalité.

De la découverte des mines d'Amérique à 1663, l'or et l'argent ont tour à tour dominé dans la circulation. L'argent a dominé le plus généralement et le plus longtemps.

En 1663, les guinées d'or sont frappées pour la première fois. Leur cours est fixé à 20 shillings, de telle sorte que le rapport à la monnaie d'argent se calcule à 14,48. Le rapport général moyen est à ce moment de 15 en Europe (2). L'Angleterre favorise par conséquent l'argent et a, dans la réalité, une circulation où domine ce métal. Néanmoins l'argent ne chasse pas l'or ou le chasse peu. En effet, le public cède la monnaie d'or, non au prix fixé par la « Mint », mais à un cours plus élevé (3). La raison en est que les espèces d'argent étaient altérées et avilies, ce qui entraînait leur dépréciation aux yeux du public. Le public, au contraire, ne s'aperçoit pas de la dépréciation qui résulte d'une différence dans les rapports établis par

(2) Soetbeer, *op. cit.*, p. 25.

(3) La guinée a atteint le cours de 30 shillings pendant la période 1663-1695. (Léon Faucher, « Recherches sur l'or et sur l'argent considérés comme étalons de la valeur ». Paris, 1843).

les Etats. Seuls des spécialistes, maisons de change ou de banque, utilisent dans le dernier cas la différence constatée. C'est donc le frai et l'affaiblissement des monnaies d'argent qui ont provoqué, à notre avis, le cours volontaire de la monnaie d'or et en ont freiné la sortie.

En 1695, Guillaume III se préoccupe d'apporter un remède au mauvais état des monnaies d'argent et en ordonne la refonte générale. Celle-ci a lieu et, comme le rapport légal et le rapport commun général sont encore respectivement de 14,48 et 15, il y a lieu de s'attendre à un mouvement d'entrée de l'argent et de sortie de l'or. Mais c'est le phénomène contraire qui se produit. Aussitôt après la refonte générale, le public admet la guinée au cours stable de 21 s. 6 d. Les auteurs déclarent généralement que le fait reste inexpliqué (4). Lord Liverpool croit à la préférence du public pour l'or (5). Nous estimons qu'il y a lieu de retenir cette explication et de la relier, pour saisir comment le public a pu manifester sa préférence, à l'habitude qui avait été prise, de 1663 à 1695, de donner un cours volontaire à la guinée.

Le gouvernement ne s'est pas opposé à l'initiative du public et a adopté lui-même le cours de 21 s. 6 d., qui devint ainsi un cours officiel. Le rapport de valeur ressort à 15,57 pour un rapport de 15 sur le continent. Il y a donc, dès 1696, intérêt à exporter les pièces d'argent refondues et à importer de l'or. Le mouvement s'effectue sur une large échelle et, en moins de dix ans, il ne reste presque plus rien dans la circulation des 6.882.988 livres st. qui avaient été frappées en monnaies d'argent (6).

(4) Arnauné, « La monnaie, le crédit et le change », 2<sup>e</sup> éd. 1902, p. 233.

(5) Lord Liverpool, *op. cit.*, p. 150-151.

(6) Lord Liverpool, *op. cit.*, p. 151, et Léon Faucher, *op. cit.*, p. 12 et suiv.

Cette situation appelle l'attention du gouvernement et, par une note du 12 août 1717, les lords de la Trésorerie demandent à Isaac Newton, Directeur de la Monnaie, de leur présenter un état des monnaies d'or et d'argent du royaume, accompagné de l'indication du rapport de valeur existant à ce moment entre l'or et l'argent. En même temps, ils invitent Newton à faire connaître son opinion sur les meilleurs moyens à employer pour prévenir l'exportation des monnaies d'argent.

La réponse de Newton a une très grande importance, car des théoriciens la considéreront au XIX<sup>e</sup> siècle comme le point de départ et la véritable charte de la doctrine du « *bimétallisme international* ». Il y a donc lieu d'en donner à cette place une analyse suffisante (7).

Newton explique avec une clarté parfaite que l'or et l'argent vont là où ils sont le plus appréciés. L'or vient de préférence en Angleterre parce qu'il vaut dans ce pays 15,57 fois plus que l'argent au lieu de 14,96 sur le continent. Au contraire, on exporte de préférence l'argent qui est évalué plus haut à l'étranger. L'or est donc plus abondant dans les pays comme l'Angleterre et l'Espagne qui lui attribuent une valeur plus haute par rapport à celle de l'argent. D'autres pays, comme l'Inde, donnent la préférence à l'argent. Cela étant, si la valeur de l'or en Angleterre et celle de l'argent dans l'Inde pouvaient être abaissées assez pour constituer une même proportion dans l'un et l'autre pays, il ne pourrait plus y avoir une plus grande

(7) Le rapport de Newton a été publié dans de nombreux ouvrages : Dana Horton « Appendix to the American Official Report on the International Monetary Conference of 1878 », p. 317-322 ; W. Stanley Jevons, « Investigations in currency and finance », London 1884 ; William Shaw, « Select tracts and documents illustrative of english monetary history », London, 1896. Cf. également, Cobbett, Parl. Hist. vol. 7, p. 525.

demande pour l'argent que pour l'or et si le prix de l'or était diminué assez pour obtenir en Angleterre la proportion exacte qui existe dans le reste de l'Europe, il n'y aurait plus aucune tentation d'exporter l'argent plutôt que l'or vers une partie quelconque de l'Europe.

Il est donc possible d'arrêter la sortie de l'argent en diminuant la valeur de la guinée de 10 ou 12 d., ce qui lui donnera le cours moyen pratiqué en Europe. On peut commencer immédiatement par une amputation de 6 d., qui affaiblira d'autant le profit qui existe à exporter ou à fondre la monnaie d'argent.

Le gouvernement adopta les conclusions de Newton. Par proclamation du roi, la valeur de la guinée fut fixée à 21 s. Le rapport est ainsi ramené à 15,21 et demeure supérieur de 25 centièmes au rapport du continent. L'argent continue d'être envoyé en Europe et l'Europe paie l'Angleterre en or. Néanmoins le gouvernement n'achève pas, volontairement, la réforme qu'il a amorcée. La guinée conserve le cours de 21 s. Seul l'argent dégradé, d'une valeur nominale supérieure à sa valeur intrinsèque, reste dans le pays et sert aux petits paiements.

Au total, l'Angleterre a vu l'or devenir en peu d'années la base et constituer la presque totalité de sa circulation métallique (8).

Cette situation est en quelque sorte systématisée en 1774 par la refonte des seules monnaies d'or — elles s'étaient dégradées et les lingots faisaient prime. — En même temps, un Act dispose que, pour toute somme excédant 25 livres, les espèces d'argent seraient légalement reçues pour leur valeur au poids, au taux de 5 s. 2 d. par once d'argent. Comme les monnaies d'argent qui subsistaient dans la circulation étaient toutes dégradées, l'Act en interdisait

(8) Lord Liverpool, *op. cit.*, p. 152.

pratiquement l'emploi au-delà de 25 liv. dans les paiements, puisque, à les employer, le porteur aurait subi une perte appréciable.

L'Angleterre a donc abandonné le système bimétallique et est passée en fait et en droit au monométallisme-or.

Il reste à rechercher les raisons doctrinales qui l'ont inspirée.

## II. — WILLIAM PETTY (9).

William Petty naît le 26 mai 1623 dans le Hampshire, en Angleterre, et meurt à Londres après une vie agitée, le 16 décembre 1687 (10).

Le premier, il aborde le problème de la coexistence des métaux, mais il le fait d'une manière incidente et accessoire à un autre problème, celui de la valeur.

La croyance générale est que l'or et l'argent constituent une mesure stable pour tous les autres produits, mais c'est là une erreur comme Petty se propose de le démontrer. En premier lieu, l'or et l'argent ne peuvent pas être une mesure uniforme, car leur valeur relative varie. Le rapport de valeur entre l'or et l'argent suit le rapport de production de ces métaux : « Ainsi l'or a valu seulement douze fois son propre poids en argent et dernièrement il a valu 14 fois ce poids parce qu'on a obtenu une plus grande quantité d'argent. La valeur de l'or varie proportionnellement, c'est-à-dire qu'on a extrait à peu près douze fois autant d'argent que d'or, ce qui rend l'or plus cher. De la sorte, il ne peut y avoir que l'un des deux métaux, de l'or et de l'argent, qui constitue une matière propre à faire de la monnaie ; donc si l'argent est le métal unique pro-

(9) « Les œuvres Economiques des Sir William Petty », trad. H. Dussauze et M. Pasquier, Giard et Brière, 1905.

(10) *Encyclopaedia britannica*, vol. 17, p. 683.

pre à faire de la monnaie, l'or n'est qu'une marchandise très semblable à la monnaie ». (*Anatomie politique de l'Irlande*, chap. X) (11). Dans le *Traité des Taxes et Contributions* (12) (chap. IV, art. 17), Petty écrit : « Le monde évalue les choses d'après l'or et l'argent, mais surtout d'après le second, car il ne pourrait y avoir deux mesures et, par suite, celle qui est la meilleure pour beaucoup de choses doit être la seule pour toutes, c'est-à-dire la mesure de l'argent pur d'un poids déterminé » (13). Ainsi, c'est une inexactitude d'employer l'expression « or et argent » et de dire que « l'or et l'argent » sont une mesure uniforme de la valeur des choses. Seul l'argent l'est. Mais, en second lieu, l'argent lui-même n'est pas une base stable. Sa valeur varie en raison de son emploi industriel, de la distance qui sépare des mines, d'autres causes accidentelles (14).

Il en conclut que tout devrait être évalué d'après deux dénominations naturelles qui sont la terre et le travail (15).

(11) « Les œuvres économiques de Sir William Petty », op. cit., T. I, p. 208.

(12) Lord Liverpool croit à tort (*A Treatise on the coins*, op. cit., p. 14 et 131) que W. Petty a présenté son opinion uniquement dans « *The Political Anatomy of Ireland* », paru en 1691 parmi les œuvres posthumes. En réalité Petty avait présenté le même raisonnement, avec un contexte à peu près identique, dans le *Treatise of Taxes and contributions*, publié en 1662, 1667 et 1685.

Il est intéressant de noter que, dans les deux ouvrages, Petty entend démontrer que l'or et l'argent ne sont pas des mesures aussi exactes de la valeur que le travail et la terre.

A la suite de Lord Liverpool, les économistes se sont limités, à notre connaissance, à l'examen du chapitre 10 de *The Political Anatomy of Ireland*. Cf. notamment de Parieu, procès-verbaux de la commission monétaire de 1867, p. 20.

(13) « Les Œuvres Economiques de sir William Petty », op. cit., T. I, p. 43.

(14) *Traité des taxes et contributions*, chap. IV, art. 17 (T. I, p. 43 de la traduction) et *Anatomie Politique de l'Irlande*, Chap. X (T. I, p. 208-209 de la trad.).

(15) *Traité des Taxes et contributions*, Chap. IV, art. 18 (T. I, p. 43 de la trad.).

L'opinion de Petty sur l'unité de métal vient donc s'insérer dans un raisonnement plus large sur la mesure de la valeur des choses, dans une théorie générale de la valeur, car, en définitive, la valeur naturelle se réduit à de la terre et à du travail, à une combinaison de terre et de travail (16).

Quelle est la portée exacte de l'opinion de Petty sur l'unité de métal ?

Le rapport de valeur entre les deux métaux ne peut pas rester stable, car il dépend du rapport des productions qui, par nature, est variable. Si l'or et l'argent coexistent dans la circulation, l'ensemble des biens est représenté d'une manière différente par l'or et l'argent. Il se forme deux niveaux des prix qui varient indépendamment l'un de l'autre. Cela n'est pas admissible, ni même possible, et deux solutions sont à envisager.

1) Cesser de donner un cours légal à la monnaie d'or — Petty entend conserver l'argent comme mesure de la valeur des marchandises — et la laisser s'échanger à un cours libre.

2) Frapper des monnaies d'or et leur donner un cours légal, mais en modifiant ce cours de manière à ce que le rapport officiel et le rapport de marché soient toujours identiques. L'argent reste ainsi la seule mesure des choses, marchandises et monnaie d'or.

Petty ne nous dit pas clairement quelle solution il adopte. Dans son ouvrage « *Quantulumcunque* » (1682), il condamne les opérations qui ont pour but d'augmenter la valeur de la monnaie, mais il admet que cette valeur peut être justement et honorablement augmentée « pour la comparaison de l'or et de l'argent » (17). Si l'on se reporte à la langue

(16) G. Pirou, Histoire des doctrines sur la valeur et les prix (Conférences à l'Ecole pratique des Hautes Etudes 1929-1930 — notes personnelles).

(17) « Les Œuvres Economiques de sir William Petty », op. cit., T. II, p. 490.

et aux procédés du temps, ce passage suppose que l'or et l'argent coexistent dans la circulation, avec cours légal l'un et l'autre, et qu'il est question d'adapter le rapport officiel au rapport commun en vigueur. C'est donc la seconde des deux solutions examinées qui est dans l'esprit de Petty, et cette solution c'est précisément celle de la pratique du moment, sauf que l'on ne touchera jamais au cours de la monnaie d'argent, mais toujours à celui de la monnaie d'or.

Cette explication nous permet de comprendre très bien pourquoi Petty nous livre peu de renseignements sur les conséquences de son principe, puisque celles-ci ne modifient en rien l'état de choses existant. L'argent est la monnaie principale de la circulation, avec un cours invariable. L'or verra son cours modifié dans la mesure où le rapport de production aura varié ; il n'est donc pas tout à fait de la monnaie, puisqu'il ne mesure pas la valeur des marchandises, mais il est, nous dit Petty, le produit le plus semblable à la monnaie (18).

L'apport de Petty nous apparaît en conclusion être le suivant : en partant de la mobilité du rapport des productions des métaux, il conclut à l'unité de métal comme mesure des marchandises et c'est là une vue nouvelle. Mais les conséquences pratiques sont très faibles ; les deux métaux demeurent dans la circulation et ont leurs cours fixés par les « Mint indentures » ; le cours de la monnaie d'or seul variera suivant le rapport de production alors que les contemporains modifiaient, tantôt celui de la monnaie d'or, tantôt celui de la monnaie d'argent, pour atteindre la proportion des Hôtels des Monnaies des pays voisins. La position de Petty est à ce point de vue moins forte que celle des praticiens du moment, parce que les études statistiques montrent que le rapport de valeur entre l'or et l'argent est

(18) T. II, p. 491.

très largement indépendant du rapport entre la production de l'or et la production de l'argent (19).

Comment d'ailleurs, à cette époque, était-il possible d'être informé du rapport de production ? Petty se contente de le déduire du rapport commun légal. Mais l'identité des deux rapports est, par là, une simple pétition de principe. En réalité, la production des métaux précieux agissait, surtout dans ses grandes et rapides variations, sur la détermination des tarifs, mais à côté de beaucoup d'autres causes. En dernier lieu, c'était bien la comparaison des tarifs des différents pays qui décidait des modifications de cours à apporter.

Petty n'a pas discuté tous ces points et c'est le signe d'une adhésion sans doute complète à la pratique de son temps, car il lui suffisait pour cela de penser que le rapport légal, dans ses différentes variations, traduisait, *de lui-même et naturellement*, le rapport de production. Dès lors, il n'y avait à considérer que le rapport légal.

Si l'on note enfin que Petty n'appuie pas sur sa façon nouvelle de présenter la théorie des métaux précieux, il est clair qu'avec son œuvre nous restons encore dans le cadre du système bimétallique.

Mais sa pensée devait être à l'origine d'une doctrine plus complète.

(19) Soetbeer, Matériaux, op. cit., p. 2 et 3 et « Questions Monétaires contemporaines ». Sirey, 1905, p. 286-296.

### III. — JOHN LOCKE (1632-1704) (20)

En 1692, au moment où il écrit, John Locke a eu connaissance du « *Traité des Taxes et Contributions* » (21) et de « *l'Anatomie Politique de l'Irlande* » (22) de W. Petty. Il utilise ces deux ouvrages et construit une doctrine du monométallisme qui prend le contre-pied du système bimétallique en vigueur.

La loi donne un cours fixe aux monnaies de l'un et de l'autre métal, mais il arrive que le rapport de valeur qui résulte du tarif ne corresponde pas à la réalité des choses. Le métal qui ne reçoit pas sa valeur véritable à l'Hôtel des Monnaies est exporté, tandis que celui qui reçoit un cours trop élevé abonde. Le mouvement est continu. Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que, répond Locke, le rapport réel de valeur entre les deux métaux n'est pas stable par nature. Il dépend de la protortion des quantités d'or et d'argent en présence et cette proportion est essentiellement variable. L'or et l'argent changent donc de valeur l'un par rapport à l'autre.

Or, la monnaie est la mesure de la valeur de chaque chose et, comme toutes les mesures, doit être aussi stable que possible. « Mais cela ne peut être, si votre monnaie est faite de deux métaux, dont la proportion, et par conséquent dont les prix, varie constamment. L'argent, pour plusieurs raisons, est le plus apte de tous les métaux pour être mesure et c'est pourquoi il en est fait généralement usage

(20) John Locke : « Some considerations of the consequences of the lowering of interest and raising the value of money, in a letter to a member of Parliament ». London 1692. — « Several papers relating to money, interest and trade », London 1696. — « Further considerations concerning raising the value of money ». Réimp. 1759.

(21) 1662, 1667, 1685.

(22) 1691 (Œuvres posthumes).

comme monnaie. Il ne sied donc pas que l'or, ou tout autre métal, reçoive comme monnaie un cours fixe. Cela consiste à faire par la loi, ce qui justement ne peut être fait : fixer la valeur mobile des choses » (23). Aussi « prendre pour mesure de la valeur des choses des matières qui n'ont pas entre elles un rapport fixe et invariable, c'est comme si l'on choisissait pour mesure de longueur un objet qui fut sujet à s'allonger ou à se raccourcir. Il faut donc qu'il n'y ait dans chaque pays qu'un seul métal qui soit la monnaie de compte, le gage des conventions et la mesure de la valeur » (24).

Vouloir conserver un rapport fixe entre l'or et l'argent est une œuvre vaine. C'est aussi s'exposer à des inconvénients sérieux : pour mettre un terme aux exportations de métaux, il faut procéder à des refontes coûteuses et qui, si elles s'exercent pour augmenter la valeur, tantôt de l'or, tantôt de l'argent, finissent par dégrader la circulation métallique. Par ailleurs, les débiteurs paient avec la monnaie dépréciée. Les contrats reçoivent ainsi des atteintes sérieuses et les créanciers subissent des pertes.

La solution est donc de ne prendre qu'un seul métal comme mesure de la valeur, car une once d'argent est toujours égale à une once d'argent et une once d'or à une once d'or. L'argent doit être choisi. Un certain poids d'argent représentera l'unité de compte, sera étalon de la valeur et ne pourra jamais être modifié. Désormais les contractants auront une base sûre dans leurs conventions et les débiteurs devront livrer le poids exact d'argent qu'ils ont reçu.

Quel sera le régime de l'or ? Il est nécessaire de frapper des monnaies d'or, afin que chacun ait en les recevant la certitude de leur poids et de leur qualité. Mais il n'y a pas

(23) « Some considerations... », op. cit., p. 166.

(24) « Some considerations... », op. cit., p. 75-76.

lieu de fixer la valeur de ces pièces. « Laissons l'or, comme les autres marchandises, trouver son prix » (25).

Le système proposé est donc, au sens strict, le monométallisme-argent. Il est considéré par Locke comme un système universel, bon pour tous les pays (26).

Nous pouvons à présent apprécier le chemin parcouru par Locke. Petty avait montré que l'or et l'argent ont un rapport de valeur variable, de telle sorte qu'un seul d'entre eux peut être la mesure normale de la valeur de tous les biens. C'est la fonction que l'argent remplit dans l'ensemble des pays et le système en vigueur apparaît ainsi conforme au principe posé.

Locke n'admet pas, en premier lieu, que le système de la pratique soit une application de l'unité de mesure : l'éta-lon de la valeur s'allonge ou se raccourcit, ce qui veut dire que le rapport s'élève ou décroît et que, tantôt l'or, tantôt l'argent, sont la mesure des biens.

En second lieu, il trouve un grand nombre d'inconvénients au système bimétallique du moment : mouvements d'importation et d'exportation des métaux, absence de base stable dans les transactions, refontes coûteuses, avilissement de la circulation métallique et bouleversement des contrats.

En dernier lieu, Locke propose une modification fondamentale : le passage à un nouveau système, le monométallisme-argent.

(25) « Some considerations... » op. cit., p. 168. Locke reconnaît par la suite que l'autorité publique peut intervenir pour fixer le prix de la monnaie d'or. Il avait constaté, en effet, que la guinée d'or atteignait des cours (période 1663-1695) extravagants dans le public. Des porteurs malhonnêtes pouvaient la placer aux plus hauts prix à des gens ignorants. L'élévation de ces cours était hors de proportion avec la dépréciation de la monnaie d'argent.

Sous le règne de Guillaume III, la législature décida d'ailleurs que la guinée ne pourrait dépasser un certain cours dans les transactions. (Lord Liverpool, *Treatise on the coins*, op. cit., p. 16 et suiv.).

(26) « Some considerations », op. cit., p. 169 et suiv.

L'essentiel à retenir de sa démonstration théorique est que, dans le système bimétallique, la valeur des choses est représentée tour à tour par un poids d'or et un poids d'argent, alors que tout étalon doit être invariable.

Ce raisonnement apparaîtra irréfutable à un très grand nombre d'esprits qui l'adopteront tel quel. Il faudra arriver à la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle pour qu'une analyse rigoureuse lui soit opposée.

Locke demeure assez éloigné de la pratique monétaire de son temps et de la multiplicité des opérations qui s'effectuaient sur les monnaies. Ses écrits sur cette matière, remarque Lord Liverpool, frappent par leur caractère spéculatif (27).

★★

Le monométallisme est donc une création doctrinale originale de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, mais, en tant que doctrine, il a une grande influence et passe rapidement sur le plan des faits. Néanmoins, sous la forme du monométallisme-argent recommandé par Locke, il se heurte à un certain nombre de difficultés si on tente de lui donner application. Cela explique que l'on puisse conserver une préférence pour le système bimétallique ou bien que l'on tente d'aménager le monométallisme-argent.

#### IV. — MONOMÉTALLISME-ARGENT ET BIMÉTALLISME JUSQU'EN 1774

Le monométallisme-argent, tel que le conçoit Locke, a un inconvénient. Il prive la monnaie d'or du cours officiel. Nul n'est tenu de la recevoir. De plus, si on l'accepte, l'on ignore sa valeur, et son cours subit des variations extrêmes. Une grande partie du public méconnaît la situation exacte du marché des métaux précieux et pourra se laisser trom-

(27) Lord Liverpool, *op. cit.*, p. 26-27.

per en la prenant à un prix trop élevé. Renoncer à l'usage de la monnaie d'or n'est cependant pas possible, car elle est le moyen normal de régler les paiements importants.

Locke a reconnu que dans certains cas l'autorité publique pouvait attribuer un cours à la monnaie d'or. Après lui, Harris dans un « *Essay on money and coins* » (1758) affirme qu'un seul métal peut être étalon de la valeur et se prononce pour l'argent. Mais il déclare qu'il n'est pas possible d'abandonner la détermination du prix des pièces de monnaie au public, ignorant et facile à tromper. Le moyen de résoudre cette difficulté est donc de fixer un cours aux espèces d'or, quitte à le modifier quand il y aura lieu d'établir un nouveau rapport. C'est ainsi que Petty entendait l'étalon argent, et Lord Liverpool signale que la pratique de tous les gouvernements, à toute époque, se trouve en accord avec l'opinion de Harris (28).

Newton, dans le rapport de 1717 que nous avons examiné, recherche la proportion qu'il convient d'adopter entre l'or et l'argent et n'exclut aucun de ces métaux de la circulation.

Restait-il bimétalliste ? Stanley Jevons (29), en s'appuyant sur un passage de Richard Cantillon (30), a signalé

(28) Lord Liverpool, *op. cit.*, p. 18.

(29) W. Stanley Jevons, « *Investigations in currency and finance* ». London, 1884.

(30) Richard Cantillon, « *Essai sur la nature du Commerce en général* », 1755, p. 377.

Richard Cantillon admet les règles coutumières en la matière. Il écrit (« *Essai sur la nature du Commerce en général* », 1755, p. 380-381) : « La réduction de M. Newton à 21 schellings n'a été calculée que pour empêcher qu'on n'enlevât les espèces d'argent faibles et usées qui restent dans la circulation : elle n'était pas calculée pour fixer dans les monnaies d'or et d'argent la véritable proportion de leur prix, je veux dire par leur véritable proportion, celle qui est fixée par les prix du marché. Ce prix est toujours la pierre de touche dans ces matières ; les variations en sont assez lentes, pour donner le temps de régler les monnaies et empêcher les désordres dans la circulation ».

que Newton pensait que, suivant les lois fondamentales du Royaume, l'argent était la véritable monnaie et qu'il ne fallait pas l'altérer. Seul le cours de la monnaie d'or pouvait être modifié. Stanley Jevons en conclut que Newton était monométalliste argent (31). Nous ne croyons pas que la preuve soit suffisante. Newton se place, à notre sens, à un point de vue juridique. Le critérium de la doctrine monométalliste est l'affirmation de l'unité de mesure par un seul métal et le critérium, plus particulièrement de la doctrine monométalliste-argent est, en outre, le cours libre de la monnaie d'or (32). Telle est la doctrine de Locke. Petty et Harris affirment le premier principe mais ne se séparent pas, dans leurs conclusions, de la pratique bimétallique. Newton ne nous dit rien sur l'unité de métal. Au plus, considère-t-il que l'argent doit être l'élément principal et permanent de la circulation et, dans ce sens, il propose d'abaisser la valeur de la guinée d'or de 10 d., ce qui permettrait d'atteindre le rapport du moment, ou de 12 d., ce qui favoriserait légèrement l'argent. Il suit la méthode que l'on avait coutume d'employer en matière de monnaies. On peut donc croire, étant donné que son rapport est rédigé après la publication de l'œuvre de Locke, que Newton n'a pas été convaincu par la doctrine du monomé-

(31) W. Stanley Jevons, op. cit., p. 338.

(32) Ou la *fixation périodique* de ce cours, comme on la demandera à une époque postérieure. Décider la *fixation périodique du cours* ou admettre la *possibilité d'un changement de cours* à la suite d'une variation de l'or et de l'argent, forment deux attitudes bien différentes. La première est monométalliste, la seconde reste bimétalliste. Dans le premier cas, le pouvoir libérateur de la monnaie d'or est atteint par la crainte d'une modification de valeur aux époques de révision du tarif, par exemple tous les 6 mois. Dans le deuxième cas, la perspective du changement du cours de l'or est lointaine et hypothétique. Elle n'a pas d'influence sur le pouvoir libérateur, et le système bimétallique produit tous ses effets.

tallisme-argent et qu'il demeure un tenant du système bimétallique traditionnel.

Le neveu de Newton, et son successeur à la direction de l'Hôtel des Monnaies, John Conduitt, nous le confirme, en écrivant qu'une nation qui ne modifie pas ses tarifs devient la dupe de celles qui le font (33). C'est précisément là le sentiment général qui animait la politique monétaire du temps.

Comme disciple important et fidèle de Locke, nous ne rencontrons que John Law qui apporta la doctrine nouvelle en France. (Fortbonnais, « *Recherches et Considérations sur les Finances de la France*, depuis 1595 jusqu'en 1721 », éd. in-16°, 1758, p. 104).

Le monométallisme-argent n'a donc pas convaincu les contemporains. Les uns préfèrent l'or, les autres s'en tiennent empiriquement au système bimétallique. Peu entendent refuser le cours légal à la monnaie d'or. Mais la doctrine de l'unité de métal comme mesure de la valeur est entrée dans les faits sous la forme du monométallisme-or.

#### V. — LE MONOMÉTALLISME-OR.

De 1695 à 1774, la préférence accordée à l'or a chassé d'Angleterre la monnaie d'argent. Il n'est resté dans la circulation que les pièces dont le poids avait été réduit par le frai et qui ne pouvaient plus, par conséquent, être fondues ou exportées. L'or restait définitivement la seule mesure des valeurs. En même temps, les pièces d'argent, bien que frayées, assuraient leur fonction normale de servir aux petits paiements. On se plaignait seulement de leur rareté. Ces pièces circulaient à une valeur nominale supérieure à leur valeur de métal et tiraient ce supplément de

(33) W. Stanley Jevons, op. cit., p. 340-347.

valeur du fait qu'elles représentaient de l'or, qu'elles pouvaient être échangées, sans diminuer leur cours, contre de la monnaie d'or. *C'est l'or que l'on rencontrait en définitive*, et Adam Smith remarque que la refonte des monnaies d'or en 1774 avait eu également pour effet d'élever la valeur des monnaies d'argent qui s'échangent avec elles (34).

L'examen de cette situation conduit à l'idée qu'il est facile de conserver la monnaie d'argent dans la circulation, à la quantité désirée, en lui conservant une valeur nominale supérieure à la valeur commerciale et en supprimant la frappe libre. Le Gouvernement fera frapper la monnaie d'argent, suivant les besoins du pays. Mais, pour éviter toute tentative de sa part de se procurer des ressources par une émission excessive, la loi limitera le pouvoir libératoire de cette monnaie.

Nous aurons ainsi dans la circulation des monnaies d'or, qui mesureront la valeur de toutes les marchandises et serviront aux paiements importants, et des monnaies d'argent, qui représenteront l'or et serviront aux paiements de peu d'importance. L'argent sera donc employé comme billon et le monométallisme, sous la forme du monométallisme-or, formera le système monétaire le plus parfait, avec un étalon unique et invariable et l'emploi des deux métaux indispensables aux paiements. Le monométallisme-argent donnait seulement l'unité d'étalon, mais il ne permettait pas d'utiliser l'or en même temps que l'argent dans la circulation, car, d'une part, il n'est pas possible de priver l'or du cours légal et, d'autre part, il n'est pas concevable de réduire l'or à l'état de billon.

En 1774, ces idées ne sont pas encore toutes dégagées, mais, par l'Act limitant le pouvoir libératoire des monnaies

(34) Adam Smith, « Recherches sur la valeur et les causes de la Richesse des Nations », Trad. Garnier, 1802, T. I, p. 83.

d'argent, le Parlement anglais marque sa préférence pour l'or et réduit l'argent à un rôle d'auxiliaire. Deux ans après, Adam Smith, dans ses « *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des Nations* », constate que l'argent est moins apprécié en Angleterre que dans les autres pays, et il hésite à se prononcer fermement sur le sujet. Il croit qu'il conviendrait de remédier à la rareté de la monnaie d'argent par un changement de la proportion légale et par la limitation à une guinée du cours légal (35). Il propose également un droit de monnayage. Ce droit serait légitimement perçu, attendu que la monnaie est supérieure au lingot, et il découragerait les exportations (36).

L'Act de 1774, valable pour deux ans, fut renouvelé à différentes reprises. En 1798, Lord Liverpool proposa de défendre le monnayage de l'argent jusqu'au moment où un comité spécial, nommé par le roi, eût examiné la question des monnaies en Angleterre. Conformément à cet avis, la suspension de la frappe fut prononcée. L'année suivante, l'acte de 1774 devint définitif (37).

Lord Liverpool entendait réserver la question parce qu'il était arrivé à établir la théorie complète du monométallisme-or, telle que nous en avons donné les grandes lignes. Il l'expose dans un livre devenu célèbre, intitulé « *A Treatise on the coins of the realm, in form of a letter to the King* », paru en 1805.

(35) Adam Smith, op. cit. T. I, p. 87 et 88.

(36) Adam Smith, op. cit. T. I, p. 90 et 91.

(37) Discours de Wellesley Pole à la Chambre des Communes le 30 mai 1816 (Hansard vol. 34, p. 945-965) ; Ricardo, « *Minor Papers on the currency question* », 1809-1823, Baltimore. The Johns Hopkins Press, 1932, p. 26.

VI. — LORD LIVERPOOL.

Lord Liverpool se recommande de Locke, mais il montre que le monométallisme-argent n'avait aucune chance de réussir parce qu'il laissait cours libre à la monnaie d'or. La situation de l'Angleterre s'est modifiée depuis le temps où Locke écrivait et une circulation d'or s'est substituée à une circulation d'argent. Locke serait sensible à ce changement, dit lord Liverpool. Il tirerait des conclusions qui tiendraient compte des nouveaux faits (38).

En ce qui concerne le monométallisme proprement dit, lord Liverpool reprend et complète la démonstration de Locke. L'or et l'argent ont été choisis pour servir de mesure et d'équivalent dans les échanges, mais leur valeur relative n'est pas stable (39). Des discordances s'établissent entre le rapport fixé par la loi et le rapport réel. Le premier ne suit jamais assez vite le second et cela permet de réaliser des profits considérables par l'exportation et l'importation des métaux, d'autant mieux que la frappe est gratuite en Angleterre. Ce sont les sujets du royaume qui paient ces opérations continuelles de frappe et de démonétisation, en même temps que la circulation du pays est troublée. L'or manque à un moment, l'argent à l'autre, alors que les commodités du commerce exigent la présence continue des deux métaux dans la circulation. Il convient donc qu'un seul métal ait cours légal illimité et soit la mesure de tous les biens. Ce métal doit être l'or et non l'argent, comme le soutenait Locke qui avait sous les yeux le haut prix de la guinée et en tirait la possibilité du cours libre de l'or.

Le choix de l'or comme monnaie étalon permet de s'assurer le service de l'argent en le réduisant au rôle de

(38) Lord Liverpool, *op. cit.*, p. 188.

(39) Lord Liverpool, *op. cit.*, p. 10.

monnaie auxiliaire, alors que l'opération inverse n'est pas possible. De plus, l'or est la monnaie des pays riches, en particulier de ceux qui ont un commerce actif et étendu. Il suffit d'examiner les monnaies d'un pays, écrit Lord Liverpool, pour savoir où en sont sa richesse et son commerce (40). C'est le métal le plus commode et le plus stable en valeur. Enfin, l'or est le métal le plus abondant en Angleterre et le monométallisme-or est le système monétaire qui modifiera le moins l'ordre de choses existant. On peut même dire qu'il ne fera que le continuer, sans changement d'habitude pour le public (41).

Le traité de Lord Liverpool est peut-être l'ouvrage le plus complet et le plus remarquable qui ait été publié sur la question de l'étalon monétaire et il a été justement admiré.

L'auteur suit la doctrine de Locke, mais il la rend pratique en substituant l'or à l'argent comme monnaie principale. Sa critique du système bimétallique est également plus précise et plus exacte. Enfin, Locke attribuait une portée universelle au monométallisme-argent ; Lord Liverpool estime que le monométallisme-or est le meilleur régime possible pour l'Angleterre et ne se prononce pas pour les autres pays.

#### VII. — LA LOI DU 22 JUIN 1816 (42).

Par la loi du 22 juin 1816, le Parlement anglais adopte les conclusions de lord Liverpool (43). La livre sterling est représentée par un poids d'or fin de 7 gr. 32 et le shilling,

(40) Lord Liverpool, *op. cit.*, p. 163.

(41) Lord Liverpool, *op. cit.*, p. 174-175.

(42) 56 Geo. III c. 68.

(43) Décédé le 17 décembre 1808. Son fils poursuit ses efforts pour mener au terme la réforme du système monétaire de l'Angleterre.

correspondant au vingtième de la livre, par un poids d'argent fin de 5 gr. 23, d'où un rapport de 14,29. Le rapport général moyen étant à cette époque de 15,51 (44), la loi donne une valeur trop élevée à l'argent. Mais cette mesure, prise pour retenir l'argent dans la circulation, ne provoque pas l'exportation de l'or, puisque, par le même texte, le législateur réserve la frappe des monnaies d'argent au gouvernement et limite leur pouvoir libératoire à 40 shillings.

Avec la loi du 12 juin 1816, le mouvement vers le monométallisme-or est achevé. Le régime de l'étalon-or, qui était le régime de fait depuis plus d'un siècle, se trouve systématisé ainsi que l'ensemble de ses conséquences. L'or est la mesure unique de la valeur de tous les biens. Les mouvements d'entrée et de sortie de l'Angleterre sont commandés définitivement par le seul signe de la balance des comptes ; les mouvements internationaux de l'or, d'Hôtel des Monnaies à Hôtel des Monnaies, dûs aux discordances que l'on constatait dans la valeur relative de l'or et de l'argent sont encore possible dans les autres pays, mais ils ne le sont plus en Angleterre. Enfin, par un procédé ingénieux, la loi retient dans la circulation intérieure la monnaie d'argent, nécessaire aux petits paiements comme l'or l'est aux paiements importants.

Le nouveau système convient particulièrement bien à l'Angleterre et les contemporains lui ont apporté leur approbation. Le plus éminent d'entre eux, David Ricardo, regrette qu'il ait fallu un siècle pour mettre en application définitive le principe que Locke avait posé (45). L'illustre économiste loue hautement Locke et lord Liverpool, et reprend leurs arguments. L'unité de métal comme mesure

(44) Soetbeer *Matériaux*, op. cit., p. 26.

(45) Ricardo, *Œuvres complètes*, Guillaumin 1847, p. 342-343.

de la valeur est pour lui une vérité incontestable (46). La question du choix du métal lui paraît moins importante (47). Dans son mémoire sur « Le haut prix des lingots » de 1810, il écrit que l'or et l'argent présentent tous deux une stabilité de valeur remarquable. « C'est pourquoi l'or ou l'argent peuvent indifféremment, sous ce rapport, être appelés une mesure de la valeur » (48). Néanmoins, il préfère l'or. Dans une lettre à Mac Culloch du mois de janvier 1819, il explique qu'il est très satisfait des règles actuelles de la Monnaie. L'or est en effet le métal introduit en Angleterre par l'usage et il vaut mieux éviter tout changement en cette matière lorsqu'il n'y a pas à cela un avantage manifeste. De plus, on s'attend généralement à l'emploi de machines perfectionnées dans les mines d'argent. Le résultat sera la baisse de la valeur de ce métal, de telle sorte qu'il est « peu propre à être un étalon » (49).

#### VIII. — CONCLUSION

La doctrine monométalliste naît à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et elle précède la législation. En ce sens, le système monétaire monométallique se présente à nous surtout sous l'as-

(46) Ricardo, Œuvres complètes (Le haut prix des lingots, 1810), op. cit., p. 411-415 ; Minor Papers on the currency question 1809-1823 — Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1932, p. 26.

(47) Les auteurs se sont parfois trompés sur ce point. Le professeur Bastable, par exemple, considère Ricardo comme un monométalliste-argent. (« La théorie du commerce International », traduction Sauvaire-Jourdan, Giard et Brière, 1900, p. 80-81 ; en note : « il (Ricardo) donne comme l'une de ses raisons pour préférer l'argent à l'or comme étalon, que tous les autres pays l'employaient »).

Comme nous le montrons au texte, Ricardo était monométalliste-or.

(48) Ricardo, « Œuvres complètes », op. cit., p. 411 (en note).

(49) Traduction à paraître des lettres de Ricardo, par Mlle H. Biaujeaud, docteur en droit. Mlle Biaujeaud nous a obligeamment communiqué les pages qui nous intéressaient.

pect d'un essai réussi de mise en application d'une idée spéculative. Mais, en même temps qu'une critique, la doctrine monométalliste est une réaction contre le système bimétallique, c'est-à-dire contre un ensemble de faits. Or, il n'est pas douteux que, par suite de la frappe gratuite et de la liberté d'exportation des métaux précieux, l'Angleterre a eu à pâtir plus que tout autre pays des mouvements de métaux engendrés par les discordances de tarifs. Ces faits ne donnent pas une explication suffisante de l'apparition de la doctrine monométalliste, mais ils nous permettent de la mieux comprendre.

---

## CHAPITRE II

---

### LE SYSTÈME MONÉTAIRE DES ÉTATS-UNIS <sup>(1)</sup>

---

Avant leur déclaration d'indépendance du 4 juillet 1776, les Colonies Anglaises d'Amérique n'ont pas d'Hôtel des Monnaies et ne frappent pas une monnaie propre. Elles se servent de monnaies étrangères, principalement de monnaies espagnoles, portugaises, anglaises et françaises. Cette situation se prolonge jusqu'à la fin de la guerre qui les mit aux prises avec l'Angleterre. A ce moment, les Etats-Unis se préoccupent de frapper une monnaie qui marquât leur souveraineté nouvelle. Ils sont donc amenés à créer un système monétaire complet et, ce faisant, à opter entre le système bimétallique traditionnel et le système monométallique de l'Angleterre. Leur décision est intéressante parce qu'elle n'est pas gênée par des habitudes anciennes. Elle résulte de la seule confrontation des doctrines ; elle se dégage d'un large débat au cours duquel les arguments en faveur du système bimétallique peuvent se manifester pour la première fois et s'opposer à la doctrine monométalliste de Locke qui avait triomphé en Angleterre assez vite pour étouffer toute objection précise.

#### I. — LES PREMIERS PROJETS

En 1782, Robert Morris, superintendant des Finances, présente un projet d'établissement d'Hôtel des Monnaies

(1) « The Works of Alexander Hamilton ». New-York, 1850. T. III. J. Laurence Laughlin, « The history of bimetallism in the United States », New-York, 1886. D.R. Dewey, « Financial history of the United States », New-York, 4<sup>e</sup> édition.

qui est approuvé par le Congrès. Il propose également de frapper des monnaies d'argent et se prononce contre le système bimétallique, en raison de l'instabilité de rapport. Jefferson combat ce projet et préconise la dualité des métaux, avec un rapport de 1 à 15.

Le 6 juillet 1785, une résolution du Congrès déclare que l'unité monétaire doit être un dollar d'argent. Le 8 août 1786, une autre résolution décide la création d'un dollar de 375,64 grains d'argent fin et de deux pièces d'or, l'une, de 246,1/268 grains d'or fin, égale à 10 dollars, l'autre, de la moitié de ce poids, égale à 5 dollars. Ces deux sortes de monnaies étaient placées sur le même pied et avaient le même pouvoir libératoire.

## II. — ALEXANDER HAMILTON.

Alexander Hamilton adresse à la Chambre des Représentants, le 28 janvier 1791, une communication complète (2) sur la question, qui détermine le vote du « Mint Act » du 2 avril 1792. Nous trouvons dans cette communication l'ensemble des motifs qui ont inspiré l'adoption du système monétaire américain.

Hamilton déclare que, quel que soit son respect pour les idées de ceux qui se sont prononcés pour un dollar unique d'argent, son avis est de ne donner la préférence ni à l'un ni à l'autre des métaux en présence. Cependant, si un choix devait être fait, l'or devrait être pris plutôt que l'argent. L'or a une valeur plus stable, car il n'est pas recherché par l'Inde et la Chine et ne subit pas l'influence des demandes du commerce. De plus, l'argent a une pro-

(2) « On the establishment of a Mint », communication to the House of Representatives, January 28, 1791 (The Works of Alexander Hamilton, New-York 1850, T. III, p. 149 et suiv.)

duction qui s'accroît proportionnellement davantage ; il est moins bon étalon.

Il vaut mieux ne pas séparer l'argent de l'or. Certes, leur rapport de valeur est mobile, mais cet inconvénient s'efface devant les avantages de leur réunion. Ces avantages sont les suivants :

1) La circulation métallique doit être composée à la fois d'or et d'argent. Réduite à l'un de ces métaux, elle serait insuffisante et c'est ce qu'il faudrait craindre si l'on attachait le caractère d'unité monétaire à l'or ou à l'argent seul, car l'autre métal perdrait son caractère et sa fonction de monnaie. Il deviendrait une simple marchandise et ce serait un malheur beaucoup plus grand que des variations dans l'étalon de la valeur. Il est vrai que certains soutiennent que le système monométallique n'empêcherait pas le métal choisi d'arriver par la voie du commerce. Il suffirait d'avoir une balance favorable. Oui, répond Hamilton, mais la concurrence qui s'instaurerait autour de ce métal, la difficulté de se le procurer et de solder par son moyen la balance du pays, ne sont pas des circonstances favorables au commerce (3).

2) Le commerce a besoin que les deux métaux soient présents dans le pays pour permettre aux Etats étrangers de payer dans la monnaie qu'ils ont à leur disposition et également pour permettre aux commerçants américains de se libérer envers eux (4).

Pour Hamilton, le système bimétallique présente ainsi des avantages tout à fait particuliers et doit être préféré à l'étalon simple. Son rapport nous présente ainsi les premiers éléments clairs d'une doctrine bimétalliste.

Ce point de vue a été mis en doute par le professeur

(3) « The works... », op. cit., T. III, p. 157-158.

(4) « The works... », op. cit. T. III, p. 158.

Laughlin. A son sens, Hamilton est favorable à une monnaie unique, mais estime que pour donner au pays la monnaie métallique nationale qui lui manque, le bimétallisme est le meilleur système. Il attirera l'argent, monnaie commune et abondante, plus facile à acquérir et un peu d'or. Hamilton était comme un fermier très désireux de posséder une bonne terre et qui, mis en présence de deux lots d'importance inégale, se prononce pour le plus médiocre, parce que celui-ci seul est dans ses moyens (5).

Le professeur Dewey soutient au contraire que rien ne permet de croire à une pensée monométalliste chez Hamilton (6).

A notre avis, cette seconde opinion paraît plus proche de la vérité. Deux faits peuvent être relevés à son appui. En premier lieu, Hamilton recherche le rapport commun à son époque, afin d'obtenir un équilibre assez durable dans la proportion des deux sortes de monnaies. Il se trompe d'ailleurs en pensant que le résultat trouvé par Newton demeure exact pour son époque et il se prononce pour l'adoption du rapport de 15, alors que le rapport moyen était de 15,40.

En second lieu, Hamilton critique ceux qui voudraient avantager l'or en lui attribuant un prix élevé. Il montre que le résultat de cette politique est de bannir du pays le métal sous-évalué, alors qu'il faut obtenir une proportion convenable entre les quantités des deux monnaies, car elles répondent à des besoins différents. De plus, il y a une diminution du volume total des espèces dans le pays qui surestime un métal. En effet, lorsqu'il reçoit un paiement dans le métal surévalué, il reçoit une quantité moindre que celle qu'il recevrait si le prix était juste. Ainsi, non seule-

(5) Laughlin, op. cit., p. 14-15.

(6) Dewey, op. cit., p. 103.

ment la circulation est composée d'un seul des métaux précieux mais elle est également plus restreinte que si le rapport avait été fixé régulièrement (7).

Il ressort de ces différents arguments que Hamilton conçoit le bimétallisme comme un système permanent et non comme un procédé spécial pour attirer des matières d'or ou d'argent ; il marque sa préférence pour lui et il prend soin de noter que le choix du rapport est une question délicate parce qu'il doit être en harmonie avec le rapport des autres Etats, plus particulièrement de ceux avec lesquels on entretient un commerce. Pour la même raison, il y a lieu de réviser le rapport chaque fois que la situation du marché l'exige. Le système bimétallique est donc très souple et permet de faire une bonne politique monétaire. A tous ces égards, Hamilton nous paraît apporter une justification doctrinale d'une pratique traditionnelle et de sentiments anciens.

### III. — L'ACT DU 2 AVRIL 1792.

L'Act du 2 avril 1792 donne application, sauf de légères modifications sur l'alliage et le nombre des monnaies réelles, au plan de Hamilton. Le dollar d'argent est de 416 grains, dont 375,25 de fin. Il n'y a pas de dollar or, mais une pièce de 10 dollars, l'aigle, pesant 270 grains, dont 247,5 de fin. La rédaction de l'Act est plus précise que celle de la loi française du 7 germinal an XI et le rapport de valeur entre deux quantités d'or et d'argent de même poids est dit expressément être de 15 à 1 (sec. 14). Ces deux métaux jouissent également du pouvoir libérateur illimité et de la frappe libre (sec. 14 et 16).

La nouvelle loi reste en vigueur dans toutes ses parties jusqu'en 1806.

---

(7) « The works... », op. cit., p. 159.

### CHAPITRE III

---

## LA LOI FRANÇAISE DU 7 GERMINAL AN XI

---

Les idées de Locke sur les monnaies ont eu peu de retentissement en France au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les encyclopédistes et Forbonnais en sont les défenseurs les plus connus. Fortbonnais (1) reviendra d'ailleurs sur son opinion quand il sera élu président du Comité des Monnaies en 1790. Dans les « *Considérations sur les Monnaies* » (2), le chancelier d'Aguesseau suit de très près la théorie de Locke, mais passe sur les conclusions monométallistes du maître. Montesquieu traduit le sentiment général en écrivant que le prince fixe la valeur des monnaies dans le pays ainsi que leur proportion (3). Les hommes instruits de la matière pensent qu'il convient de garder un rapport entre l'or et l'argent aussi proche que possible de celui des Etats voisins, mais ils sont persuadés en même temps que la France occupe une position de premier ordre et peut im-

- (1) « Recherches sur les Finances de la France », in-4°. T. I, p. 52 et 53.

Fortbonnais écrit : (« *Recherches et Considérations sur les Finances de France*, depuis 1595 jusqu'en 1721 ». Ed. in-16°, 1758. T. I, p. 104). « Ce qu'on vient de voir sur la proportion des Monnaies d'or et d'argent confirme le sentiment de M. Law, que les Etats ne doivent point fixer la proportion entre les métaux, parce qu'elle varie sans cesse ; et que ce changement occasionne, dans l'intervalle, des transports ruineux, ou nuit à certains commerces. Il suffit que le prix du marc d'argent soit fixé ; le commerce fixera suivant les besoins le prix du marc d'or ».

- (2) « Œuvres de M. le Chancelier d'Aguesseau », T. 10, 1777.

- (3) Montesquieu, « De l'esprit des lois », éd. Garnier, livre 22, p. 351-378.

poser ses propres tarifs (4). Les étrangers lui reconnaissent volontiers cette indépendance. Hamilton écrit qu'il n'y a sans doute pas en Europe de pays qui ait moins besoin des autres que la France. Cette situation privilégiée fait qu'une erreur dans la politique de ses monnaies n'a pas de conséquences sérieuses (5). Aussi, sauf un petit groupe de penseurs qui puisent leurs idées en Angleterre, la France est satisfaite de son régime monétaire. Elle sait qu'elle n'a jamais manqué ni d'argent, ni d'or, et ne songe pas à modifier la nature du lien qui les unit depuis des siècles.

Par contre, *les opérations sur les monnaies* ont provoqué un mécontentement très profond dans la nation. Ces opérations diminuent ou accroissent la valeur de la monnaie en faisant jouer, soit le poids, soit le titre, soit le cours légal, et elles s'effectuent, soit par un simple changement de tarif, soit par une refonte. Le roi prélève chaque fois un droit de seigneurage et multiplie, pour se procurer des ressources, les *mutations*. Le jurisconsulte Bartole a pu soutenir que si le seigneurage n'avait pas existé, il n'y aurait pas eu de ces pratiques (6).

Les opérations ont gêné le commerce et paralysé le crédit. Le poids de la livre s'est affaibli de 80 à 1 environ au cours des siècles et les créanciers ont été durement atteints. Aussi les peuples se sont-ils efforcés d'échapper à ces inconvénients en offrant de payer un impôt régulier en remplacement (7) ou en exigeant le contrôle de la nation. En Angleterre, au début du XIV<sup>e</sup> siècle, la Monarchie a été contrainte de promettre qu'aucun changement ne serait fait dans les monnaies du royaume sans le consentement

(4) Le Blanc, « Traité historique des monnaies de France », 1690, p. 392.

(5) « The works... » op. cit., p. 173-174.

(6) Landry, op. cit., p. 170-171.

(7) Le Blanc, op. cit., p. 76-77.

des Barons en Parlement (8). En France, aux Etats Généraux de 1355-1356, le roi Jean le Bon a dû renoncer à son droit de changer les monnaies (9).

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, tous les auteurs ont critiqué les affaiblissements. Le Chancelier d'Aguesseau n'écrit les *Considérations sur les Monnaies* que pour arriver à un avis décisif sur elles et il les condamne. Seul Melon, dans l'*Essai politique sur le commerce* (10), publié en 1734, les défend dans l'intérêt des débiteurs.

★  
★ ★

De 1726 à 1785, les opérations monétaires ont été épargnées à la France. En 1726, un édit avait prescrit la fabrication des louis d'or, à la taille de 30 au marc, avec un cours de 20 livres, et d'écus d'argent, à la taille de 8  $\frac{3}{10}$  au marc, avec un cours de 5 livres. Le rapport ressortait à 14  $\frac{5}{8}$ .

En 1785, par Déclaration du 30 octobre, le gouvernement élève le prix du marc d'or fin. Il devait être reçu à l'avenir aux Hôtels des Monnaies et changé pour 828 livres 12 sols, représentant la valeur de 15 marcs  $\frac{1}{2}$  d'argent fin au prix de 53 livres 9 sols 2 deniers.

La refonte de toutes les monnaies d'or était ordonnée par la même déclaration.

Le motif invoqué était que, le prix de l'or ayant augmenté depuis quelques années dans le commerce, les monnaies d'or avaient acquis une valeur supérieure à celle de la dénomination suivant laquelle on les échangeait contre

(8) Lord Liverpool, op. cit., p. 23 et suiv.

(9) Olivier Martin, Précis d'Histoire du Droit. 1932, p. 323.

(10) Collection des économistes, Daire, T. I. Au XIX<sup>e</sup> siècle, Michelet, « Histoire de France », vol. V, p. 63, a défendu avec vigueur le droit de seigneurage. Selon lui, cette forme d'impôt convenait bien à une époque où les paiements se faisaient beaucoup en nature. Seuls les prêteurs usuriers, juifs, cahorsins, lombards, étaient frappés.

des monnaies d'argent, d'où la spéculation de les vendre à l'étranger. La déclaration ajoutait : l'inconvénient qui résulte « de la diminution déjà sensible de l'abondance des espèces d'or dans notre royaume, a rendu indispensable d'en ordonner la nouvelle fabrication, comme le seul moyen de remédier au mal, en faisant cesser son principe ».

L'opération de refonte a rapporté un bénéfice de 7.255.216 livres aux finances royales et l'opinion a vu en elle le seul caractère fiscal. L'émotion a été vive dans le pays et Calonne, auteur de la réforme, a dû s'exiler à Londres. Des *Observations sur la réforme du 30 octobre 1785*, publiées en novembre 1785 par un auteur resté anonyme, et largement répandues, exposent que l'opération était inutile et n'avait d'autre but que de procurer des ressources au gouvernement. Elle est d'autant plus critiquable qu'elle risque de rouvrir l'ère désastreuse des refontes alors que « le principe de la stabilité des monnaies avait fait depuis 1726 la prospérité de la culture, du commerce et du crédit » (p. 23). Les doléances étaient justifiées parce que, lors de la refonte, on s'est aperçu que la diminution du numéraire d'or était bien inférieure aux prévisions (11). Le professeur Marion écrit que l'opération de 1785 a été mal faite. Elle était intervenue trop brusquement et s'était présentée comme un vol (12). Calonne lui-même a reconnu que le rapport avait été relevé trop fortement de 14 5/8 à 15 1/2, alors que le rapport moyen n'était que de 15,08 à ce moment (13).

La Déclaration du 30 octobre 1785 a amené un grave malaise à la fin de l'Ancien Régime.

(11) « Mémoires sur les monnaies », par M. de Condorcet, Inspecteur général des Monnaies (1790).

(12) Marcel Marion. « Histoire Financière de la France depuis 1715 », T. I, p. 375 et suiv.

(13) « Requête au Roi » par M. de Calonne (1787). Soetbeer, op. cit., p. 26, le calcule à 14,76 pour la période 1781-1790.

La nation n'est pas mécontente de son système monétaire, mais elle entend que le gouvernement ne l'utilise pas pour se donner des revenus. Elle demande en conséquence à décider elle-même des changements à apporter aux monnaies.

### I. — LES CAHIERS DES ETATS-GÉNÉRAUX (14).

Les cahiers sont l'expression des vœux de l'opinion publique. Leur valeur économique a été mise en doute et l'on a dit qu'ils avaient étalé, surtout les cahiers des paroisses, les défauts avec exagération (15). Ce grossissement des faits nous donne toutefois la certitude que les rédacteurs des cahiers n'ont pas manqué de critiquer le bimétallisme traditionnel s'ils avaient des raisons de le faire. Or, ils n'ont apporté aucune critique de ce genre, mais ils demandent avec insistance que le poids, le titre et le cours des monnaies ne puissent jamais être changés sans le consentement des représentants de la nation. Dans l'ensemble des cahiers, il y a une soixantaine de mentions relatives aux monnaies. Toutes expriment ce vœu et lui seul. Le Tiers-Etat de La Rochelle demande que « la refonte des monnaies soit consentie par la nation et le titre fixé par elle » (16). Le Tiers-Etat de la Ville de Paris écrit : « Aucune refonte des monnaies, ni aucuns changements dans le titre et dans la valeur ne pourront être faits sans le consentement des Etats Généraux » (17). Les cahiers et instructions de la Noblesse de Poitou pour ses représentants aux

(14) Archives parlementaires de 1787 à 1860. Mavidal et Laurent. Paris, 1875. T. I à VII.

(15) A. Onou. La valeur des cahiers de 1789 au point de vue économique et social. Revue « la Révolution Française », 14 novembre 1905, p. 385-418.

(16) Mavidal et Laurent, recueil cité, T. III, p. 481 (art. 39).

(17) M. et L. T. V, p. 285 (art. 16).

Etats Généraux ordonnent de : « demander la prohibition de tout changement dans le titre et la valeur des monnaies » (18). Le cahier des doléances et souhaits du Clergé de la sénéchaussée du Mans demande « que les monnaies soient invariablement fixées ou qu'il n'y ait que la nation qui puisse les changer » (19). L'article 26 du cahier des doléances, plaintes et remontrances de l'ordre du Tiers Etat du bailliage de Meaux comporte la mention la plus longue et la plus variée des cahiers : « Le titre des monnaies ne pourra être changé ni altéré et le cours d'aucun papier monnaie ne pourra être introduit dans le royaume sans le consentement de la nation représentée par ses députés aux Etats Généraux ; et toutes pièces de monnaies seront reçues aux Hôtels des Monnaies pour leur valeur originaires ; et en cas de refonte et de rechange la perte en sera supportée par l'Etat » (20).

En 1789, la France ne met donc pas en discussion le caractère bimétallique de son système monétaire et c'est là le signe de sa satisfaction et la preuve que la doctrine anglaise n'avait pas mordu sur les esprits.

## II. — LE SUCCÈS DU MONOMÉTALLISME-ARGENT.

Dès 1790, l'attitude change. Un courant monométalliste apparaît et triomphe rapidement. Ce renversement des doctrines s'explique par la méthode d'examen que l'Assemblée Nationale Constituante introduit dans les mœurs et qui consiste à abandonner l'expérience pour poser des principes et en tirer ensuite les conséquences nécessaires. Le principe de l'étalon unique de la valeur, l'aspect mathématique du raisonnement de Locke et l'autorité de son nom, séduisent

(18) M. et L. T. V, p. 396 (art. 22).

(19) M. et L. T. III, p. 637 (art. 8).

(20) M. et L. T. III, p. 729.

et emportent d'emblée le succès du monométallisme. Pendant une dizaine d'années, la France est ouvertement monométallisme-argent.

Dans l'ordre des faits, deux circonstances ont favorisé la doctrine nouvelle. D'abord la disparition du numéraire, qui en a reculé l'expérience. Puis l'idée ancienne que l'argent était l'élément principal de la circulation et fixait les prix. Cette idée a facilité la transition. Elle était fortement implantée dans les esprits et avait été soulignée avec force à la fin de l'Ancien Régime par la Déclaration du 30 octobre 1785. Du changement de prix de l'or, affirme la Déclaration, il ne pourra résulter « ni dérangement dans la circulation, ni changement aucun dans le prix des productions et des marchandises, puisque toutes les valeurs se règlent relativement à l'argent, dont le cours sera toujours le même ».

De 1789 à 1803, le système bimétallique n'a cependant pas perdu tous ses partisans. Ils s'inspirent de l'idée de l'utilité des deux métaux et du bon fonctionnement de leur procédé de réunion dans le passé ; ils estiment que l'intervention de la loi pour fixer la valeur de l'or et de l'argent est non seulement légitime et possible, mais aussi indispensable. Ces partisans se recrutent surtout parmi les anciens titulaires des fonctions publiques ou les hommes du commerce et de l'industrie. Ils gardent un silence presque total jusqu'à la fin de cette période, mais, à ce moment, leur intervention est décisive dans l'élaboration de la loi du 7 germinal an XI. Si discrète que soit leur présence au cours des grands débats de la Révolution, elle suffit à donner une tournure particulière à un grand nombre de projets et à expliquer des contradictions que l'on rencontre parfois chez les auteurs et dans les textes.

En définitive, deux courants doctrinaux nous paraissent exister côte à côte de 1789 à 1803. L'un, le monométal-

lisme-argent, a un caractère spéculatif et son influence est prépondérante. Le second, le bimétallisme, est dominé par l'esprit de la tradition et de la pratique. Il ne se distingue clairement qu'au début et à la fin de la période, tandis que de 1792 à 1799 environ, il est à peu près complètement effacé. Mais il faut se rappeler que pendant cette période intermédiaire, la nécessité de faire circuler les assignats donne vigueur à l'opinion suivant laquelle, la loi créant la monnaie, l'or et l'argent doivent être réservés aux emplois industriels et laisser place à la monnaie de papier. Aussi les doctrines monométalliste et bimétalliste, relatives à des systèmes monétaires métalliques, perdent toutes deux beaucoup de leur importance et le courant monométalliste suit, dans une large mesure, le fléchissement très accentué du courant bimétalliste.

### III. — LE COMITÉ DES MONNAIES.

Le 29 août 1790, des propositions sont faites à l'Assemblée Constituante en vue de désigner un Comité chargé d'étudier les questions générales relatives aux monnaies. Une *Commission des Monnaies* est créée le 6 septembre et elle reçoit la fonction de surveiller la fabrication des monnaies ainsi que l'ensemble des attributions qui étaient de la compétence de la Cour des Monnaies. Un *Comité des Monnaies* est formé le 11 septembre et est chargé de préparer les projets concernant la législation et l'administration des monnaies.

Forthonnais est élu président du Comité et présente un plan qui sert de base aux délibérations et est adopté sans modifications importantes. Gabriel de Cussy, député du Bailliage de Caen, est chargé de préparer un rapport au nom du Comité et, après approbation, il présente son travail à l'Assemblée Nationale le 2 novembre.

Le rapport est inspiré des doléances qui s'étaient affirmées au XVIII<sup>e</sup> siècle et traduites dans les cahiers des Etats Généraux. Il préconise dans cet esprit la suppression du droit de seigneurage et le retour au rapport de valeur qui existait avant 1785. Ces deux réformes paraissent aux membres du Comité être les conditions suffisantes d'un bon système monétaire.

Le droit de seigneurage est « l'auteur de tous les désordres monétaires » (21). Sa suppression doit être accompagnée de la gratuité de la fabrication, car « il est des dépenses productives qu'un gouvernement bien ordonné met au nombre de ses améliorations » (22). C'est un moyen d'attirer les métaux précieux ; de 1679 à 1689, on rendit poids pour poids et titre pour titre et il y eut aussitôt une grande affluence d'or et d'argent.

En 1785, le cours de la monnaie d'or a été élevé abusivement et il faut revenir sur cette décision. Quel rapport choisir ? En principe « un état agricole et industriel doit régler ses monnaies d'après les mesures les plus propres à procurer à son peuple la plus grande somme de travail possible chez les peuples qui récoltent les métaux et non d'après les instabilités et les calculs illusoire de ces peuples pour la conservation de leur trésor » (23). A cet égard, il faut se soucier de l'Espagne et revenir à une proportion qui corresponde à un avantage de l'argent rendu nécessaire par la situation commerciale de la France. L'Espagne a un rapport de 16 et aura intérêt à faire ses achats en France plutôt qu'en Angleterre. Si l'on avantagerait l'or, le Portugal qui a beaucoup d'or achèterait à la France, mais il vaut mieux s'attacher à l'Espagne, car la récolte de

(21) « Premier rapport fait au nom du Comité des Monnaies », 1790.

(22) *Ibidem*, p. 41.

(23) *Ibidem*, p. 25.

ce pays en argent excède la récolte du Portugal en or (24). D'ailleurs, il faut veiller à ne pas commettre d'excès et à ne pas repousser l'or, car il existe une multiplicité de liens entre les nations et l'or a de réelles qualités pour le commerce international. Il ne convient donc pas de l'apprécier trop bas. Dutot avait proposé 14,5/7. Le Comité se prononce pour 14,7/9, rapport qui permet d'entretenir un commerce avec l'Espagne et de rester en liaison avec le Portugal.

Toute cette partie du rapport est intéressante parce qu'elle permet de nous rendre compte du soin avec lequel les autorités de l'ancienne France recherchaient la meilleure proportion, en même temps que des motifs qui les animaient. Sur ce point, le Comité ne se sépare en rien, ni de la pratique traditionnelle, ni des idées générales du mercantilisme.

En fin de rapport, sans véritable soudure avec le raisonnement qui précède, de Cussy rend hommage au principe de l'unité d'étalon défendu par Locke et déclare qu'il y a lieu d'en faire application. Il propose qu'à l'avenir il soit assigné aux espèces d'or un prix au-dessous duquel le créancier ne pourra refuser de les recevoir, mais ce prix pourra être augmenté par un accord entre les parties. L'application est donc modérée et le Comité se refuse à n'assigner aucune valeur déterminée aux espèces d'or, car ce serait « paralyser le tiers de la masse de notre numéraire » (25).

Le premier rapport du Comité des Monnaies a été critiqué, notamment par Clavière, et dénoncé comme non conforme aux principes du monométallisme. Un second rapport du 11 novembre 1790, sans modifier les conclusions du premier, se réfère davantage à Locke et fait valoir que

(24) *Ibidem*, p. 26.

(25) « Résumé des rapports du Comité des Monnaies » (1790), p. 8.

le cours commercial qui pourra s'établir au-dessous du cours légal délivra à jamais « du règlement dangereux des proportions entre les métaux » (26). Mais la vérité de cette affirmation est difficile à établir et la pensée du Comité des Monnaies reste, au point de vue du monométallisme, en grande partie hétérodoxe. En fait la politique qu'il suit est dans son ensemble bimétalliste. Il en est de même à cette époque d'auteurs de mémoires qui publient leurs recherches sur la meilleure proportion à adopter. Le négociant Solignac propose le rapport de 14,1/2 (27). De Cussy critique vivement le rapport de 15,1/2 établi en 1785 (28). Condorcet se livre à un examen détaillé des différentes propositions qui ont été faites et montrent qu'elles présentent toutes des inconvénients. Le monométallisme, avec cours commercial de la monnaie d'or, rendrait difficile l'usage de cette monnaie ; la fixation périodique du cours, suggérée par quelques esprits, prêterait à des manœuvres et provoquerait la stagnation des affaires aux approches du changement ; les paiements effectués mi-partie en argent, mi-partie en or, seraient difficiles et exigeraient le maintien d'un certain équilibre dans la masse des monnaies d'or et d'argent ; la fixation d'une autre proportion exposerait aux fluctuations de valeur entre l'or et l'argent. Dans ce dernier cas, il est vrai qu'il n'y aurait lieu de redresser la proportion qu'en cas de différence très visible entre le rapport légal et le rapport commercial ; mais entre temps les particuliers dérogeraient peut-être aux prescriptions légales par des conventions. Aussi, après beaucoup d'hésitation,

(26) Second rapport du Comité des Monnaies, 1790.

(27) Solignac, « Essai sur la proportion de l'or à l'argent », 21 octobre 1790 ; « Réponse de M. Solignac aux observations de M. Mirabeau », 20 septembre 1790.

(28) « Opinion de M. de Cussy sur la fabrication de la monnaie de billon », 1790.

Condorcet marque sa préférence pour un système de variations périodiques (29). Sa doctrine est donc plutôt monométalliste, mais elle est extrêmement nuancée et tient compte des idées pratiques mises en avant par le bimétallisme.

En face de ces auteurs plus ou moins imprégnés de la tradition ancienne, nous trouvons un défenseur résolu et intransigeant des principes du monométallisme : Clavière.

#### IV. — CLAVIÈRE.

Etienne Clavière, banquier de son état, était assez libre avec les règles coutumières et prudentes de son art, et avait frappé l'attention par la hardiesse de ses opérations. En matière de monnaie, il demande qu'un système établi suivant les idées de Locke soit substitué immédiatement au régime suivi jusque là et il s'en prend vivement aux décisions du Comité des Monnaies. Rechercher un nouveau rapport, abaisser le prix de l'or, c'est revenir aux errements anciens et s'exposer aux changements continuels de tarifs. Le rapport de 14,7/9 préconisé n'a aucune base fixe : l'Espagne et le Portugal peuvent changer leur proportion à tout moment et les banquiers y trouvent une occasion d'agiotage. Le rapport de valeur entre l'or et l'argent ne suit même pas « la loi des changements qui se font aux sources de ces métaux » (30) et l'expérience le montre bien plus mobile.

L'or va enchérir, parce qu'il est plus commode pour le transfert des richesses. « Il faudra donc bientôt, après avoir

(29) « Quatre mémoires sur les monnaies », par M. de Condorcet, Inspecteur général des monnaies, 1790.

(30) « Observations sommaires sur le projet d'une refonte générale des Monnaies », par M. Clavière, 5 novembre 1790, p. 23.

opéré dans le sens de M. Fortbonnais, opérer de nouveau dans le sens de M. de Calonne » (31).

Clavière se prononce pour une refonte générale destinée à remettre les monnaies sur le pied où elles étaient au temps de Charlemagne. La refonte une fois faite, le poids des espèces restera invariable et les espèces n'auront pas d'autre dénomination que celle de leur poids. La fixité de mesure sera réalisée : « Il faudra plus ou moins d'onces, ou de fraction d'onces, pour payer une chose ; mais elles resteront toujours des onces, comme le pied reste toujours un pied » (32).

L'argent seul sera monnaie et règlera les prix des marchandises. L'or circulera au cours commercial. « La proportion entre l'or et l'argent, proportion qui, je le répète, ne pouvant être déterminée que par l'abondance ou la rareté de ces matières varie par cela même perpétuellement, sera, dans ce système, aussi indifférente que leur valeur » (33).

Avec Clavière, nous avons un défenseur du monométallisme extrême. A la même époque, Beyerlé occupe la même position. Leur influence est très grande, en particulier sur le comte de Mirabeau. Mirabeau appelait Clavière son maître en Finances (34). Beyerlé est son collaborateur intime et l'auteur presque exclusif du mémoire que le grand orateur va présenter à l'Assemblée Nationale le 12 décembre 1790 (35). Mirabeau combat les conclusions du Comité

(31) Clavière, op. cit., p. 24.

(32) Clavière, op. cit., p. 34.

(33) Clavière, op. cit., p. 34-35.

(34) Clavière, « Du numéraire métallique ou de la nécessité d'une prompte refonte des monnaies en abolissant l'usage d'en fixer la valeur en livres Tournois », Chronique du mois, mars 1792.

(35) Clavière, « Observations sommaires », op. cit., p. 40 ; « Analyse de l'ouvrage de M. de Mirabeau sur la Constitution Monétaire », présentée à l'Assemblée Nationale par son Comité des Monnaies », 1791, p. 28.

des Monnaies et leur oppose un projet personnel, d'inspiration nettement monométalliste, mais moins rigoureux dans ses conclusions que ne le souhaitaient Clavière et Beyerlé.

#### V. — LE MÉMOIRE DE MIRABEAU.

Mirabeau admet, avec « les raisonneurs les plus exacts », qu'un seul métal peut servir de signe monétaire, parce qu'« une mesure doit avoir les mêmes rapports dans toutes ses parties » et « qu'il est impossible de trouver dans l'or et dans le cuivre les mêmes rapports que dans l'argent ». C'est parce que l'ancien système était vicié dans son principe que les gouvernements ont pu se livrer à des opérations malhonnêtes sur les monnaies et modifier les tarifs pour leur seul profit. L'argument employé par Mirabeau est très habile, puisqu'il lie les « mutations » de monnaies, unanimement critiquées, au système monétaire du pays et les rend inséparables. Il est d'ailleurs fondé, car l'« ajustement » de l'or à l'argent avait servi souvent de prétexte dans le passé pour recourir à une opération monétaire et percevoir le droit de seigneurage.

L'argent doit être choisi comme signe monétaire, parce que les mines d'argent sont plus abondantes que celles d'or. Il sera la *Monnaie Constitutionnelle*. Les espèces d'or varieront de prix en raison de l'abondance ou de la rareté du métal et elles seront « plutôt une marchandise qu'une monnaie ». Elles ne seront donc pas placées sur « la même ligne » que les espèces d'argent. Mais néanmoins, contrairement à la théorie monométalliste, les espèces d'or porteront l'indication de leur valeur. Mirabeau commentait cette disposition de la manière suivante : « Leur valeur dépendra du prix de l'or dans le commerce, quoique vous fixiez préliminairement leurs valeurs. C'est ainsi que la guinée des Anglais a son poids et son titre invariables, mais sa

valeur suit l'ondulation du change ». Cette contradiction de Mirabeau a paru généralement peu intelligible. Arnauné écrit : « La pensée de Mirabeau n'est pas très claire. D'une part, il propose de frapper des pièces d'or de 10, 20, 50 et 100 livres ; d'autre part, il dit très expressément que ces espèces circuleront pour leur valeur commerciale » (36). Il faut rechercher, à notre avis, l'explication de cet échec au système monométallique dans l'interprétation des contemporains de Mirabeau. Le Comité des Monnaies a reproché à l'orateur de ne pas avoir précisé qu'il est possible d'établir un rapport minimum de valeur entre l'or et l'argent, en ajoutant que si Mirabeau ne croyait pas à cette possibilité, il n'était d'accord, ni avec le Comité, ni avec lui-même, puisqu'il proposait de donner aux espèces d'or un cours qui établissait par sa seule existence un rapport entre l'or et l'argent (37). Par ailleurs la guinée anglaise, invoquée par Mirabeau, reçoit par occasion une prime, mais elle a une valeur légale de 21 shillings et ne peut être refusée à ce cours en paiement. Il est donc évident que si la monnaie d'or française a un régime identique à celui de la guinée anglaise, elle aura un cours stable et, par là, il y aura un rapport stable entre l'or et l'argent (38). D'ailleurs, affirme le Comité, l'on ne conçoit pas qu'il en soit autrement et que la monnaie d'or soit privée du cours légal, car « l'or ne serait pas un moyen d'échange plus certain que toute autre denrée, qui, sous un petit volume, pourrait, comme le diamant, représenter une grande valeur » (39). Nous pouvons en conclure que Mirabeau ne s'est pas débarrassé complètement de la pratique ancienne et qu'il

(36) Arnauné, op. cit., p. 151, en note.

(37) « Analyse de l'ouvrage de M. de Mirabeau », p. 14.

(38) *Ibid.*, p. 14 et suiv.

(39) *Ibid.*, p. 14.

a cru sur ce point à l'utilité et à l'efficacité d'un rapport légal.

Clavière partage le sentiment du Comité des Monnaies sur la portée de l'indication de la valeur des monnaies d'or, et reproche à Mirabeau de s'être écarté du principe de la fixité de mesure qu'il avait établi (40).

La monnaie de papier, gagée par la terre, paraît au surplus à Mirabeau une monnaie préférable à l'or et à l'argent, de nature à assurer une circulation plus active et à délivrer la France du « joug de l'étranger », possesseur des mines.

La question du système monétaire métallique n'a plus d'intérêt immédiat sous le régime du papier-monnaie. Cette circonstance, ajoutée à l'influence complexe qui s'est exercée sur Mirabeau, expliquent le manque d'harmonie que l'on constate entre les différentes parties du mémoire présenté à l'Assemblée Nationale.

## VI. — L'ŒUVRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE (41)

Les différentes propositions déposées devant l'Assemblée n'ont pas eu de résultat pratique par suite de la disette du numéraire. Talleyrand fit valoir que « toute grande opération dans les monnaies ne doit être faite que dans un temps de parfaite tranquillité » (42). Par décret des 7-11 janvier 1791, l'Assemblée se contenta d'ordonner la frappe d'une menue monnaie d'argent jusqu'à concurrence de 15 millions de livres, moitié en pièces de 30 et de 15 sous. Cette mesure ne put être appliquée parce que l'argent faisait une prime de 16 % sur le taux légal. Les pièces frap-

(40) Clavière, « Du numéraire métallique », op. cit., p. 9.

(41) Charles Gomel, « Histoire financière de l'Assemblée Constituante », Guillaumin 1896-1897, 2 vol.

(42) « Opinion de M. l'Evêque d'Autun sur la fabrication des petites monnaies », 1791.

pées auraient été aussitôt converties en lingots et revendues à l'Etat.

Par loi des 11-28 juillet 1791, l'Assemblée édicte la frappe de pièces de 30 et 15 sous à un titre assez bas — huit douzièmes d'argent — pour empêcher leur refonte et en même temps, par une rencontre assez curieuse au moment où elle accroît la proportion d'alliage, elle décide la suppression du droit de seigneurage.

#### VII. — LA LÉGISLATIVE ET LA CONVENTION.

Avec l'Assemblée Législative, du 1<sup>er</sup> octobre 1791 au 21 septembre 1792, les controverses autour du système monétaire à donner à la France ne sont marquées par aucune idée nouvelle. Clavière défend le monométallisme extrême et sa doctrine apparaît prépondérante (43).

Sous la Convention, l'opinion courante s'analyse en deux traits. L'or et l'argent sont de pures marchandises et ne sauraient être liés par un rapport légal. En revanche, la monnaie tient ses qualités de la loi et doit être faite de papier, à l'exclusion des métaux précieux.

L'or et l'argent, si l'on décide de les frapper en pièces de monnaie, ne pourront circuler que sous la dénomination de leurs poids et à leur valeur de marché. Leur usage sera essentiellement industriel.

L'esprit général est donc le mépris de l'or et de l'argent.

Ce thème courant de discussion est soutenu par la « Commission générale des monnaies », constituée par décret du 28 septembre 1792. Elle déclare que « l'or et l'argent ne seront plus regardés que comme marchandises et que, cependant, pour la commodité du commerce de France avec les autres peuples, et pour la sûreté des artistes qui

(43) Clavière, « Du numéraire métallique ou de la nécessité d'une prompte refonte des monnaies », mars 1792.

emploient ces métaux, et auxquels il importe de les avoir dans leur pureté, il sera fabriqué des pièces rondes, des poids d'un gros, de deux gros ou un quart d'once, d'une demi-once et d'une once d'or et d'argent, au titre le plus fin » (44). Ce projet est approuvé de nombreux côtés. Beyerlé lui donne son accord, car, pour lui, il n'est pas au pouvoir de la loi de fixer une valeur aux pièces d'or et d'argent. Le tenter, c'est comme si l'on « voulait prendre la lune avec les dents » (45). D'ailleurs, les métaux précieux sont peu utiles et ne sont pas susceptibles de former, ni un étalon de la valeur des marchandises, ni un point fixe pour apprécier la valeur des assignats, car leur valeur propre varie. Il n'y a que la terre qui puisse remplir ces fonctions (46). La monnaie ne doit avoir aucune valeur par elle-même, car elle est dans sa totalité une création de la loi (47). « C'est parce que nous avons ridiculement une monnaie d'or et une monnaie d'argent, qu'il a fallu établir un système de fixité de proportion entre ces deux métaux, fixité que l'on n'a jamais pu faire réussir » (48). C'est pourquoi la Commission Générale des Monnaies a fondé son projet sur des principes très sains (49).

Dans un rapport, présenté au nom du Comité des Monnaies et des Assignats, sur l'organisation d'une nou-

(44) « Mémoire de la Commission Générale des Monnaies sur la refonte des monnaies et les nouvelles empreintes », présenté par le Ministre des Contributions Publiques (Clavière) dans la séance du mardi 30 octobre 1792, l'an premier de la République.

(45) « Lettre du citoyen Beyerlé, membre de la Commission Générale des Monnaies, au citoyen Ramel, député à la Convention, relative à sa brochure intitulée, *Idées élémentaires sur les monnaies* », 24 mai 1793, p. 21.

(46) « Beyerlé-Philalète, aux véritables amis de la liberté », observations philosophiques et politiques sur les monnaies d'or et d'argent (1793), p. 58.

(47) *Ibid.*, p. 58.

(48) *Ibid.*, p. 68-69.

(49) *Ibid.*, p. 69.

velle administration des Monnaies, Frecine, député de Loir-et-Cher, déclare que la cessation d'une proportion légale entre les espèces monnayées doit être à la base de la nouvelle organisation (50). Dans un second rapport, présenté au nom du même Comité, Loysel, député de l'Aisne, écrit que l'on se contentera, pour les monnaies d'or et d'argent, d'indiquer le titre et le poids. Il donne un extrait de la nouvelle loi monétaire des Etats-Unis qui établit un système bimétallique, mais il n'y ajoute aucun commentaire (51).

Henri Auguste critique le bimétallisme traditionnel et les plans qui, depuis 1789, s'en sont inspirés, notamment le projet du Comité des Monnaies en 1790, et note qu'il n'est pas possible, non seulement de fixer un rapport entre l'or et l'argent, mais aussi de fixer « au plus bas » la valeur de l'or. « Les gouvernements sont sans influence sur la fixation des valeurs ; les empreintes des monnaies n'ont d'autre effet que d'en certifier le titre et le poids et non pas d'en commander la valeur » (52).

Le député Vernier suit étroitement Beyerlé. Pour lui, « c'est chercher la pierre philosophale que de vouloir établir la fixité » entre l'or et l'argent (53).

Tous ces projets et écrits condamnent le bimétallisme tel qu'il avait été pratiqué avant la Révolution et se réfèrent au principe de l'unité de mesure fixé par Locke. Mais en même temps, sous la pression des difficultés du moment, la plupart entendent que le papier, gagé par la terre, doit

(50) Rapport du 19 septembre 1793, p. 3.

(51) « Second rapport et projet de décret sur le nouveau système monétaire », par Loysel, 25 septembre 1793.

(52) « Observations de Henri Auguste sur le mémoire de la Commission Générale des Monnaies, concernant la refonte des espèces, présenté à la Convention Nationale le 30 octobre 1792 », 1792, p. 74.

(53) Vernier, « Transactions sur différentes questions relatives aux monnaies et aux assignats », 1793, p. 36-37.

assurer l'unité de mesure, à l'exclusion des métaux. Ce n'est donc pas à proprement parler le monométallisme, mais l'étalon unique de papier. Il s'ensuit que l'or et l'argent, simples marchandises, conservent un régime identique. Ils n'ont plus l'un et l'autre les attributs de la monnaie, mais ils retrouvent l'égalité de situation qu'ils avaient dans le système bimétallique. Cela ne suffit d'ailleurs pas à réaliser le bimétallisme et nous sommes en présence d'un système *sui generis*, le système à circulation d'or et d'argent, qui sera recommandé plus tard par J.-B. Say. Il est différent du monométallisme et du bimétallisme courants ; il est différent également du monométallisme extrême défendu par Clavière en 1790, parce que, dans ce dernier système, l'argent règle les prix bien que, comme l'or, il circulât suivant la seule dénomination de son poids. Mais dans ce dernier cas la différence est extrêmement ténue ; Clavière n'a pas démontré que le prix des marchandises ne puisse pas représenter *directement* aussi bien un poids d'or qu'un poids d'argent. Les échanges de biens pourraient se faire sans intermédiaire contre de l'or et les contrats pourraient être passés sur la base directe de l'or. Il y aurait donc deux échelles de prix, l'une fondée sur l'argent, l'autre sur l'or, d'où des difficultés inextricables dans une société économique à rythme rapide.

Le système de simple circulation de l'or et de l'argent n'a pas été approfondi de 1792 à 1795, parce que les auteurs des projets de cette nature étaient préoccupés par le seul souci de faire passer des métaux précieux au papier émis par l'Etat les attributs de la monnaie, puisque le papier restait l'unique moyen d'échange et de paiement à leur disposition.

L'expression la plus complète de cet état d'esprit est donnée dans un projet de décret présenté par Cambon au nom des Comités réunis de Salut Public et des Finances.

« L'usage de la monnaie d'or et d'argent fabriqué soit en France, soit à l'étranger, est interdite (art. 1<sup>er</sup>) ; la République ne reconnaît comme monnaie que les assignats non démonétisés, les monnaies de bronze et de cuivre en circulation, les assignats métalliques dont la fabrication est décrétée (art. 2) ».

En face de l'opinion générale qui soutient l'impossibilité de maintenir un rapport fixe entre l'or et l'argent et préconise soit l'étalon unique de papier, soit le monométallisme-argent, nous voyons çà et là se manifester la résistance du système ancien. Le député Ramel propose de modifier le rapport établi en 1785 et de le ramener à 15. Mais il lui paraît préférable d'ajourner l'opération à d'autres temps (54). En l'an IV, Mongez (55) écrit que s'il est possible dans un petit Etat de laisser un cours commercial à l'or et à l'argent, il n'en est pas de même dans un grand Etat, sous peine de nuire à la « solidité » des transactions. Là, le gouvernement règlera la proportion de l'or à l'argent ; mais il manifestera l'intention de la changer, sans refondre les monnaies, lorsque l'équilibre aura été rompu par des causes politiques ou naturelles (56). En 1785, ajoutait-il, le rapport a été élevé à juste titre, mais il aurait dû l'être par le changement du cours nominal des espèces d'or et non par une refonte.

#### VIII. — LA LÉGISLATION DE 1792 A 1795.

Le législateur avait à choisir entre les trois systèmes que nous avons examinés : circulation de l'or et de l'argent, monométallisme-argent, bimétallisme.

(54) Ramel, « Idées élémentaires sur les monnaies et la réduction aux fractions décimales », 1793, p. 23.

(55) Mongez, « Considérations générales sur les monnaies », an IV. (Extrait dans : Bonneville, « Traité des Monnaies d'or et d'argent », 1806).

(56) Bonneville, op. cit., p. 25.

Il a hésité entre les deux premiers et a rejeté, sans l'examiner, le troisième.

La loi du 16 vendémiaire an II a créé un franc d'argent et un franc d'or représentés par une pièce d'argent et une pièce d'or, l'une et l'autre de 10 grammes à  $\frac{9}{10}$  de fin. En donnant la même dénomination à un poids identique d'or et d'argent, on visait à assurer le cours commercial des monnaies des deux métaux, mais on s'exposait à de graves difficultés dans les transactions et la loi ne fut pas appliquée.

Trois lois du 28 thermidor an III donnent corps au système du monométallisme-argent. Le franc, unité monétaire, est représenté par une pièce d'argent de 5 grammes à  $\frac{9}{10}$  de fin. L'or est frappé en une pièce de 10 grammes, sans indication de valeur.

Ces lois n'ont reçu application que par la frappe des monnaies d'argent. L'or avait disparu et ne put être frappé en pièces de 10 grammes, comme l'avait ordonné le législateur.

#### IX. — LE DIRECTOIRE.

Avec le Directoire, le principe de l'unité de mesure est soutenu sous la seule forme du monométallisme-argent. Ce système garde de nombreux défenseurs, mais il est discuté avec force par des défenseurs du bimétallisme traditionnel. Les deux courants s'équilibrent et aucun d'eux ne peut se traduire dans la législation.

En l'an V, le Directoire présente au Conseil des Cinq-Cents un projet qui prévoit la frappe d'une monnaie d'or de 32 francs, à un rapport de valeur de 1 à 16 avec la monnaie d'argent.

Le projet est repoussé par le Conseil des Cinq-Cents parce que le rapport « est en soi une quantité variable

qu'aucune autorité ne peut maîtriser » (57). Il convient donc « de regarder la valeur de l'argent comme fixe et d'observer dans cette hypothèse les différences de la valeur de l'or » (58). Deux partis sont à prendre vis-à-vis de la monnaie d'or. Il y a d'abord le procédé employé par la monarchie qui consiste à modifier le titre et le poids de la monnaie d'or pour la rétablir à sa véritable valeur. Mais ce procédé engendre les « affaiblissements » de monnaies et doit être définitivement délaissé. Il faut, par conséquent, non abandonner la monnaie d'or aux appréciations journalières du public, mais fixer périodiquement, tous les six mois, son cours.

Le conseil des Anciens ne partageait pas, dans la majorité, la conception monométalliste et n'admit pas le point de vue des Cinq-Cents.

Le cours libre de la monnaie d'or ou sa fixation périodique entraînerait des difficultés redoutables dans les relations commerciales, par la nécessité de débattre, dans chaque opération ou dans les opérations qui seraient effectuées aux approches des échéances, le prix de la pièce d'or. Le peuple français doit avoir une monnaie sûre et aussi stable que possible dans son prix. Il ne doit pas se livrer « à ces calculs subtils sur les monnaies, qui ont entraîné dans une corruption incurable les juifs et les chinois » (59). Aussi convient-il d'inscrire sur la monnaie d'or son prix, quitte à le modifier par une loi lorsque les circonstances en feront une obligation.

Le désaccord de principe qui séparait les deux Assem-

(57) Conseil des Cinq-Cents. Rapport sur les monnaies fait au nom de la Commission des Finances par C. A. Prieur. Séance du 17 ventôse an VI.

(58) *Ibid.*

(59) Conseil des Anciens. Rapport de Crétet sur la loi des monnaies. Séance du 12 messidor, an VI.

blées a ajourné jusqu'au Consulat la solution du problème, mais, par lui-même, il prouve que le système monométallique de l'an III ne correspond plus au sentiment d'une fraction importante de l'opinion publique.

#### X. — LE CONSULAT.

Les doctrines monométalliste et bimétalliste sont soutenues l'une et l'autre avec de grands développements, mais la dernière a pour elle une longue expérience ainsi que l'appui du gouvernement et de l'administration. Elle apporte une justification théorique jusque là passée sous silence et fait valoir tous les arguments tirés de la pratique que l'on peut invoquer. Toutes les considérations mises en avant n'étaient pas inconnues avant 1789 mais il n'avait jamais été nécessaire de les exprimer en un seul bloc doctrinal et elles demeuraient, suivant l'expression de Garrault (60), « science secrète », comme tout ce qui touchait à la monnaie. De l'an VIII à l'an XI, on doit les épandre au grand jour pour assurer le succès du système qu'elles appuient et l'on nous donne ainsi une théorie complète du bimétallisme traditionnel.

Léon Basterrèche, Régent de la Banque de France, et Souton, ancien Directeur de la Monnaie de Pau, ouvrent la controverse et, à eux deux, font le tour du débat.

#### XI. — BASTERRÈCHE ET SOUTON.

A) Basterrèche (61) admet le monométallisme-argent tel que l'a conçu Locke. Il est absurde de fixer par la loi une proportion de valeur entre l'or et l'argent, car des modifications, qui tiennent « à la nature et aux circonstances

(60) Garrault. *Recherches sur les monnaies*, 1770.

(61) Basterrèche, « *Essai sur les monnaies* », an IX.

des choses et à la situation du pays » (62), surgissent à tout instant. Un seul métal doit donc être choisi pour être la base des échanges et il y a lieu, en France, de se prononcer pour l'argent, mieux adapté aux transactions intérieures et au commerce avec les autres pays. L'or portera simplement l'indication de son poids et prendra librement son cours. Sa démonétisation ne rendra pas la circulation insuffisante, car l'on paie avec l'argent.

L'auteur ne se dissimule d'ailleurs pas que le monométallisme-argent n'a pas de grandes chances de succès, car il « attaque l'une des idées les plus enracinées ; l'habitude est là ; elle crie à l'innovation, au désordre, au renversement de tous les principes, au bouleversement de toutes les fortunes » (63).

B) Souton (64) est un vigoureux adversaire du monométallisme-argent. Il présente une théorie complète du bimétallisme traditionnel et son apport est intéressant parce qu'il nous renseigne sur l'opinion des praticiens de l'Ancien Régime, aussi bien que sur le mouvement des idées sous le Consulat. L'*Exposition de la saine doctrine monétaire*, parue en 1801, annonce, par la qualité et le choix des arguments, la littérature bimétalliste de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, mais, chose curieuse, n'a pas été utilisée ou rappelée, à notre connaissance, par les théoriciens qui essaieront de s'opposer au mouvement d'universalisation de l'étalon or après 1850.

Souton affirme que la vérité sur les monnaies a été perdue pendant la Révolution. Les auteurs se sont contentés

(62) Basterrèche, op. cit., p. 13.

(63) Basterrèche, op. cit., p. 16.

(64) P. B. Souton, « Exposition de la saine doctrine monétaire », suivie d'observations sur quelques opinions accréditées sur cette matière et sur la proposition de démonétiser l'or, an X.

à ce moment-là de déclamations et de compilations. Ils ont parlé de ce qu'ils n'avaient jamais appris et médité sérieusement. Le Comité des Monnaies, malgré ses vues modérées, fut « l'écho de quelques faux savants » (65). Ils ont oublié, les uns et les autres, deux principes essentiels qui doivent être les guides toujours présents dans ces questions :

1) L'or et l'argent sont l'âme des échanges, du commerce et de l'industrie, et il faut se soucier de leur abondance pour le bien de la vie économique du pays.

2) La monnaie n'est pas une marchandise. C'est la convention générale qui en a fait le signe représentatif de tous les biens. L'or et l'argent ont sans doute une valeur propre, mais leur monétisation y ajoute beaucoup et c'est pour cela que *le prix des métaux aux Hôtels des Monnaies règle celui du commerce* (66). La loi qui déclare que la monnaie est une marchandise a consacré une absurdité. Si le tarif des Hôtels des Monnaies, et non le commerce, règle le prix de l'or et de l'argent, il est facile d'apercevoir qu'un rapport peut se maintenir normalement entre les deux métaux et l'on ne comprend pas l'exclusion de l'or. « Voici la plus extravagante de toutes les opinions que j'ai à combattre, c'est la prétendue nécessité de démonétiser l'or » (67). L'or, une fois démonétisé, devient marchandise et l'argent doit supporter le poids de toutes les marchandises. Le commerce éprouve aussitôt des difficultés très graves et s'alanguit. Cela revient à enlever à une charrette des roues qui diminuent la résistance en même temps que l'on augmente la charge (68). Outre l'affaiblissement du commerce et des échanges, les conséquences sont les suivantes : le taux d'in-

(65) Souton, op. cit., p. 17.

(66) Souton, op. cit., p. 18 et 23.

(67) Souton, op. cit., p. 19.

(68) Souton, op. cit., p. 20 et 21.

térêt s'élève, puisque le numéraire est plus rare ; la valeur de l'or décline et l'on en profite, en s'en emparant à bas prix, pour faire venir de l'étranger des marchandises qui ruineront l'industrie de la France.

Voilà les effets de l'application d'un principe qui est faux puisqu'il méconnaît la véritable nature de la monnaie. Il faut donc conserver le système monétaire ancien fondé sur l'or et sur l'argent, parce qu'il est bienfaisant et parce qu'il repose sur des vérités économiques certaines.

## XII. — LES TRAVAUX PRÉPARATOIRES DE LA LOI DU 7 GERMINAL AN XI.

En l'an IX, Gaudin présente un projet (69) qui rétablit le système bimétallique, et est fortement motivé. Le cours commercial de la monnaie d'or, décidé en l'an III et proposé encore par un certain nombre d'esprits, diminuerait du tiers la masse métallique, qui se compose de deux tiers d'argent et d'un tiers d'or. L'or, réduit à l'état de marchandise, ne circulerait plus ou ne circulerait qu'au prix de grandes complications dans les relations des personnes. Quel argument évoque-t-on en sa faveur ? L'impossibilité d'un rapport fixe et la nécessité de procéder à des refontes continuelles si l'or et l'argent recevaient l'un et l'autre cours légal. Il y a là une erreur, et une crainte vaine. Le rapport est beaucoup plus stable qu'on ne l'affirme et n'expose pas, au maximum, à plus de deux refontes par siècle. Il n'y a pas eu d'altération depuis 1726 et la refonte de 1785 n'a pas pu être justifiée. Etablissons par conséquent le rapport de 15 1/2, qui correspond à la moyenne des rapports adoptés par les autres pays, et, si dans l'avenir, un changement survient, l'or seul sera refondu de

(69) « Rapport du Ministre des Finances aux Consuls de la République », an IX.

manière à ce que l'argent reste un point fixe et assure la stabilité que l'on demande, c'est-à-dire, en d'autres termes, évite « l'affaiblissement » des monnaies.

Sous l'aspect neutre du rapport officiel de Gaudin, nous trouvons l'essentiel de la théorie qui sera exposée en l'an X par Souton : l'influence de la loi sur la valeur de la monnaie et la possibilité d'un rapport stable en dehors de grandes perturbations dans la production des métaux ; le rôle éminent de l'or et de l'argent ; l'aisance et la rapidité de circulation de l'un et l'autre métal assurées par leur monétisation.

La section des finances du Conseil d'Etat n'admit pas ce point de vue et son rapporteur, Béranger, préconisa la fixation périodique du cours de la monnaie d'or (70), car les biens doivent traduire leur valeur en une mesure unique, l'argent. Ces deux métaux ont des valeurs qui varient indépendamment l'une de l'autre. L'argent varie dans sa valeur, mais, s'il est seul étalon, les chances sont égales pour les créanciers et pour les débiteurs. Au contraire, si la monnaie est à la fois d'or et d'argent, les débiteurs paient toujours dans le métal déprécié et toutes les chances sont pour eux. Dans ce dernier système, la monnaie de compte n'est représentée ni par une quantité donnée d'or, ni par une quantité donnée d'argent, mais par une raison composée : 1° du rapport légal ; 2° du rapport commercial ; 3° de la proportion pour laquelle les monnaies d'or et d'argent entrent dans la circulation. De plus, le système des métaux conduit à rapporter alternativement la valeur de l'or à celle de l'argent et la valeur de l'argent à celle de l'or, de telle sorte que la valeur du franc, si on suivait

(70) « Rapports au nom de la section des finances, sur le projet de loi relatif aux monnaies », par Béranger, 10 thermidor, an X, et 17 thermidor, an X.

le projet du Ministre des Finances, s'affaiblirait d'une manière continue, comme le passé en offre un exemple pour la livre.

Gaudin a répondu (71) : « J'ai toujours pensé qu'il convenait de chercher la solution de ces questions principalement dans les résultats de l'expérience qui trompe rarement, et non exclusivement dans les livres, dont la doctrine, quelque saine qu'elle puisse être, est sujette à des vices d'interprétation ou d'application qui peuvent entraîner dans des erreurs très graves ». Or, l'expérience commande d'avoir une circulation favorable aux échanges de l'intérieur et notamment de conserver l'or qui est utilisé dans les villes et dans les campagnes, sur les foires et les marchés de bestiaux. Il importe, puisque « la monnaie n'est réellement qu'une mesure », que l'étendue n'en varie pas chaque jour. Les échanges avec l'étranger se font d'après la quantité de métal fin contenue dans les monnaies d'or et d'argent, et il ne convient pas de troubler les transactions qui s'établissent en France parce que notre monnaie de compte ne vaut dans les autres pays que la portion d'or ou d'argent qu'elle représente. Le cours libre de l'or n'est pas admissible, et sa fixation périodique ne l'est pas plus. Comment connaître le rapport véritable ? En le jugeant d'après la proportion des monnaies d'or et d'argent versées au Trésor. Mais le Trésor ne peut laisser les monnaies séjourner dans ses caisses, il en a besoin. De plus le système proposé ne permet pas de tenir une comptabilité avec des valeurs toujours mobiles et des monnaies qui présentent des fractions. Le public serait rebelle, « personne n'ignore que les pièces de 5 francs, qui devraient circuler pour 5 livres 1 sou 3 deniers, n'ont jamais réellement valu

(71) « Rapport du Ministre des Finances aux Consuls de la République », 26 brumaire, an XI.

que 5 livres pour le peuple ». Restons-en à la pratique de l'Ancien Régime qui a toujours pensé qu'il convenait d'établir un rapport assez bien choisi pour ne pas donner carrière à la spéculation. Il conclut dans l'esprit même que nous avons vu apparaître à travers les ouvrages des auteurs anciens, notamment Le Blanc (72) : « Que devons-nous faire aujourd'hui ? Il me semble que nous devons chercher à rendre la proportion entre l'or et l'argent plus stable, et chez nous et chez les autres, par la fixation que nous adopterons par nous-mêmes ».

C'est donc l'affirmation à la fois du pouvoir de la loi de fixer la valeur des monnaies et de l'efficacité particulière de la loi française, et ce n'est pas autre chose que la conception traditionnelle.

Le projet de Gaudin l'emporte et devient la loi du 7 germinal an XI. Entre l'opinion monométalliste et l'opinion bimétalliste, il n'y a qu'un point de rencontre, et il passe dans la loi. Monométallistes et bimétallistes sont d'accord pour condamner les opérations sur les monnaies et prendre des mesures pour les rendre impossibles. Le droit de seigneurage est donc rejeté définitivement en même temps que l'argent est pris comme le point fixe autour duquel oscillera l'or s'il y a lieu de procéder à des refontes dans l'avenir.

### XIII. - LA DISCUSSION IMMÉDIATE DE LA LOI DU 7 GERMINAL AN XI.

Le projet de Gaudin, prévoyant la frappe de monnaies d'or et d'argent unies par un rapport de 1 à 15, est présenté au Corps Législatif le 19 ventôse an XI par les Conseillers d'Etat Bérenger et Jollivet (73). L'exposé des motifs est ré-

(72) Le Blanc, « Traité historique des Monnaies de France », 1690, p. 392.

(73) Moniteur du 20 ventôse, p. 701.

digé par Bérenger et contient une brève analyse des dispositions essentielles (74).

L'envoi en est fait au Tribunal le 20 ventôse an XI (75) et un rapport du tribun Lebreton est lu le 2 germinal an XI (76). Lebreton donne son accord au système proposé et n'accepte pas que l'or soit démonétisé. « On voit bien que l'or, quoique marchandise libre, circulera encore à côté de l'argent et le secondera ; mais l'aidera-t-il assez ? Ce n'est point un service officieux que l'or est appelé à rendre, c'est un service de nécessité : s'il circule moins sous cette nouvelle forme (*lingot*), l'argent sera-t-il suffisant alors pour la circulation générale qui déjà n'a point assez de mouvement, ni d'étendue ? » (77) Le rapport est discuté le 3 germinal, et après un discours très favorable de Daru (78), le projet est adopté par 58 boules blanches contre 4 noire.

Les tribuns Lebreton, Bosc et Daru sont désignés pour porter au Corps Législatif un vœu en faveur de l'adoption du projet et Bosc prononce un discours dans ce sens à la séance du 7 germinal (79). Il déclare que le principe du monométallisme, soutenu par de grands écrivains, est sans doute vrai, mais il est entouré dans la pratique de difficultés inextricables.

A la suite du discours de Bosc, le Corps Législatif adopte le projet de loi par 202 voix contre 12 (80).

L'unité monétaire, le franc, est constituée par cinq

(74) Moniteur du 20 ventôse, p. 702.

(75) Moniteur du 22 ventôse, p. 707.

(76) Moniteur du 3 germinal, p. 822. Imprimé en volume, « Rapport fait au nom de la section des Finances sur le projet de loi relatif aux monnaies », par Joachim Lebreton.

(77) P. 12-13 du volume cité.

(78) Moniteur du 5 germinal, p. 832, et du 8 germinal, p. 842-844 ; Mavidal et Laurent, t. XVIII, p. 464 et suiv.

(79) Moniteur du 8 germinal, p. 844 et du 9 germinal, p. 847.

(80) Moniteur, *ibidem*.

grammes d'argent, au titre de neuf dixièmes de fin. Les pièces de monnaies d'argent sont de  $1/4$ ,  $1/2$ ,  $3/4$  de francs, de 1, 2, 5 francs, au titre de  $9/10$ . Les pièces d'or sont de 20 et 40 francs, au titre de  $9/10$ . Le kilogramme d'or, au titre de  $9/10$ , est frappé en 155 pièces de 20 francs ou 77  $1/2$  de 40 francs, de telle sorte que le rapport de valeur entre l'or et l'argent ressort implicitement à 15  $1/2$ .

#### XIV. — CONCLUSION.

Le régime monétaire institué par la loi du 7 germinal an XI, conserve, dans l'ensemble, une structure identique à celle du régime antérieur à 1789. La base bimétallique, notamment, est sortie intacte des débats de la Révolution. Mais, à côté de la similitude des traits essentiels, nous apercevons des différences qui tiennent à l'institution de mesures propres à éviter une diminution graduelle dans la valeur de l'instrument des échanges.

1) Le législateur a établi une publicité suffisante dans la fabrication des monnaies en décidant que cette fabrication serait assurée par l'industrie privée sous la surveillance de l'Etat. Le directeur de la monnaie, bien que nommé par le Chef de l'Etat, est un commerçant. Il paie patente, est justiciable du tribunal de commerce, et peut être mis en faillite, comme le XIX<sup>e</sup> siècle en fournira des exemples (81). Ce n'est qu'en 1879 que les Hôtels des Monnaies seront gérés par l'Etat seul.

2) La théorie bimétalliste conçoit le rapport de valeur entre l'or et l'argent comme stable en période normale et n'entrevoit sa variation que sous l'influence d'événements exceptionnels et rares, par exemple des modifications extrê-

(81) Ducrocq, De la monnaie au point de vue de l'économie politique et du droit, 1865, p. 60.

mement fortes dans la production relative des métaux précieux ou des changements importants dans les tarifs des Hôtels des Monnaies de certains pays. Il y a donc place, en définitive, pour des hypothèses d'ajustement légitime et inévitable de l'or à l'argent ou de l'argent à l'or. Gaudin a exprimé avec beaucoup de clarté son sentiment sur ce point particulier et l'article 1895 du Code Civil en fait une application remarquable en décidant qu'en cas d'augmentation ou de diminution d'espèces, le débiteur doit rendre la somme numérique prêtée. Le danger d'une série d'ajustements, c'est qu'ils peuvent conduire, en élevant alternativement le prix de l'or et de l'argent, à une monnaie de valeur très affaiblie, ainsi que l'avaient montré les errements de l'Ancien Régime. Monométallistes et bimétallistes ont donc été d'accord pour faire de l'argent le centre invariable autour duquel oscillerait le cours de l'or, s'il était besoin de le réviser. La disposition générale qui précède les articles de la loi du 7 germinal an XI, et suivant laquelle « cinq grammes d'argent, au titre de neuf dixièmes de fin, constituent l'unité monétaire, qui conserve le nom de franc », a donc une valeur pratique de premier ordre. « Il en résulte, déclare l'exposé des motifs de la loi, une garantie pour l'exécution des transactions commerciales et la conservation de la propriété que nous n'apercevons dans la législation monétaire d'aucun peuple ».

3) Jusqu'en 1789, les monnaies d'or et d'argent ne portaient pas l'indication de leur cours. Celui-ci résultait d'un tarif. Après 1789, on s'entend pour graver la dénomination numérique sur les pièces, ce qui a pour effet d'empêcher des modifications fréquentes et inutiles, puisque l'on doit désormais recourir chaque fois à une refonte et non simplement à un changement des prix du tarif. C'est donc un frein des variations du rapport légal que l'on introduit.

Cela à peu de frais, si l'on songe que, dans l'esprit du législateur, deux refontes par siècle sont un maximum (82).

Au total, la réforme de la Révolution est, d'une part, par l'abolition du seigneurage ; d'autre part, par la publicité dans la fabrication des monnaies, l'invariabilité du cours de l'argent et l'indication sur les espèces de leur prix, d'avoir rendu inutiles et impossibles les opérations conduisant à « l'affaiblissement » de la valeur des monnaies par rapport à l'ensemble des biens. Par là, la Révolution a donné satisfaction au seul vœu populaire et profond émis à la fin de l'Ancien Régime. Elle a ainsi pleinement accompli sa tâche et a négligé, à juste titre, une opinion monométalliste qui demeurerait factice parce qu'elle reposait sur des considérations plus spéculatives que pratiques, et intervenait à une époque où la disparition du numéraire ne permettait pas de mettre en application immédiate un système monétaire métallique, quel qu'il fût.

---

(82) Marcel Marion. « On était assez porté alors à la croire durable (la proportion), ou, du moins, trop peu changeable pour que la question du rapport des valeurs de l'or et de l'argent présentât beaucoup d'intérêt pratique ». *Histoire Financière de la France*, depuis 1715. T. IV, chap. VII, p. 248.



## LIVRE II

---

# LE MOUVEMENT DES IDÉES JUSQU'A LA DÉCOUVERTE DES MINES D'OR DE CALIFORNIE ET D'AUSTRALIE

---

Du début du XIX<sup>e</sup> siècle à la découverte des mines d'or de Californie, en 1848, et d'Australie, en 1851, les systèmes monétaires de l'Angleterre et de la France fonctionnent sans graves difficultés. Aussi, à quelques exceptions près, les discussions autour du monométallisme et du bimétallisme perdent de leur intérêt et s'affaiblissent.

Aux Etats-Unis, la loi de 1792 subit des modifications qui ouvrent de nouveau le débat.

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### L'OPINION ANGLAISE

---

Les économistes anglais exposent et défendent la doctrine du monométallisme-or telle qu'ils l'ont reçue de lord Liverpool. Leur sentiment est développé avec clarté, à la fin de cette période, par John Stuart Mill dans ses « *Principles of Political Economy* » (1).

J. Stuart Mill rencontre dans le fonctionnement du système bimétallique trois inconvénients essentiels : absence d'un étalon fixe de la valeur, rétrécissement de l'instrument de mesure des biens, dépenses publiques inutiles. Il en est ainsi parce que la valeur de la monnaie, dans l'état de liberté, se règle sur celle du métal qu'elle contient et qui est déterminée par le coût de production. Comme le coût de production de l'or est indépendant du coût de production de l'argent, la valeur relative des deux métaux précieux varie et n'est qu'occasionnellement identique au rapport légal. La disparité est la situation normale et les débiteurs ont l'avantage constant de pouvoir payer en monnaie dépréciée, de telle sorte que la monnaie en circulation n'est jamais faite des deux métaux, mais seulement de celui qui convient le mieux au paiement des dettes. Dans ce système, l'étalon est donc tantôt d'or, tantôt d'argent, et est, en définitive, plus instable dans sa valeur que l'étalon unique, car il est affecté par les variations du coût de pro-

(1) Boston, 1848. Liv. III, chap. X. « *Of a double standard, and subsidiary coins* ».

duction de l'un et de l'autre métal au lieu de l'être exclusivement par celles de l'un d'eux. En même temps, l'étalon se trouve déprécié puisque c'est toujours celui des deux métaux dont la valeur réelle est inférieure à la valeur légale qui entre dans la circulation.

A ces deux défauts, le système bimétallique ajoute son caractère onéreux. Ces deux métaux se succèdent en effet dans le pays qui s'est donné le régime du double étalon et, à chaque fois, la collectivité perd les frais de fabrication de la monnaie qui est exportée.

J. Stuart Mill condamne pour tous ces motifs le double étalon au profit du système monométallique et montre que, dans ce dernier système, il est possible de se servir des deux métaux comme monnaie sans qu'ils soient tous les deux monnaies légales. L'Angleterre, qui a conféré tous les attributs de la monnaie à l'or, retient l'argent en le réduisant à l'état de billon. En adoptant, au contraire, le monométallisme-argent, on conserve les avantages de la circulation de l'or parce que ce dernier métal sera reçu dans les transactions à son cours de marché. C'est le cas de la France (2), écrit J. Stuart Mill qui a sous les yeux la prime que les pièces d'or françaises reçoivent souvent quand elles deviennent rares dans la circulation ou sont demandées en grande quantité pour l'exportation. L'exemple est mauvais, car la France a un régime strictement bimétallique. L'existence d'une prime n'en modifie pas la nature véritable, et la preuve en est que la prime peut être payée aussi bien pour la monnaie d'argent que pour la monnaie d'or.

Dans l'ensemble, la démonstration de J. Stuart Mill reflète avec fidélité l'opinion anglaise dominante qui est très attachée au principe du monométallisme. Mais nous allons voir qu'un certain nombre de phénomènes économi-

(2) « Principles of Political Economy », op. cit. T. II, p. 33 et 34.

ques ont provoqué la manifestation d'un courant bimétalliste et un assouplissement du système monétaire de l'Angleterre.

#### I. — LE COURANT BIMÉTALLISTE.

La période que nous étudions est une période de baisse des prix. D'après les index-numbers de Sauerbeck établis sur la base de 100 pour la période 1867-1877, le nombre-indice pour 1818 est de 142. Il s'abaisse dans les années suivantes, et les moyennes pour les périodes 1818-1827, 1828-1837, 1838-1849, sont respectivement de 110, 93 et 93.

Ce mouvement de baisse des prix traduit une période de dépression économique et de troubles sociaux. Il y a eu une grande agitation dans les masses ouvrières en Angleterre et un mécontentement général dans les classes industrielles et commerciales.

Or, des esprits ont été frappés par le fait que le mouvement de baisse des prix était parallèle à une diminution très nette dans la production des métaux précieux. La production annuelle moyenne de l'or au cours des périodes 1801-1810, 1811-1820, 1821-1830, 1831-1840 est respectivement de (en kgs), 17.778, 11.445, 14.216, 20.289 et celle de l'argent pour les mêmes périodes de (en kgs) 894.150, 540.770, 460.560, 596.450 (3).

Huskisson et W. Jacob (4) voient dans cette réduction de la production de l'or et de l'argent l'origine de la baisse des prix et de la dépression économique. Une partie de l'opinion en conclut que l'or est une base métallique trop étroite pour l'Angleterre et qu'il convient de lui adjoindre l'argent. En 1828, un comité du « *Board of trade* » deman-

(3) Soetheer, *op. cit.*, p. 9.

(4) « *An Historical Inquiry into the Production and Consumption of the Precious Metals* », 2 vol. 1831.

de à la Banque d'Angleterre s'il n'y aurait pas lieu de donner à l'argent une place égale à celle de l'or. La réponse de la Banque est négative, mais la même année le banquier Baring recommande le retour au double étalon comme exposant moins à des variations dans la quantité de monnaie existant dans le pays (5). En 1836-1837, au moment où sévit une grave crise commerciale, le système anglais est très discuté et le bimétallisme est préconisé de divers côtés. Quelques années plus tard, David Salomons publie une brochure importante en faveur de l'emploi, à rang égal, de l'or et de l'argent (6).

Ce courant bimétalliste n'a pas eu de résultats, et l'opinion est restée favorable dans sa très grande majorité au système de l'étalon unique d'or. La raison en est que les systèmes monétaires établis offrent une très grande force de résistance, surtout dans les grands pays, et que le système monométallique avait plongé des racines particulièrement vivaces en Angleterre. Les monométallistes ont répondu à leurs contradicteurs que la baisse des prix ne pouvait pas être la conséquence du mouvement de production des métaux précieux, car depuis l'introduction du crédit, les deux phénomènes sont devenus presque totalement indépendants. L'emploi de l'argent, à côté de l'or, ne saurait donc être un remède et il aurait pour seul effet de donner cours à tous les inconvénients du système bimétallique.

(5) « Conférence monétaire internationale de 1892 ». Procès-verbaux, p. 134.

(6) « Reflections on the connexion between our gold standard and the monetary vicissitudes, with suggestions for the addition of silver as measure of value ». London, 1843.

## II. — ASSOUPPLISSEMENT DE LA LOI DE 1816.

Le commerce extérieur anglais est très divers et des paiements doivent être effectués en argent aussi bien qu'en or. Avec le système bimétallique, l'Angleterre avait un réservoir des deux métaux et les débiteurs anglais pouvaient envoyer à l'étranger l'un ou l'autre métal, suivant les besoins. Sous le régime du monométallisme-or, le réservoir monétaire d'argent a disparu et le commerce doit s'adresser désormais au marché du métal argent, qui sera très souvent hors d'état de satisfaire aux demandes, ou envoyer, à leurs frais, de l'or dans les pays à double étalon pour se procurer en échange l'argent nécessaire. Inversement, les exportateurs anglais qui sont payés en argent peuvent n'écouler ce métal qu'à bas prix sur le marché libre et doivent l'échanger contre de l'or sur le continent où existe un change fixe, par le fait de la loi, entre l'or et l'argent. Toutes ces opérations sont onéreuses et, à cet égard, le régime monétaire de l'Angleterre entrave d'une manière sensible le commerce du pays.

Aussi, avant 1844, la Banque d'Angleterre avait pris l'habitude d'acheter et de vendre à prix fixe les lingots d'argent et les piastres, de manière à constituer un stock d'argent suffisant pour les opérations normales de paiement. Ce n'est qu'en cas de demandes ou d'offres extraordinaires de métal qu'il y avait obligation de s'adresser aux pays du continent.

Lors du vote de l'Act de 1844, Sir Robert Peel fait adopter une disposition suivant laquelle la base métallique de la Banque d'Angleterre peut être formée d'argent dans la proportion de valeur de 1 contre 4. L'homme d'Etat expliquait que c'était là le remède propre aux inconvénients

d'un système monétaire différent de celui des autres nations (7).

La loi de 1816 a été, de cette manière, assouplie notablement, par suite des nécessités des paiements internationaux. Mais cette réforme ne s'est pas greffée aux discussions engagées autour de l'unité ou de la dualité d'étalon et a laissé intacte la structure monométallique de l'Angleterre.

---

(7) Michel Chevalier. « De la monnaie », Paris, 1850, p. 149-177.

## CHAPITRE II

---

### LES SYSTÈMES BIMÉTALLIQUES ET LEURS DÉFAUTS

---

#### PREMIÈRE SECTION

#### Le système monétaire français

---

La France est satisfaite du fonctionnement du système monétaire consacré par la loi du 7 germinal an XI, et les discussions sont rares.

Il est intéressant, toutefois, de relever au cours de la période 1803-1848, à côté de l'enseignement courant des économistes, une défense et une critique particulièrement fortes du bimétallisme.

#### I. — L'ENSEIGNEMENT DES ÉCONOMISTES.

La position des économistes, notamment des professeurs d'économie politique, est assez complexe vis-à-vis du système monétaire de la France.

D'une part, s'agissant du fonctionnement de fait de la loi de 1803, leur œuvre ne contient pas de vives critiques. Au contraire, s'agissant des principes généraux, ils s'en tiennent à la théorie de la monnaie-marchandise et leurs conclusions les rapprochent soit du monométallisme, soit du système de simple circulation de l'or et de l'argent.

Dans l'ensemble, leur attitude s'explique par l'absence d'intérêt immédiat de la question.

Rossi insiste sur la mobilité naturelle de la valeur de l'or et de l'argent, mais admet que leur fonction monétaire a provoqué une certaine stabilité (8). Pour Blanqui, « la monnaie est une véritable marchandise » (9) et c'est pourquoi elle devrait porter la seule indication de son poids (10). Pendant toute la durée de cette période, J.-B. Say soutient avec énergie que les monnaies d'or et d'argent ont leur valeur qui varie perpétuellement, comme celle de tous les biens, suivant leur quantité et les besoins. « Il convient d'abandonner la sotte prétention de fixer d'avance cette valeur et de lui donner arbitrairement un nom » (11).

De même la proportion entre l'or et l'argent s'établit d'elle-même et on chercherait en vain à la fixer. C'est pourquoi les pièces de monnaie des deux métaux ne doivent porter que l'indication de leur titre et de leur poids (12) et n'être que de l'argent ou de l'or « étiqueté » (13). Une telle monnaie si on l'adoptait, deviendrait d'usage général, même à l'étranger, et sa fabrication ne ressortirait plus que de l'art de l'orfèvrerie.

La portée de la démonstration de J.-B. Say a été appréciée d'une manière assez diverse. Léon Faucher, défenseur de la théorie monométalliste, estimait qu'elle constituait une surenchère de celle de Locke (14). Wolowski, qui a réuni et développé l'ensemble des arguments que l'on pouvait opposer au monométallisme, écrivait que Say était

(8) Rossi, « Cours d'Economie Politique », 1840. T. I, p. 162.

(9) A. Blanqui. « Précis élémentaire d'Economie Politique », 1857, p. 79.

(10) *Ibid.*, p. 81.

(11) « Traité d'économie politique », 5<sup>e</sup> édition, 1826, T. II, p. 110.

(12) « Cours d'Economie Politique », 1832, T. II, p. 97-99.

(13) « Traité d'Economie Politique », 5<sup>e</sup> édition, op. cit., p. 116.

(14) « Recherches sur l'or et sur l'argent considérés comme étalon de la valeur ». Paris, 1843.

dans le vrai, au point de vue économique, en accordant un régime identique à l'or et à l'argent, mais se trompait en négligeant le pouvoir libératoire des monnaies et par là le côté juridique de la question (15). Monométallistes et bimétallistes se sont donc réclamés, pour partie, de J.-B. Say, et cette attitude peut être expliquée de la manière suivante.

Avec les monométallistes, J.-B. Say soutient que la monnaie est une marchandise, mais il limite à ce point son accord et il préconise un système qui est davantage un acquiescement qu'une critique au système de la loi du 7 germinal an XI. En effet, il croit, avec le marquis Garnier (16), que le rapport de valeur entre l'or et l'argent est à peu près invariable, au taux de 1 à 15. Pour lui, les fluctuations de la valeur relative sont représentées par de faibles oscillations autour d'un axe. Elles sont bien peu importantes et peuvent se corriger l'une l'autre. Par exemple, au moment où J.-B. Say écrit, 100 francs en or égalent 100 fr. 50 en argent, du fait de la prime. Comme on peut s'acquitter de ses dettes soit en or, soit en argent, on paie de préférence en argent, « ce qui rend l'argent plus généralement employé en France comme monnaie, et ce qui étend pour cet usage la demande qu'on fait de ce métal » (17).

Au total, J.-B. Say préfère voir graver sur les pièces de monnaie leur titre et leur poids, mais le système existant lui paraît, par la force des choses, se rapprocher de très près de ce régime idéal et la réforme ne lui semble

(15) « L'or et l'argent », 1870, p. 38 et suiv.

(16) « Histoire de la monnaie depuis le temps de la plus haute antiquité jusqu'au règne de Charlemagne ». 1819, 2 vol. Cf. T. I, p. 1-69.

(17) « Cours complet d'Economie Politique pratique », 1832, T. II, p. 95.

en rien être urgente. Le rapport légal institué par la loi du 7 germinal an XI est hors d'état d'empêcher les oscillations courantes de la valeur relative des deux métaux, mais, en même temps, il correspond à quelque chose de juste, car, au cours d'une longue période, le rapport conserve le même niveau moyen. De plus, les oscillations passagères autour de ce niveau n'ont guère plus d'inconvénient dans un système que dans l'autre. Elles peuvent provoquer dans le système bimétallique, en prenant pour point d'appui le rapport légal, l'exportation et l'importation des métaux, mais le phénomène n'a pas une très grande ampleur et l'équilibre finit par se rétablir.

Ainsi se trouve expliquée chez J.-B. Say l'absence d'une critique pressante contre la loi du 7 germinal an XI.

## II. - LA DÉFENSE RATIONNELLE DU BIMÉTALLISME. S. DE SISMONDI.

L'apport de S. de Sismondi est extrêmement important, car il défend le bimétallisme en se plaçant à un point de vue nouveau, celui de *la stabilité du niveau général des prix*.

Jusqu'à lui, les deux arguments principaux que l'on a employés sont, d'une part, l'insuffisance de la circulation monétaire réduite à l'un des deux métaux et, d'autre part, l'utilité propre de chacun d'eux. Cette preuve une fois faite de la nécessité du bimétallisme, on établissait généralement sa possibilité en invoquant l'expérience et en exposant comment les tarifs fixés par les Hôtels des Monnaies contribuent à déterminer la valeur de la monnaie.

Sismondi va démontrer que le système bimétallique conduit, par l'effet d'un mécanisme qui lui est particulier, à une plus grande stabilité du niveau des prix que ne pourrait le faire tout autre système.

L'économiste pose en principe qu'il est indifférent de

voir l'étalon de la valeur constitué par une quantité plus ou moins grande de métaux précieux, mais il n'en est pas de même des variations de cette quantité. Elles sont fâcheuses et amènent l'instabilité des transactions. Il convient donc de rechercher, en choisissant un système monétaire, une stabilité aussi parfaite que possible.

A cet égard, le système bimétallique est supérieur aux autres systèmes. Il constitue un étalon plus stable et donne un niveau plus fixe des prix par suite des deux circonstances suivantes :

1) Avec un seul métal, l'étalon se trouve affecté par toutes les variations du produit des mines. Avec deux métaux, les variations de production d'un métal tendent à se corriger par les variations de production de l'autre, car il est rare que les deux mouvements aient le même sens.

2) Le métal dont le prix a tendance à baisser, est frappé en plus grande abondance (18), de telle sorte que sa valeur est soutenue en même temps que sa proportion avec l'autre métal reste la même, malgré la modification survenue dans le rapport des productions (19). Au contraire, avec le monométallisme, les fluctuations dans les prix comparés de l'or et de l'argent seront beaucoup plus larges. Le système bimétallique déclenche donc un mécanisme au bout duquel il y a la stabilité normale de la valeur relative des deux métaux. Ce mécanisme paraît très important à Sismondi qui pose en principe et souligne dans la table analytique des « Nouveaux Principes d'Economie Politique » l'idée suivante : « *Quand il y a un cours légal pour les deux métaux, les variations du monnayage maintiennent entre eux l'équilibre* » (20). On aboutit, en fin de compte, par le fait

(18) « Nouveaux Principes d'Economie Politique », 2<sup>e</sup> éd. 1827. T. II, p. 59.

(19) Op. cit., p. 61.

(20) Op. cit., p. 471.

que les valeurs de l'or et de l'argent se soutiennent l'une l'autre, à un étalon plus fixe.

Ainsi, à ces deux points de vue, les fluctuations du niveau général des prix seront moins fortes si l'on a soin d'employer à la fois l'or et l'argent comme mesure des biens. « C'est ainsi, à peu près, que, pour avoir un pendule d'une longueur invariable, on en combine la tige de verges de différents métaux, pour que la dilatation de l'un, par la chaleur, corrige celle de l'autre » (21).

En définitive, Sismondi a établi que le système bimétallique fournissait la base la plus sûre des transactions et des contrats et, à l'appui, il a invoqué ce que l'on appellera plus tard le mécanisme de compensation entre la valeur de l'or et de l'argent.

Cependant, il faut noter que Sismondi n'a pas éclairé avec une lumière suffisante les rouages de ce mécanisme. Il appartiendra plus tard à Wolowski de le faire et de montrer que la faculté d'échanger, à un *taux fixe*, l'or et l'argent dans les pays à régime bimétallique suffit à maintenir le même rapport de valeur, avec la seule marge des frais de transport, dans l'ensemble des pays. Si, à un moment donné, par suite d'un accroissement de sa production ou d'une réduction de ses débouchés, la valeur de l'argent devrait diminuer, on constate le maintien de cette valeur à son niveau existant parce que l'argent est apporté dans les pays à régime bimétallique et échangé contre de l'or au taux légal. La valeur relative de l'or et de l'argent demeure identique à travers l'ensemble des nations du monde et ne subit l'effet des modifications survenues dans

(21) Op. cit., p. 58. Adam Müller (Théorie des Geldes, 1809. T. II, p. 284) avait usé de l'image du pendule. Cf. Emile de Laveleye, « La Monnaie et le Bimétallisme International », 1891, p. 30.

le stock disponible de métal blanc que lorsqu'il ne reste plus d'or à échanger.

Sismondi exprime ce mécanisme complexe en écrivant simplement que l'augmentation de la frappe du métal en baisse assure l'équilibre de valeur entre les deux métaux. Mais il est légitime d'affirmer que l'économiste ne méconnaissait pas les différentes phases du phénomène, car il signale que le fonctionnement du système bimétallique peut aboutir à chasser en totalité de la circulation la monnaie de l'un des deux métaux et qu'il convient alors de modifier le rapport fixé par la loi.

Même sous la forme elliptique qu'elle revêt dans l'exposé de Sismondi, l'existence du mécanisme de compensation permet de tirer deux conclusions importantes :

1) Le système bimétallique a des avantages propres et permet d'assurer un niveau des prix aussi stable que possible.

2) La fixation par la loi d'un rapport de valeur entre l'or et l'argent n'est nullement impossible, car c'est le rapport légal qui commande et détermine, pour une longue période, la valeur relative générale des métaux précieux.

### III. — LES ADVERSAIRES DU SYSTÈME FRANÇAIS.

L'application de la loi du 7 germinal an XI a donné lieu, à certains moments, à un mouvement d'exportation de l'or et d'importation de l'argent assez sensible pour fournir aux économistes favorables à la doctrine monométalliste de l'Angleterre l'occasion de demander la réforme du système français.

De 1820 à 1838, l'excédent annuel moyen d'importation de l'argent est de 106.545.471 francs. Pour l'or, il existe, au cours de la même période, un excédent annuel moyen d'exportation de 34.157.919 francs. De 1843 à 1847, le même

mouvement s'observe et nous constatons une exportation totale de 80 millions d'or contre une importation de 387 millions d'argent.

En même temps, le rapport moyen de l'or à l'argent s'est élevé dans le monde de 15,50 à 15,80.

Cette hausse du rapport, qui traduit une tendance vers la baisse de la valeur de l'argent s'est produite sous l'influence d'un ensemble de faits que l'on peut ranger en trois groupes :

1) La production extraordinairement abondante de l'argent de 1780 à 1810 qui manifestait seulement ses effets (22).

2) Les courants commerciaux, et notamment la position de l'Inde vis-à-vis de l'Europe.

3) La législation. La loi anglaise de 1816 et le retour de l'Angleterre à la convertibilité en espèces ont accru la demande de l'or et réduit le débouché de l'argent. De plus, la Hollande, en 1816, et les Etats-Unis, en 1834, ont élevé respectivement le rapport de 15,50 à 15,873 et de 15 à 16, de telle sorte qu'il y avait intérêt à apporter l'argent en France où le rapport était de 15,50 (23).

Ainsi, de 1803 à 1848, l'argent s'est écoulé naturellement, à différentes reprises, vers la France où il était reçu contre de l'or au change fixe de 15,50. Grâce à ce marché toujours ouvert, le rapport général moyen s'est élevé légèrement, dans la limite des frais provoqués par les opérations d'arbitrage, mais n'en est pas moins resté au niveau de grandeur établi par la loi du 7 germinal an XI.

Le résultat pour la France a été un changement dans

(22) J. Laurence Laughlin, op. cit. p. 51.

(23) Les droits de fabrication en France (loi du 17 prairial an XI et ordonnance du 25 février 1835) pesaient moins sur l'or que sur l'argent et contribuaient à favoriser l'exportation du premier de ces métaux.

la composition de son stock monétaire. La place occupée par l'or s'est réduite au profit de l'argent.

En 1839, une commission fut nommée en vue d'étudier les causes de la rareté de l'or. Des propositions furent faites tendant à changer le rapport légal et à interdire les opérations de refonte, mais l'opinion qui prévalut estimait que le phénomène constaté était un fait commercial et qu'il convenait de lui laisser produire ses effets tant que les intérêts du pays ne seraient pas lésés (24).

Pour un certain nombre d'esprits, la situation appelait une réforme du régime français dans le sens du monométallisme-or. Dans ses « *Recherches sur l'or et sur l'argent considérés comme étalon de la valeur* », présentées à l'Académie des Sciences Morales en 1843, Léon Faucher considère le système anglais comme le plus parfait et craint que le mouvement d'exportation de l'or et d'importation de l'argent ne laissât à la France qu'une circulation d'argent déprécié. Le progrès accompli dans l'exploitation des mines d'argent est destiné à jeter une grande quantité de métal sur le marché et à provoquer la hausse des prix. Néanmoins, Léon Faucher se refuse à recommander l'adoption immédiate de l'étalon or, car le métal jaune n'existe pas en quantité suffisante pour satisfaire les besoins (25), et il se borne à demander l'autorisation pour la Banque de France de recevoir en dépôt, des lingots d'argent, moyennant un droit de 1/2 pour 1000. De cette manière, on éviterait des opérations de monétisation et de démonétisation continues.

Gh. Coquelin (26), qui se réclame, comme Léon Fau-

(24) Conférence de 1874. Archives du Ministère des Affaires Etrangères. Procès-verbaux, p. 30. Intervention de M. Dumas, membre de la Commission de 1839.

(25) P. 102-103.

(26) Gh. Coquelin. « D'une réforme du régime monétaire en France ». Revue des Deux-Mondes, 1844, T. IV, p. 350-374.

cher, de Locke et de Lord Liverpool, croit pouvoir conseiller l'adoption immédiate du monométallisme-or.

Pour lui, la monnaie d'argent est lourde et encombrante et n'est plus en rapport avec l'importance des transactions. L'argent doit descendre au rang du fer, et laisser l'or régler tous les échanges. Monométallisme-argent et monométallisme-or sont les deux seuls systèmes logiques, mais la France ne doit pas hésiter à adopter le dernier d'entre eux.

#### IV. — L'EXTENSION DU SYSTÈME FRANÇAIS DANS LE MONDE.

De 1803 à 1848, l'opinion, en France, a été favorable au régime consacré par la loi du 7 germinal an XI et les critiques, lorsqu'elles se sont manifestées, n'ont pas rencontré un long écho.

En même temps, la loi du 7 germinal an XI a servi de modèle à la législation de la Belgique, de la Sardaigne et du Piémont.

Au moment où elle recouvre son indépendance, la Belgique adopte, par la loi du 5 juin 1832, le système français. Mais elle laisse le cours légal à un certain nombre de monnaies étrangères, de telle sorte que, de 1832 à 1847, la frappe des monnaies d'argent belges est insignifiante et celle des monnaies d'or nulle.

Des Commissions sont nommées de 1837 à 1846 en vue de remédier à l'absence de monnaies nationales, plus particulièrement des monnaies d'or. Elles constatent que le rapport fixé par la loi du 7 germinal an XI ne correspond pas à la véritable valeur de l'or et proposent de l'élever. C'est ce qui est fait par la loi du 31 mars 1847, qui prévoit la fabrication de pièces d'or de 10 et 25 francs, au taux d'émission de 3.495 francs par kilogramme d'or fin, et la suppression des pièces de 20 et 40 francs. Le nouveau

rapport ressortait à 15,80 et était fondé sur la considération de la hausse passée et la prévision de la hausse future de l'or (27).

En 1820, le royaume de Sardaigne et de Piémont adopte les dispositions de la loi du 7 germinal an XI. Comme l'unification de l'Italie se fera autour du Piémont, le système français s'étendra peu à peu à l'ensemble de la nation (28).

V. — LA LOI NÉERLANDAISE DU 26 SEPTEMBRE 1847 (29).

Par la loi du 26 septembre 1847, la Hollande passe du bimétallisme au monométallisme-argent. Cette réforme est intéressante, parce qu'elle intervient avant la découverte des mines d'or de Californie (30) et à un moment où des craintes se sont manifestées sur l'avenir du métal blanc. Elle est inspirée par la préférence de l'argent à l'or. L'or avait été avantagé en 1816 par la fixation d'un rapport de 15,875, mais on s'est aperçu que l'argent répondait mieux aux besoins ordinaires du public et la loi de 1847 a pour but d'en faire la circulation normale du pays. L'or n'avait plus qu'un cours commercial et ne réussit pas à circuler en raison de l'incertitude de son prix (31).

---

(27) Albert E. Janssen. Les conventions monétaires, 1911, p. 169.

(28) Lombardie en 1859, Toscane, Modène, Parme, Romagnes, Naples, Marches et Ombrie, 1860.

(29) Vrolik. Le système monétaire des Pays-Bas, 1853.

(30) Ce point a parfois été méconnu au cours des discussions de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

(31) Intervention de Vrolik. Conférence de 1881. Procès-verbaux, p. 249 et suiv.

## DEUXIÈME SECTION

### L'expérience américaine

---

Les Etats-Unis ont eu à résoudre des difficultés nées, d'une part, du fonctionnement du système bimétallique et, d'autre part, du manque de tradition de leur système monétaire national.

Le rapport de 1 à 15, institué en 1792, provoquait la frappe de l'argent, mais empêchait l'or d'être apporté à la Monnaie. De 1804 à 1834, il fut frappé, par intervalles, 9 millions de dollars de monnaies d'or.

Par ailleurs, les monnaies étrangères conservaient le cours légal. Le « spanish milled dollar » était plus lourd que « l'american dollar » et était importé aux Etats-Unis, en même temps que le dollar américain était exporté par l'Extrême-Orient où il était reçu au même cours que le dollar espagnol.

Il résulte de cette situation que les Etats-Unis ne conservaient pas leurs monnaies nationales, soit d'or, soit d'argent. Aussi, en 1806, Jefferson ordonna la suspension de la frappe des dollars d'argent.

Mais la spéculation continua avec les demi-dollars d'argent dont la frappe était restée libre. En outre, un autre élément intervient pour provoquer la fuite de la monnaie nationale. Les dollars espagnols qui s'étaient introduits dans la circulation s'usaient peu à peu et chassaient les dollars américains. En 1834, l'on constatait au Congrès que les dollars de l'Espagne et de l'Amérique du Sud composaient l'ensemble de la circulation (32).

En ce qui concerne l'or, l'opinion générale était restée

(32) Laughlin, op. cit., p. 55.

favorable au système bimétallique (33) et proposait un simple changement de rapport.

Crawford, secrétaire du Trésor, préconise, en 1819, le rapport de 15,75 et, en 1823, celui de 16 (34). Albert Gallatin, dans ses « Considerations on the currency and banking system of the United States », parues en 1831, défend avec vigueur le système bimétallique qui est capable de maintenir, au prix de faibles fluctuations, l'or et l'argent dans la circulation. Il recommande le rapport français de 15 1/2.

A côté de cette opinion, il existe un courant monométalliste appréciable. En 1830, le Secrétaire Ingham se prononce pour l'étalon simple d'argent. De même, trois rapports au Congrès de Campbell P. White expriment une préférence pour l'étalon d'argent, mais concluent à l'élévation du rapport.

Par ailleurs, des mines d'or furent découvertes en 1830 et l'on estimait qu'il fallait favoriser leur exportation en donnant un plus haut prix à l'or (35).

Sans prendre réellement parti, comme nous le verrons, le législateur vota l'Act du 28 juin 1834 par lequel la quantité d'or pur contenue dans un aigle de 10 dollars était ramenée de 247,5 à 232 grains. Le nouveau rapport était de 16, mais une loi du 18 janvier 1837, qui établit l'uniformité d'alliage pour les monnaies d'or et d'argent à la proportion de 1/10, l'abaissa à 15,98.

L'Act de 1834 eut pour effet de provoquer la frappe de l'or, dont le prix était plus élevé qu'en France, et de chasser la monnaie d'argent. Dès 1840, il devint rare de la rencontrer dans les transactions (36).

(33) Conférence Internationale de 1878, Pr.-Verb., Intervention du délégué américain Groesbeck, p. 31.

(34) Dewey, op. cit., p. 210 et suiv.

(35) Conférence Internationale de 1892. Intervention du Délégué Américain Allison, Pr.-verb., p. 381.

(36) Dewey, op. cit., p. 211.

L'expérience américaine est largement dominée par le souci d'assurer au pays une véritable monnaie nationale. Quarante années de pratique ont prouvé que les monnaies étrangères d'argent savaient trouver, malgré tous les obstacles, leur chemin vers les Etats-Unis et exclure les pièces de même métal frappées sur le territoire. La raison en est qu'elles avaient constitué pendant des siècles la circulation et qu'ainsi la tradition jouait contre la loi de 1792. Leur victoire fut consacrée précisément en 1834. Le cours légal avait été retiré aux monnaies étrangères en 1827, à l'exception du dollar espagnol. Mais, devant le trouble apporté aux transactions et l'insuffisance de la circulation due à la suspension de la frappe du dollar, il leur fut rendu par une loi du 25 janvier 1834.

Cette preuve acquise de l'impossibilité de lutter avec des monnaies d'argent, on a pensé immédiatement qu'il n'en serait pas de même avec des monnaies d'or, car les monnaies d'or étrangères avaient toujours circulé en petite quantité dans les colonies anglaises de l'Amérique du Nord. D'où l'institution, par l'Act du 28 juin 1834, d'un rapport de 16 destiné à fournir rapidement aux Etats-Unis la monnaie qu'ils cherchaient et qu'ils trouvèrent effectivement.

Par conséquent, ni le courant monométalliste, favorable à l'argent (37), ni le courant bimétalliste, favorable dans l'ensemble à un rapport de 15 1/2, ne donnent l'explication profonde de la réforme de 1834.

Ce que l'on a appelé plus tard le « Gold Bill » (38) de 1834, eut avant tout pour but et pour effet d'atteindre, au moyen de l'or, la monnaie nationale que l'on cherchait.

---

(37) Campbell P. White, partisan de l'étalon argent, conclut cependant à l'élévation du rapport.

(38) Laughlin, op. cit., p. 62.



### **LIVRE III**

---

## **LA RÉVOLUTION DANS LA PRODUCTION DE L'OR**

---

### **CHAPITRE PREMIER**

---

## **LES FAITS ET LEURS CONSÉQUENCES PSYCHOLOGIQUES**

---

### **I. — LA PRODUCTION DE L'OR.**

Des mines d'or très abondantes sont découvertes, en 1848, en Californie et, en 1851, en Australie. Leur richesse est assez grande et leur exploitation assez rapide pour que le stock d'or du monde puisse doubler en une vingtaine d'années.

De 1493 (1) à 1850, la production du métal (2) avait été de 4.752.070 kgs ; de 1851 à 1870, elle a été de 3.906.105 kgs. En d'autres termes, sur un total de 8.658.175 kgs, la production correspondant à 358 années (1493-1850) a été de 54,90 % et celle correspondant à 20 années (1851-1870) de 45,10 %.

(1) La période antérieure à la découverte de l'Amérique peut être négligée.

(2) Soetbeer, op. cit., p. 9 et suivantes.

Parallèlement, la production de l'argent avait été de 149.826.750 kgs (87,65 %) et de 21.156.700 kgs (12,35 %).

Ces statistiques montrent que, pour la première fois dans l'histoire des métaux précieux, *le stock d'or parvient au niveau de la valeur du stock d'argent*. En effet, si l'on considère que 1 kilogramme d'or est égal à 15 kilogrammes 1/2 d'argent, nous trouvons que l'or extrait depuis 358 années est équipollent en 1850, à  $(4.752.070 \times 15,5)$  73.657.085 kgs contre 149.826.750 kgs d'argent effectivement produit, alors qu'en 1870 il est de  $(8.658.175 \times 15,5)$  134.201.712,5 kgs contre 170.983.450 kgs. Ainsi la valeur de la masse d'or existant au terme de la période 1851-1870 balance à peu près celle de la masse d'argent.

Il s'agit, en définitive, d'une véritable révolution dans la production des métaux précieux et ce fait extraordinaire a un retentissement immédiat sur les idées et les législations, car il permet de poser la question de savoir si l'or, devenu aussi commun que l'argent, ne serait pas susceptible de remplir seul, dans les différents pays, la fonction d'étalon monétaire.

## II. — L'ATTITUDE DES CONTEMPORAINS.

La connaissance du mouvement d'ascension brusque de la production de l'or n'est pas suffisante pour expliquer l'ensemble des discussions doctrinales qui se sont engagées après 1850. Il faut également rechercher ce que les contemporains pensaient du phénomène dans le temps même où celui-ci se déroulait à leurs yeux.

La situation résultant de la découverte des mines de Californie et d'Australie a paru à nombre d'esprits, dans les premières années qui suivirent, être extrêmement grave.

La croissance rapide du stock d'or ne pouvait pas manquer, croyait-on, d'entraîner la dépréciation du métal

par rapport à l'argent. « Dans les journaux de toutes les couleurs et de tous les pays, on annonçait comme un événement infailible, écrit Léon Faucher dans la *Revue des Deux Mondes*, que la valeur de l'or, avant peu, ne représenterait plus que neuf à dix fois celle de l'argent » (3).

De plus, l'or ne maintiendrait pas sa valeur au regard de l'ensemble des biens et des services. La conséquence en serait une hausse des prix sans exemple et un bouleversement des relations sociales dans les pays à système monométallique-or ou bimétallique.

Cette double crainte a amené des économistes à recommander avec force l'étalon unique d'argent.

Puis, à partir de 1860, l'on s'est aperçu de tous côtés que les événements ne confirmaient pas les prévisions : le rapport de l'or à l'argent avait trouvé sa plus basse moyenne annuelle à 15,22 en 1859, tandis que la hausse des prix était contenue dans des limites raisonnables.

Cette expérience des effets véritables de la révolution survenue dans la production de l'or est à l'origine d'un revirement très net, qui se place vers 1860, dans la façon de concevoir le rôle du métal. Loin de chercher les moyens de l'écarter de la circulation monétaire, on signale que sa masse plus grande permet de l'utiliser plus couramment (4). La doctrine du monométallisme-argent est abandonnée pour celle du monométallisme-or, et le passage de la première à la seconde est marqué par des conversions éclatantes, comme celle de Michel Chevalier.

En résumé, le résultat des changements intervenus dans la production de l'or a été de créer, en premier lieu, par l'appréhension de sa surabondance, un courant mono-

(3) Léon Faucher. « De la production et de la démonétisation de l'or ». *Revue des Deux Mondes*, 1852. T. III.

(4) Stanley Jevons. « A serious fall in the value of gold ascertained and its social effects set forth », April 1863.

métalliste-argent ; puis, en second lieu, par la perspective de son emploi plus général, un courant monométalliste-or qui finira par l'emporter dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle.

### III. — LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION DE L'ARGENT.

De 1851 à 1870, la moyenne annuelle de la production de l'argent a été de 1.057.835 kgs contre 688.432,5 kgs au cours de la période 1831-1850.

La consommation a été très élevée, notamment de la part de l'Inde qui a importé la somme énorme de 1.582 millions de roupies entre 1851 et 1870 (5).

Dans l'ensemble, la demande a été supérieure aux quantités produites, de telle sorte que le prélèvement du surplus a dû s'effectuer sur le stock préexistant.

### IV. EFFETS DIRECTS DE L'OFFRE D'OR ET DE LA DEMANDE D'ARGENT

Dans les pays à système monométallique-or ou bimétallique, l'or nouveau, quelle que soit sa quantité, est toujours transformable, à un taux fixe, en unités monétaires nationales. Aussi la circulation subit-elle, à travers la balance des comptes, une variation corrélative des changements survenus dans l'ordre de la production.

A ce mouvement simple, se greffent, s'il s'agit d'une nation à système bimétallique, des opérations d'échange d'or contre de l'argent, pour répondre aux besoins dans le monde du dernier de ces métaux.

Les pays à double étalon supportent donc plus que tous les autres les effets de la production de l'or, car l'importation normale de métal jaune est grossie artificiellement de la quantité qui vient s'échanger contre de l'argent. De 1851

(5) Soetbeer, *op. cit.*, p. 38 et suiv.

à 1870, l'excédent d'importation de l'or a été en France de 5 milliards 94 millions (6), mais cet excédent a été compensé, pour partie, par un excédent d'exportation de l'argent de 1 milliard 85 millions (7).

La composition du numéraire de la France a par conséquent varié et l'or a eu tendance à se substituer à l'argent. De 1841 à 1850, la moyenne annuelle de l'encaisse de la Banque de France est de (en millions de francs) 9,6 pour l'or et de 251,4 pour l'argent ; de 1851 à 1865, elle est respectivement de 162,5 et 200,4 (8).

En même temps, la conversion au rapport fixe de 15 1/2, de l'or en argent a assuré dans l'ensemble des pays la permanence de cette proportion de valeur. Tout détenteur d'or avait le moyen d'obtenir en France, 15,1/2 kgs d'argent contre 1 kg. d'or et les oscillations de cours n'ont pas dépassé, sauf en cas de besoin immédiat, les frais de l'opération d'échange (9).

Par cette solidarité de fait entre les deux métaux, on a bénéficié des deux avantages suivants :

1°) Change invariable entre nations à monnaie d'argent et nations à monnaie d'or.

2°) Niveau général des prix plus stable.

Or, cette fonction a été tenue par la France sans dommage excessif et comme le prouvent les encaisses de la Banque de France, sans perte trop abondante de ses monnaies d'argent.

La situation a été clairement analysée de 1851 à 1870 par des auteurs qui en ont tiré argument pour défendre le bimétallisme.

(6) Soetbeer, *op. cit.*, p. 48.

(7) Soetbeer, *ibid.*

(8) H. Costes, « Notes et tableaux pour servir à l'étude de la question monétaire », Paris, 1884, p. 210.

(9) Soetbeer, *op. cit.*, p. 22-23.

V. — CONCLUSION.

La révolution dans la production de l'or après 1850, la manière dont les contemporains ont compris le phénomène, expliquent la défense vigoureuse, à partir de cette date, du monométallisme-argent, puis, du monométallisme-or. Mais, dans le même temps, le système bimétallique s'est adapté avec souplesse aux conditions nouvelles et a permis à ses défenseurs de renouveler et de préciser leur opinion.

---

## CHAPITRE II

---

### LES PREMIÈRES DISCUSSIONS

(période 1850-1860)

---

#### PREMIÈRE SECTION

#### Le monométallisme-argent

---

La découverte des mines de Californie et d'Australie, l'importation de l'or et l'exportation de l'argent, ont fait craindre une hausse très prononcée des prix et déterminé, pour échapper à ce risque, un courant puissant en faveur de l'étalon unique d'argent.

#### I. — MICHEL CHEVALIER.

Dans le tome III de son *Cours d'Economie Politique*, paru en 1850 et consacré à la « Monnaie », Michel Chevalier prévoit une baisse importante de la valeur de l'or et montre que d'innombrables particuliers en pâtiront. Il approuve la réforme entreprise par la Hollande en 1847 et préconise pour la France le monométallisme-argent, avec fixation périodique du prix des monnaies d'or.

Il reprend la question et précise sa pensée dans des articles de journaux, de revues et dans un ouvrage publié en 1859 et resté célèbre : « *De la baisse probable de l'or, des conséquences commerciales et sociales qu'elle peut avoir et des mesures qu'elle provoque* ».

Pour lui, comme pour les auteurs anglais, l'étalon unique est seul possible en théorie et en fait. « Comment une quantité déterminée de marchandise pourrait-elle avoir pour équivalent indistinctement une certaine quantité d'or et une certaine quantité d'argent qui fussent constamment entre elles dans le même rapport, alors qu'il n'y a pas et ne peut y avoir de rapport fixe entre ces deux métaux ? » (1) Les nations prudentes doivent donc choisir, soit l'étalon or avec l'Angleterre, soit l'étalon argent. Sinon la force des choses obligera les gouvernements à adapter constamment le rapport légal au rapport commercial. Tantôt le prix de l'argent sera abaissé, tantôt celui de l'or, et la circulation du pays se dépréciera lentement (2).

Que doit faire la France ? Sans doute la proportion de valeur entre les métaux est restée stable entre 1850 et 1859. Il en sera ainsi tant que le pays « offrira aux commerçants en métaux précieux un marché où il leur soit possible de troquer leur or contre de l'argent sur le pied de 1 contre 15 1/2 » (3). « La France sert provisoirement de parachute à l'or » (4). Mais elle le fait à ses dépens (5) et reçoit un métal déprécié dont la valeur s'effondrera le jour où tout l'argent aura disparu du pays. Adopter l'étalon unique d'or au moment où la valeur de ce métal est en baisse serait une mesure de faux monnayage. La solution honnête et scientifique est d'instituer l'étalon unique d'argent.

(1) « De la baisse probable de l'or », p. 30.

(2) Journal des Débats, 4 mai 1855.

(3) « De la baisse probable de l'or », p. 229.

(4) *Ibid.*, p. 70.

(5) *Ibid.*, p. 71.

## II. — AUTEURS MONOMÉTALLISTES-ARGENT.

L'opinion de Michel Chevalier est défendue par de nombreux auteurs. Ch. Coquelin, qui s'était prononcé avant 1850 pour le monométallisme-or, propose d'introduire le monométallisme-argent et d'abandonner la monnaie d'or, après l'avoir dotée d'un nom comme « louis » ou « souverain », aux estimations du commerce (6). Joseph Garnier écrit dans le même sens (7). André Cochut regrette que la France n'ait pas encore accompli sa réforme et craint qu'il ne soit trop tard (8). G. de Molinari recommande la limitation de la frappe de la monnaie d'or et sa mise en circulation à une valeur nominale supérieure à sa valeur réelle (9). Ce projet était calqué sur le régime que l'Angleterre donnait depuis 1816 à l'argent et Michel Chevalier n'eut aucune difficulté à démontrer que la transposition d'un tel système à l'or n'offrait aucun caractère pratique (10).

En Angleterre, Stirling loue Locke d'avoir apporté des principes sains en la matière, mais penche pour laisser faire les choses et conserver, « à tout hasard » (11), l'étalon or, malgré les effets redoutables que l'on peut en attendre (12).

Les dernières publications en faveur de l'argent paraissent de 1860 à 1863 (13).

(6) « De la dépréciation de l'or et du système français », *Journal des Economistes*, 1851, p. 55 et suiv.

(7) *Ibid.*

(8) « L'or en 1854 », *Revue des Deux Mondes*, 1854, T. I.

(9) « De la dépréciation de l'or », *Journal des Economistes*, 15 mai 1854.

(10) « De la baisse probable de l'or », sect. VII, chap. V.

(11) J. Stirling. « De la découverte des mines d'or en Australie et en Californie ». Paris, 1853, p. 233.

(12) *Ibid.*, p. 252 et suiv.

(13) Léon, « Lettre sur la question monétaire ». Paris, 1860. — Marbeau, « Question Monétaire ». Paris, 1863.

Après 1863, le monométallisme-argent n'a plus de défenseurs.

### III. — LA LÉGISLATION.

Le courant que nous venons d'examiner a eu des applications législatives.

La Suisse adopte le système français en ce qui concerne les monnaies d'argent et ne prévoit pas la frappe de pièces d'or (loi du 7 mai 1850).

La Belgique prive du cours légal, en 1849, le souverain anglais et, en 1850, le florin hollandais. Puis, par la loi du 28 décembre 1850, elle démonétise l'or d'une manière complète.

Le traité monétaire austro-allemand du 24 janvier 1857 est conclu sur la base de l'étalon argent. L'Autriche avait insisté vivement en faveur de l'étalon or, mais la Prusse se prononça pour l'argent et fut en mesure d'opposer les prévisions pessimistes des économistes, notamment de Michel Chevalier, sur l'avenir de l'or (14). Dans la réalité, il semble que la Prusse ait désiré, en imposant ses thalers comme monnaies d'association, conserver son influence prépondérante dans le Zollverein. Mais elle fut aidée dans sa résistance par le courant monométalliste-argent.

---

(14) Albert E. Janssen, *op. cit.*, p. 43.

DEUXIÈME SECTION

**Défense du monométallisme-or**

---

De 1850 à 1860, surtout à la fin de la période, le monométallisme-or a quelques partisans qui font valoir le caractère passager de la baisse de valeur de l'or et exposent les avantages que l'on a tirés de la présence plus courante du métal dans la circulation monétaire.

Léon Faucher se refuse à recommander l'argent avec les autres monométallistes. L'or, par nature, a une valeur plus stable au cours du temps. Il est indispensable dans les paiements et le monométallisme-argent le ferait fuir, comme le montre l'exemple de la Hollande (15).

De Parieu propose l'adoption du système anglais au cours des débats de la Commission Monétaire de 1857-1858.

Il en est de même de E. Levasseur dans son livre « *La question de l'or* », publié en 1858. Cet ouvrage a connu un vif succès et a joué un rôle important dans le revirement qui s'est produit dans la pensée des économistes au cours des années suivantes.

E. Levasseur étudie les effets de la découverte des mines de Californie et d'Australie et estime qu'elle est à l'origine d'une baisse de 16,67 % de la valeur de la monnaie (16). Mais les nouvelles quantités ont engendré une activité extraordinaire dans toutes les entreprises, qui a freiné la dépréciation du métal et rétablit, dans une large mesure, l'équilibre. Le remède est donc clair. L'extension de la liberté, le développement de la concurrence, l'encouragement de la technique industrielle, permettront de multiplier les biens

(15) « De la production et de la démonétisation de l'or ». *Revue des Deux Mondes*, 1852, T. III, p. 758.

(16) « La question de l'or », p. 253.

échangeables et donneront à l'or l'occasion de rendre les services auxquels il est destiné. La démonétisation de l'or, l'institution de l'étalon argent, si elles étaient décidées, iraient à contre-pied des événements et produiraient des effets redoutables. La hausse des prix a eu des conséquences heureuses sur l'activité économique, mais il n'en serait pas de même de la baisse des prix qui suivrait l'adoption de l'argent. « On n'empêchera pas une révolution déjà faite : on fera une contre-révolution » (17).

La France a des motifs particuliers de se féliciter de l'abondance de l'or. Elle possède le métal des nations prospères et commerçantes, et elle peut entretenir d'autant mieux ses relations avec les Etats-Unis et l'Angleterre.

Le seul élément de crainte que l'on puisse apercevoir provient du fonctionnement du système bimétallique. Après avoir donné l'or, il pourra le reprendre. L'institution de l'étalon or apparaît donc nécessaire pour éviter toute surprise désagréable dans l'avenir.

En Allemagne, au même moment, Soetbeer et Schaffle émettent une opinion favorable à l'or, et l'Autriche, lors des négociations du traité austro-allemand du 24 janvier 1857, se prononce pour le monométallisme-or (18).

Il résulte de l'examen de ces opinions que la révolution en cours dans la production de l'or a paru bienfaisante à certains économistes. Elle a semblé propice à l'avènement du monométallisme-or. « La force des choses et leur cours actuel tendent probablement à amener ce résultat dans un

(17) *Ibid.*, p. 324.

(18) L'Autriche qui vivait sous le régime du papier-monnaie espérait retrouver la convertibilité en espèces plus facilement avec l'or qu'avec l'argent (Janssen, *op. cit.*). Elle n'obtint pas satisfaction et l'article 21 du Traité porte expressément que « les Etats contractants veilleront à ce qu'il ne soit porté aucune atteinte au principe de l'adoption de l'argent comme base du système monétaire ».

temps donné » (19), écrivait en 1857 l'affineur Henry Dubois-Caplain.

Deux pays ont effectué leur réforme dans ce sens : les Etats-Unis et le Portugal.

#### I. — ACT DU 21 FÉVRIER 1853 AUX ETATS-UNIS.

L'abondance de l'or après 1850 a eu pour résultat de hâter sa substitution à l'argent dans la circulation des Etats-Unis. Les pièces divisionnaires du dollar d'argent, qui contenaient proportionnellement la même quantité de métal fin, devinrent insuffisantes. Le Congrès étudia les remèdes possibles et se prononça pour un étalon unique d'or. « Ce ne fut pas l'effet d'un accident, mais bien d'un plan soigneusement étudié et introduit en pleine connaissance de cause dans la législation en 1853, vingt ans avant la démonétisation officielle du dollar d'argent par l'Act de 1873 » (20).

Le dollar d'argent avait disparu du territoire et le niveau du rapport l'empêchait de revenir. Aucune mesure ne fut prise en ce qui le concerne et il subsista nominativement jusqu'en 1873, laissant les Etats-Unis sous le régime théorique du bimétallisme.

Le poids des monnaies inférieures à 1 dollar fut réduit de manière à ce que leur cours fut supérieur à leur valeur réelle. Leur pouvoir libératoire fut limité à 5 dollars et la frappe réservée au Trésor.

(19) « Résumé abrégé de la question monétaire », 1857, p. 14.

(20) J. Laurence Laughlin, *op. cit.*, p. 80.

## II. — LOI DU 29 JUILLET 1854 AU PORTUGAL (21).

Le Portugal avait modifié trois fois le rapport légal de l'or à l'argent depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle. La loi du 29 juillet 1854 fut votée à l'unanimité par les Chambres en vue de rendre inutile tout changement à l'avenir.

---

### TROISIÈME SECTION

## **Confiance de la France dans son système monétaire**

---

Ni l'un, ni l'autre, des courants doctrinaux que nous avons relevés n'a été capable à cette époque de rallier l'ensemble de l'opinion avertie. Celle-ci, manifestement, reste attachée, dans sa très grande majorité, au système établi par la loi du 7 germinal an XI.

Les débats des Commissions Officielles en fournissent la preuve.

En décembre 1850, le Ministre des Finances constitue une commission chargée d'étudier la situation monétaire. Elle conclut que, d'après les faits connus, il n'y avait pas lieu d'apporter de modification au système existant (22).

Une nouvelle commission, instituée par arrêté du 7 février 1857, se livra à un examen approfondi de la question et rendit son avis après une enquête sérieuse auprès des receveurs généraux des finances, de la Banque de France et des représentants du commerce (23). Son rapport fit valoir que, « malgré les modifications très profondes

(21) Conférence monétaire internationale. Avril-mai 1881. Procès-verbaux. 3<sup>e</sup> séance (annexe) et 7<sup>e</sup> séance.

(22) *Moniteur*, 15 janvier 1851.

(23) Ministère des Finances. Documents relatifs à la question monétaire. Paris, 1858.

survenues dans notre circulation métallique par suite de l'affluence de l'or et de la sortie de l'argent, le public en général, le commerce en particulier, ne témoignent jusqu'ici ni préoccupation du présent, ni appréhension pour l'avenir ; ils ne paraissent pas souffrir, car ils ne provoquent aucun remède » (24).

Elle estima que les mouvements de métaux observés étaient dus à une demande extraordinaire d'argent de la part de l'Extrême-Orient et de quelques pays voisins de la France, et recommanda, pour seul remède, la création d'un droit de douane destiné à rendre plus difficiles les exportations d'argent. La mesure proposée fut jugée par le gouvernement contraire au principe de la liberté et ne fut pas suivie.

Au cours de ses travaux, la commission avait repoussé formellement les projets de démonétisation de l'or ou de l'argent, dont Michel Chevalier et de Parieu s'étaient faits les avocats devant elle.

A Michel Chevalier, qui redoutait les effets de la hausse des prix sur les créanciers, elle avait opposé le sort des débiteurs contraints à se libérer, dans l'hypothèse de l'éta lon argent, avec le métal dont la valeur serait en hausse. De plus, elle avait réuni toutes les critiques d'ordre technique que l'on peut adresser au monométallisme-argent et établi que, même sous la forme de la fixation périodique du cours des monnaies d'or, il troublerait gravement la circulation.

A de Parieu, favorable au système anglais, elle avait répondu que la France avait eu traditionnellement, et conservait dans le moment, un stock d'argent très utile à ses transactions intérieures et extérieures. La rupture avec des habitudes anciennes n'irait pas sans risques. « C'est une

(24) *Ibid.*, p. XII.

résolution grave que de modifier le régime monétaire d'un pays, et un gouvernement ne doit s'y résoudre que lorsqu'il agit avec une certitude qui ne saurait se rencontrer dans les circonstances actuelles » (25).

De 1850 à 1860, les pouvoirs publics n'ont donc rencontré, ni des inconvénients assez prononcés, ni des arguments assez convaincants, pour leur permettre de modifier la loi du 7 germinal an XI.

---

(25) *Ibid.*, p. XLII.

### CHAPITRE III

---

## LE MONOMÉTALLISME-OR

(période 1860-1870)

---

Après 1860, les progrès de la doctrine du monométallisme-or sont extrêmement rapides. Elle exclut la doctrine sœur, le monométallisme-argent, et finit par prendre le pas sur le bimétallisme traditionnel.

Deux ordres de pensées ont participé à cette évolution.

D'abord, au point de vue négatif, les économistes ont mesuré assez exactement la hausse des prix qui s'était produite depuis le milieu du siècle et, par là, ils ont su que le phénomène ne revêtait pas l'ampleur redoutée dans le premier moment.

Ensuite, au point de vue positif, l'abondance nouvelle de l'or a donné naissance au sentiment que les nations, tout au moins celles d'Europe et d'Amérique, pouvaient désormais battre monnaie en un seul métal, le plus précieux et le plus commode.

Les avantages de cette situation sont de haute qualité.

L'accession à l'or et le rejet de l'argent au rang des monnaies d'appoint, à l'exemple du fer et du cuivre au cours des âges, marquent une étape du progrès.

Du même coup, un double idéal est atteint.

La valeur de tous les biens trouve son expression dans un seul métal. Elle cesse de correspondre, tantôt à un poids d'or, tantôt à un poids d'argent. Elle se réfère toujours à un poids d'or.

Sans délai, il en est ainsi dans tous les pays. Par dessus les frontières, l'or crée un niveau commun des prix.

Désormais, comme l'entendait Locke, *l'étalon de la valeur est un et universel*.

De cette manière, éveillant l'espoir d'ajouter à la civilisation et offrant la séduction de l'unité et de l'harmonie, les partisans de la doctrine du monométallisme-or ont élevé le débat et conféré une force singulière à leurs idées. Ils ont élargi le champ de la discussion et contraints leurs adversaires à fournir une réponse également étendue.

Trois arguments topiques ont été dégagés par une nouvelle école, celle du bimétallisme scientifique.

1) La dégradation subite de l'argent ne serait pas favorable à la civilisation, car l'or n'existe pas en quantité suffisante pour satisfaire les besoins. La réforme entraînerait la baisse de tous les prix et, avec elle, la détresse du genre humain.

2) Le principe de l'unité d'instrument de mesure n'a aucun fondement. Ce qui importe, ce n'est pas de savoir si les biens représentent successivement un poids d'or ou d'argent, mais de rechercher la stabilité maximum du niveau des prix. Or, le système bimétallique déclenche un mécanisme de compensation qui lui donne la supériorité sur le système monométallique.

3) La nécessité d'un étalon universel n'est pas contestable, mais il existe aussi bien avec deux métaux qu'avec un. Le système bimétallique a la vertu d'établir entre l'or et l'argent un lien assez fort pour qu'ils ne soient que les deux parties d'un tout.

En fin de compte, affirment ses représentants, le bimétallisme répond d'une manière plus effective que le monométallisme au but théorique que celui-ci s'est assigné.

---

PREMIÈRE SECTION

**Les progrès du monométallisme-or**

---

Stanley Jevons, après avoir étudié et précisé la hausse des prix qui s'était affirmée depuis le début du siècle, est le premier à montrer avec clarté que « l'effet dernier des découvertes de mines sera de rendre l'or plus que jamais l'étalon naturel et prééminent de la valeur des biens » (1). Mais, plus prudent que beaucoup d'économistes ne le seront à sa suite, il donne à comprendre que l'extension de l'étalon or doit être naturelle et largement étalée au cours du temps, sans qu'il y ait lieu de la hâter par des mesures prématurées.

Au même moment Michel Chevalier est indécis. Il écrit au président du Congrès de l'Association Internationale pour le Progrès des Sciences Sociales, tenu à Amsterdam en 1864, que la fixation périodique du cours des monnaies d'or n'a aucun caractère rationnel (2). Il évolue très vite et devient en compagnie du vice-président du Conseil d'Etat de Parieu, tête de file des monométallistes-or.

L'institution de l'étalon unique d'or est demandée de divers côtés (3).

La Belgique, l'Italie et la Suisse formulent des propositions dans ce sens lors des négociations de la Convention Monétaire du 23 décembre 1865.

- (1) « A serious fall in the value of gold ascertained and its social effects set forth », 1863. (Réimprimé in « Investigations in currency and finance », p. 101-102).
- (2) Maurin Nahuys. « Etat de la question de l'uniformité des monnaies, des poids et des mesures », 1865, p. 62.
- (3) H. Bordet. « L'or et l'argent en 1864 ». — Ed. Ehrmann. « Réponses au questionnaire... », 1865. — C. Heinrichs. « Question de l'Unité Monétaire », 1867. — Léon. « Nouvelle note sur la question monétaire », 1868. — Blaise. « Des conclusions adoptées par la commission monétaire française », 1869.

La Roumanie, par loi du 4 mai 1867, adopte le système de l'Union Latine, mais exclut la pièce de 5 francs en argent.

L'Autriche, au cours de la conférence qui aboutit à la Convention monétaire préliminaire austro-française du 31 juillet 1867, demande le passage immédiat à l'étalon or des deux Puissances.

De 1860 à 1870, la France a eu quatre commissions monétaires nationales et a participé à trois conférences internationales. L'examen des travaux auxquels ces commissions et conférences ont donné lieu, permet de suivre de près le développement des idées au cours de la période.

#### I. — COMMISSION DE 1861 (4).

La Commission est composée de dix membres. Huit d'entre eux sont favorables au maintien des deux métaux sur le même pied, de Parieu étant partisan de l'étalon or et Michel Chevalier de l'étalon argent.

La majorité estima qu'il n'y avait pas lieu de procéder à un changement radical, mais seulement, pour conserver la menue monnaie, de réduire le titre des pièces d'argent inférieures à 5 francs à 835 millièmes.

Le législateur ne suivit par la suite le vœu de la commission qu'en ce qui concerne les pièces de 50 et 20 centimes.

#### II. — CONFÉRENCE MONÉTAIRE INTERNATIONALE DE 1865 (5).

La communauté monétaire de fait qui existait, antérieurement à 1860, entre la Belgique, la France, l'Italie et la Suisse, avait été rompue parce que, pour mettre fin à

(4) Wolowski. « L'or et l'argent », 1870, p. 190 et suiv.

(5) Procès verbaux des séances ; Archives du Ministère des Finances. — De Clercq, « Traité de la France ». T. IX, p. 421. — Archives Diplomatiques, 1867, T. II, p. 532.

l'exode des monnaies d'argent, les gouvernements avaient été amenés à en abaisser le titre. La Suisse (6) à 800 millièmes pour les pièces de 2 francs, 1 franc, 50 et 20 centimes (loi du 13 janvier 1860) ; l'Italie à 835 millièmes pour les pièces de 1 franc, 50 et 20 centimes (loi du 24 août 1862) ; la France à 835 millièmes pour les pièces de 50 et 20 centimes (loi du 25 mai 1864).

La conférence s'était réunie, sur l'initiative de la Belgique, pour rétablir l'harmonie entre les monnaies divisionnaires des quatre Etats et instituer un régime unique, ainsi qu'une circulation commune, de ces monnaies.

Malgré la loi du 28 décembre 1850, l'or français avait continué de circuler en Belgique et était devenu l'agent prépondérant de la circulation, si bien que le législateur lui avait conféré de nouveau le cours légal (loi du 4 juin 1861).

Le délégué belge fit valoir que, par suite de sa situation, son pays éprouvait vivement les inconvénients du système bimétallique. Placée entre la France, l'Angleterre, la Hollande et l'Allemagne, la Belgique formait trait d'union pour les règlements de ces pays. Les uns y puisaient l'argent, les autres l'or, de telle sorte que l'encaisse métallique de la Banque Nationale subissait des mouvements anormaux qui retentissaient sur le taux de l'escompte et sur le commerce (7).

La Belgique demandait en conséquence l'adoption de l'étalon or et fut suivie, sur ce point, par l'Italie et la Suisse.

(6) La Suisse, pas plus que la Belgique, n'avait pu s'opposer, après 1850 à la circulation des pièces d'or françaises. Le gouvernement fédéral et les gouvernements cantonaux les acceptèrent en pratique à la parité de 1 à 15 1/2. La loi du 13 janvier 1860 (art. 1<sup>er</sup>) consacre cet état de fait.

(7) *Ibid.*, p. 7, 12, 13 et suiv.

La délégation française fit remarquer que les économistes, en France, étaient divisés sur la question, et qu'il n'était pas possible de préjuger de l'opinion prépondérante. Dans ces conditions, la délégation obtint que le principe du double étalon fut sauvegardé et la convention du 23 décembre 1865 (8) fut signée sur la base de la loi du 7 germinal an XI avec réduction à 835 millièmes du titre des monnaies inférieures à 5 francs.

### III. — COMMISSION MONÉTAIRE DE 1867 (9).

Les travaux de cette commission, commencés le 14 mars, prirent fin le 10 avril 1867 par un vote en faveur du double étalon rendu par 6 voix sur 9. La minorité — de Parieu, Michel Chevalier et de Lavenay — s'était prononcée en faveur de l'étalon unique d'or.

Michel Chevalier avait insisté vivement en faveur de l'or. Il voyait en lui un métal abondant, passé dans les usages, et comparait, à l'avantage de la seconde, la technique du monométallisme-argent à celle du monométallisme-or. Avec l'étalon argent, il n'est pas possible de retenir l'or dans la circulation, ou bien, si l'on fixe périodiquement son cours, les transactions sont troublées. Au contraire, l'étalon or permet d'utiliser l'argent avec facilité. On le voit, Michel Chevalier était passé du raisonnement de Locke à celui de Lord Liverpool.

(8) Ratifiée à l'unanimité par les assemblées législatives des quatre Etats, à l'exception d'une minorité de 27 voix à la Chambre des Députés en Italie.

(9) Ministère des Finances. « Documents relatifs à la question monétaire ». Imprimerie Nationale, 1868.

IV. — CONFÉRENCE MONÉTAIRE INTERNATIONALE DE 1867 (10).

L'unification internationale des monnaies paraissait désirable depuis plusieurs années, autant que celle des poids et mesures. Le gouvernement français prit l'initiative de réunir une conférence internationale à Paris, à l'occasion de l'Exposition universelle, en vue de résoudre ce problème.

La Conférence, composée des délégués de vingt Etats, tint sa première séance le 17 juin 1867.

Le problème de l'unification monétaire rencontre nécessairement celui de l'étalon et doit le résoudre.

La Conférence s'est prononcée à l'unanimité, moins la voix des Pays-Bas, pour l'unification monétaire sur la base du monométallisme-or.

La France avait voté dans ce sens. Cependant le prince Jérôme n'avait pas caché à la Conférence que son pays gardait des défenseurs énergiques du double étalon (11).

L'Autriche, la Belgique, l'Italie, la Suisse, ainsi que les Etats-Unis, la Suède et la Norvège, le Portugal, l'Angleterre, la Prusse et la Russie avaient voté pour l'étalon or.

Seul le délégué des Pays-Bas, Mees, avait appelé l'attention sur la gravité de la mesure que l'on entendait prendre.

V. — CONVENTION MONÉTAIRE PRÉLIMINAIRE DU 31 JUILLET 1867  
ENTRE L'AUTRICHE ET LA FRANCE (12).

Au mois d'avril 1867, une commission autrichienne s'était prononcée à l'unanimité en faveur de la monnaie d'or et d'un seul étalon. De plus, l'Autriche comme la

(10) Conférence Monétaire Internationale. Procès-verbaux. Paris, 1867.

(11) *Ibid.*, p. 99.

(12) Procès-verbaux. Archives du Ministère des Finances, 1867.

France, avait voté pour l'or à la Conférence internationale de juin-juillet 1867.

Le baron de Hock, représentant de l'Autriche, entra en pourparlers avec la France, à la fin du mois de juillet, en vue de dresser une entente sur la base de la convention du 23 décembre 1865 et des principes établis par la Conférence internationale, notamment le monométallisme-or.

La France, malgré son vote à la Conférence internationale, ne voulut pas donner satisfaction sur ce dernier point. En effet, expliqua de Parieu, les représentants français n'avaient pas engagé le gouvernement et celui-ci avait à tenir compte de l'opinion favorable au double étalon d'une partie notable du public et des grands corps de l'Etat.

Les parties, gardant leur position, signèrent une convention préliminaire portant exclusivement sur les monnaies d'or.

#### VI. — COMMISSION MONÉTAIRE DE 1868 (13).

La commission, composée de 14 membres, se prononce à la majorité de 9 voix en faveur de l'étalon or. Le revirement qui apparaît à travers le vote est moins grand que ne l'indiquent les chiffres. En effet, un seul membre de la majorité de la commission de 1867, le député Louvet, a modifié son opinion. La majorité en faveur de l'étalon or a été cherchée, semble-t-il, et obtenue par l'élargissement de la commission et la nomination de nouveaux membres dont l'opinion était connue. Néanmoins, nous nous trouvons en présence d'une preuve sérieuse des progrès du monométallisme-or.

L'essentiel des arguments de la majorité peut être présenté de la manière suivante : l'or est entré dans les usages

(13) Procès-verbaux et rapport de la Commission monétaire de 1868. Paris, 1869.

et, aidé par le crédit, satisfait aux besoins. La France est ainsi libérée de l'argent et jouit d'un métal commode, qui répond mieux à sa richesse et à sa civilisation ; elle réunit toutes les conditions nécessaires pour passer, sans changement sensible, à l'étalon or et échapper définitivement aux inconvénients du système bimétallique. Au moyen de l'étalon or, l'instrument de mesure des biens est toujours un poids d'or, et les créanciers et débiteurs possèdent des chances égales. Sans l'étalon unique, les débiteurs paient en monnaie dépréciée et gagnent à tous les coups. Avec l'étalon or, le pays garde la quantité d'argent qui lui convient sous forme de monnaies divisionnaires. Sans lui, avec le système bimétallique, l'argent peut être exporté en totalité ; avec l'étalon argent, l'or ne circule pas. Par lui, on possède à la fois le métal et le système jugés supérieurs par toutes les nations, comme la Conférence internationale de 1867 l'a prouvé solennellement. Dès à présent, les relations entre les Etats-Unis, l'Angleterre et la France sont devenues plus aisées. Avant 1850, il fallait payer la prime de l'or, de telle sorte que l'écart entre le point d'entrée et le point de sortie était plus large qu'il ne l'est à présent. De 1832 à 1850, calcule Juglar, le change sur Londres variait en France de 25 fr. 95 à 24 fr. 87, soit de 1 fr. 08 ; depuis 1850, il a varié de 25 fr. 50 à 24 fr. 95, soit de 55 centimes.

Il appartient par conséquent à la France de consacrer le système recommandé par la raison et l'expérience, et appelé à devenir en peu de temps le régime commun du monde.

Cette réforme est urgente, parce que les statistiques montrent que les importations d'argent ont repris. A différer la mesure, le gouvernement s'exposerait à ne plus avoir les moyens de la prendre.

## VII. — ENQUÊTE DU CONSEIL SUPÉRIEUR DU COMMERCE (14).

Le vœu émis par la commission de 1868 n'a pas paru décisif aux pouvoirs publics et une nouvelle enquête fut ouverte devant le conseil supérieur du commerce en 1869.

Les conclusions rendues furent favorables à l'étalon or.

Au moment où éclate la guerre franco-allemande de 1870 à 1871, la France soutient officiellement le monométallisme-or et a contribué à former le courant très puissant en sa faveur à travers le monde.

---

### DEUXIÈME SECTION

#### **La résistance du bimétallisme traditionnel**

---

De 1860 à 1867, le bimétallisme demeure en France la doctrine officielle. De 1867 à 1870, il conserve de fortes positions et perd la première place parce que, en réalité, la question n'était plus entière.

Le gouvernement n'est pas opposé, en principe, au double étalon (15), mais avant tout recherche la gloire de l'initiative et de la réussite de l'unification monétaire. A ce point de vue la défense du système français devient secondaire et passe derrière la question de savoir quel étalon les nations préfèrent. Il convient donc de laisser la parole aux Etats sur ce point.

Telle fut l'attitude des délégués de la France à la Conférence internationale de 1867. A la fin de la discussion, peu avant le vote, le délégué de la Suisse, Kern, pouvait constater que l'on ne savait pas encore dans quel sens la France se prononcerait.

(14) Six volumes.

(15) D'où ses hésitations et certaines contradictions, au moment de la Conférence et après.

Telle doit être également l'explication de la décision prise après que les nations, à la quasi unanimité, se furent prononcées pour l'étalon or.

Il est facile d'apercevoir les conséquences de cette situation.

Par son abstention, la France a laissé se développer le sentiment que le passage général à l'étalon or était une mesure qui allait de soi et ne comportait pas de difficultés. Les représentants de quelques nations qui, à tort ou à raison, croyaient de leur intérêt de réformer leur système monétaire, ont parlé, et après eux, les autres délégations ont apporté leur assentiment. Ainsi le délégué de la Prusse fit connaître que son pays était satisfait de l'étalon argent, mais accepterait de signer une convention sur la base de l'étalon or (16). Or, il était désirable, constatait le baron de Hock peu de jours après la clôture des travaux, que « la question de l'étalon eût été plus approfondie dans la conférence générale où elle a été résolue à l'unanimité presque sans discussion » (17).

De même au lendemain de la conférence, les pouvoirs publics ont été animés par le souci de trouver les meilleurs moyens de réaliser l'unification monétaire internationale. Ce fut l'objet principal des délibérations de la commission de 1868. Les orateurs monométallistes invoquant dans son sein le vote de la Conférence, déclarèrent que l'unification prendrait forme sur la seule base de l'or et conclurent que la France devait être en état de passer des accords par voie diplomatique en adoptant au préalable l'étalon or.

Par conséquent, après 1867, comme au moment de la Conférence, des considérations d'ordre politique sont venues

(16) Procès-verbaux, p. 38.

(17) Procès-verbaux des négociations entre l'Autriche et la France, p. 34.

s'ajouter aux raisons invoquées en faveur du monométallisme, et ont contribué, pour partie, au succès de la doctrine.

Inversement, si l'on retire du débat le but de l'unification monétaire, on s'aperçoit que le bimétallisme a conservé jusqu'en 1870 une force qui équilibre à peu près, et peut-être dépasse, celle du monométallisme-or.

Le système français a été soutenu à l'aide d'arguments de deux sortes. Les uns se rapportent aux habitudes prises et à l'expérience ; les autres s'élèvent aux principes et tendent à la justification scientifique du bimétallisme.

Nous n'examinerons que les premiers dans cette section.

Le double étalon a été utile dans le passé et continue à l'être dans le présent. Il fournit à la fois l'or et l'argent dans chaque pays et une circulation plus large dans le monde. Il permet d'assurer les relations de change entre les pays à monnaies d'argent et les pays à monnaies d'or et d'entretenir un commerce suivi avec les uns et avec les autres. Il détermine des mouvements d'importation et d'exportation, mais ceux-ci n'ont pas d'inconvénients. « Sans doute les deux métaux ne sont pas toujours dans une même mesure à notre disposition : habituellement il y en a un qui est plus abondant que l'autre ; mais aucun d'eux ne disparaît complètement, et dès lors on peut toujours trouver celui dont on a besoin » (18). De plus, l'étranger qui puise dans la circulation le métal apprécié paie une prime ; l'opération est donc fructueuse pour le pays à double étalon.

Enfin, la démonétisation de l'argent aurait pour effet d'augmenter le pouvoir d'achat de l'or et de ruiner les débiteurs et l'Etat.

(18) Procès-verbaux de la commission de 1868. Déposition du baron Alphonse de Rothschild, p. 118.

Le baron Alphonse de Rothschild, déposant devant la commission de 1868, résumait ces considérations dans les termes suivants : « Je regretterai la démonétisation de l'argent à la fois au point de vue, et de la circulation intérieure, et des relations commerciales du pays avec l'étranger, et des éventualités toujours incertaines de l'avenir ; mais je la regretterais encore plus vivement, si cet exemple devait entraîner les autres peuples dans la même voie, car cette suppression équivaldrait alors à une véritable destruction de valeur sans aucune compensation, et qui se traduirait par la hausse de tous les objets de consommation, puisque la quantité d'or qui prendrait la place de l'argent démonétisé aurait, dans tous les cas, été produite et serait venue s'ajouter au stock métallique du monde » (19).

Le double étalon est un système favorable à la banque d'émission. La Banque de France a trouvé avantage, surtout dans les périodes de crise, à posséder une encaisse composée d'argent et d'or ; l'encaisse-argent est facile à maintenir, car on ne retire pas une même somme aussi vite si elle est d'argent que si elle était d'or ; de plus, l'argent est une monnaie peu portative et ses détenteurs éprouvent le besoin de s'en séparer et de la confier à la Banque. Celle-ci, qui a la faculté de payer en or ou en argent, peut user de son stock d'écus et ménager l'or. L'industrie et le commerce ont le bénéfice, en définitive, d'un taux d'escompte plus constant que ne le permettrait une encaisse composée exclusivement d'or ou d'argent. Ces mérites ont été soulignés avec force, au cours des travaux de la commission de 1868, par le gouverneur de la Banque de France et un des régents.

---

(19). Procès-verbaux, p. 118.

TROISIÈME SECTION

**Le bimétallisme scientifique (Wolowski)**

---

Wolowski, professeur au Conservatoire des Arts et Métiers et fondateur du Crédit Foncier en France, n'était pas convaincu par la démonstration fournie par les économistes, à la suite de Locke, à l'appui du monométallisme. Il s'était attaché dans son enseignement, depuis 1853 (20), à élucider le problème et à lui apporter une solution « véritablement scientifique » (21).

Le monométallisme suppose que l'étalon de la valeur est invariable au même degré que les étalons du système métrique et correspond à un poids fixe d'or ou d'argent comme le mètre correspond à une longueur déterminée, la dix millionième partie du quart du méridien terrestre.

Position fausse, rétorque Wolowski, car il n'existe pas d'étalon de la valeur à proprement parler. L'or, ni l'argent, ne constituent des termes fixes, et les prix ne sont autre chose que le rapport de valeur qui existe entre deux termes également *variables*. Les expressions « étalon unique » et « double étalon » sont l'une et l'autre inexactes et devraient être abandonnées. C'est pourquoi Henri Cernuschi, pour mettre fin à l'équivoque, a créé, en 1869, les mots infiniment plus justes de « *monométallisme* » et de « *bimétallisme* ».

Ni l'or, ni l'argent, pas plus que l'or et l'argent réunis, n'ont une valeur arrêtée. Qu'est-ce donc que la mesure fixe invoquée par le monométallisme ? C'est une fixité purement *matérielle* (22), poids d'or ou poids d'argent. Or,

(20) Wolowski. « L'or et l'argent ». Paris, Guillaumin, 1870, p. XXV.

(21) *Ibid.*, Avant-Propos.

(22) *Ibid.*, p. 50.

nous sommes dans le domaine de la valeur et la seule question qui se pose est de savoir lequel des deux systèmes, le monométallisme ou le bimétallisme, offre la mesure la plus stable, ou, en d'autres termes, assure un niveau des prix aussi constant que possible.

S. de Sismondi avait posé ainsi le problème, mais son œuvre n'avait pas eu d'influence, sauf peut-être sur J.-B. Say qui admettait que la dépréciation d'un métal en augmentait la demande (23).

Wolowski, comme l'avait fait S. de Sismondi, répond que le bimétallisme fournit un instrument de mesure d'une valeur plus stable que ne peut le faire le monométallisme.

« On prétend que les changements sont plus grands quand on emploie deux métaux pour monnaie, au lieu d'un, car, dit-on, on subit alors les variations des deux métaux. On oublie que ces variations, au lieu de s'ajouter et de grossir en se cumulant, se modèrent au contraire et se compensent » (24). En effet, lorsque des variations intervenues dans la production et la demande des métaux précieux tendraient à faire tomber la valeur de l'or au-dessous du rapport de 15 1/2 et à provoquer un mouvement de hausse dans le prix des marchandises qu'il sert à évaluer, le maintien de cette valeur, et par là du niveau des prix, est obtenu au moyen de la possibilité d'échanger et de l'échange effectif de l'or contre de l'argent, au taux légal de 15 1/2, dans les pays à système bimétallique.

Inversement une opération identique interviendra, pour soutenir, en cas de besoin, la valeur de l'argent.

Nous nous trouvons en présence d'un *mécanisme de compensation* par l'effet duquel les variations dans la va-

(23) « Cours complet d'Economie Politique pratique », 1832 (passage susvisé, T. II, p. 95).

(24) Wolowski, op. cit., p. 49.

leur des métaux précieux, au lieu de suivre librement leur cours comme elles le feraient s'il n'existait pas de système bimétallique, sont étroitement limitées et constamment ramenées vers un centre.

La valeur des métaux précieux est susceptible de varier par rapport aux marchandises, mais le mécanisme de compensation fait que le mouvement est plus lent, plus continu et moins affirmé puisqu'il doit ébranler à la fois les masses réunies et solidaires de l'or et de l'argent et non une seule d'entre elles. Après 1850, l'argent a servi de parachute à l'or et la hausse des prix a été, au total, moins sensible que si aucun lien n'avait existé entre les deux métaux.

Le monométallisme soutient donc une théorie erronée, et méconnaît le fonctionnement exact du système bimétallique.

Dans l'ordre des faits, sous la forme du monométallisme-or généralisé, il conduirait à une situation d'une gravité extrême. « A-t-on calculé l'effet que produirait sur les prix, sur les engagements de toute sorte, la mise hors la loi monétaire de l'un des deux métaux, alors que, réunis, ils suffisent à peine à remplir le rôle qu'ils accomplissent dans les relations sociales ? La suppression de l'argent amènerait une révolution véritable ; l'or, appelé à régir seul le marché universel, augmenterait de valeur dans une progression rapide et constante, qui porterait atteinte à la foi des contrats, et qui aggraverait la situation de tous les débiteurs à commencer par l'Etat » (25).

Il y a lieu de conserver, pour la sauvegarde du monde, le système bimétallique, et d'en faire, puisque l'on tend à l'unification monétaire, la base d'une Convention monétaire plus large que celle du 23 décembre 1865. En dehors de cette Union monétaire, il y aura place pour des systèmes

(25) Op. cit., p. 29.

monométalliques et le mécanisme de compensation maintiendra l'équilibre entre les différents régimes (26).

Reste l'argument suivant lequel la France pâtirait du rôle que lui assigne son système monétaire. Il n'en est pas ainsi, déclare Wolowski, car les étrangers lui paient ses services en versant une prime. De plus, si le métal en baisse domine toujours dans la circulation et agit, dans une mesure au reste à peine perceptible, sur le niveau des prix en faveur des débiteurs, le public y gagne un numéraire abondant et s'accommode fort bien d'un phénomène qui présente la qualité d'être ordonné et de même sens. « Une montre qui retarde régulièrement de quelques minutes toutes les semaines est meilleure que celle dont le mouvement est tantôt trop accéléré et tantôt trop lent » (27).

#### RETENTISSEMENT DE LA THÉORIE DE WOLOWSKI.

La théorie du mécanisme de compensation et ses conséquences ont appelé l'attention des économistes et reçu l'adhésion de quelques-uns.

En France, Courcelle-Seneuil, Léon Say et Paul Leroy-Beaulieu les ont admises (28) ; au contraire les bimétallistes de tradition semblent n'avoir pas vu l'intérêt qu'offrait l'analyse de Wolowski et ne l'ont pas utilisée (29).

(26) Op. cit., p. 42. Les bimétallistes de l'école traditionnelle, dont nous avons examiné les idées à la section précédente, étaient adversaires, en principe, des unions monétaires. (Procès-verbaux de la commission de 1868, p. 53 et suiv.).

(27) Op. cit., p. 230.

(28) Op. cit., p. 70. Michel Chevalier admettait que, pour un temps, le système bimétallique servait de « parachute » au métal en baisse.

(29) Dans le sein de la Commission de 1868, Wolowski a demandé un vote sur la question des effets du système bimétallique sur la stabilité des prix ; Wolowski s'est trouvé seul à soutenir son opinion, et tous les commissaires sauf trois abstentions ont voté contre.

Les économistes allemands, dans leur majorité, adoptèrent le point de vue nouveau, et soulignèrent le fait que la mise en pratique des principes posés par la Conférence de 1867 aboutirait à la hausse du pouvoir d'achat de l'or (30).

En Angleterre, Seyd se prononça dans le même sens (31), et Stanley Jevons écrivit à Wolowski : « En statuant que les paiements peuvent s'effectuer en or ou en argent d'après un taux légal, la loi de l'an XI, comme j'envisage maintenant cette matière, doit avoir pour effet de prévenir les fluctuations extrêmes du taux des deux métaux. C'est comme si l'on pratiquait une communication entre deux réservoirs qui arrivent à maintenir un niveau moyen, au lieu de monter et de descendre indépendamment l'un de l'autre » (32). Cependant l'économiste anglais affirmait sa croyance en une augmentation rapide des approvisionnements en or et se prononçait pour l'extension graduelle du monométallisme-or.

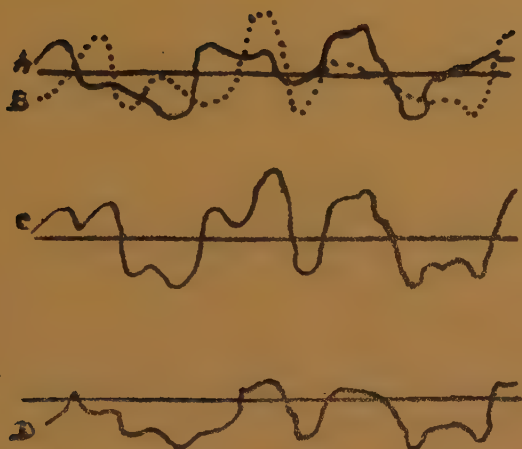
Par la suite, dans son livre sur « La monnaie et le mécanisme de l'échange » (33), Stanley Jevons a défendu de nouveau la théorie de la compensation et a contribué à la faire comprendre en démontrant par la figure et l'explication suivantes que le prix des marchandises ne suit pas les écarts les plus prononcés dans la valeur relative des deux métaux.

(30) Op. cit., p. 59.

(31) « On Bullion and foreing exchanges », 1868.

(32) Wolowski, op. cit., p. 63.

(33) Traduction de 1877. Nous empruntons le graphique à l'Appendice de « L'Economie Politique », de Stanley Jevons, 11<sup>e</sup> éd., 1913, Alcan.



Les lignes A et B représentent respectivement les variations de la valeur de l'or et de l'argent par rapport aux marchandises. En superposant et en combinant les deux courbes, la ligne C représente les fluctuations extrêmes des métaux ; or, le niveau des prix, étant déterminé par le métal dont la valeur est en baisse, doit être représenté par la courbe D dont les oscillations sont à la fois les plus fréquentes et les moins amples.

L'examen des courbes C et D permet de se rendre compte que, contrairement aux affirmations de ses adversaires, le système bimétallique fournit l'étalon dont les variations sont contenues dans les limites les plus étroites. Mais cette qualité certaine ne suffit pas, à elle seule, à lui donner la supériorité, et Stanley Jevons, malgré sa démonstration, conservait une préférence marquée pour l'étalon or. Il la fondait à la fois sur les mérites particuliers de l'or et sur les inconvénients pour un pays de posséder une circulation dont l'élément principal est tantôt d'argent, tantôt d'or.

## CONCLUSION

Le trait d'opposition le plus général entre le bimétallisme et le monométallisme apparaît être, à travers les discussions qui précèdent, une attitude différente à l'égard du rôle et du volume du numéraire. Pour le monométallisme, la monnaie est avant tout la mesure des valeurs et sa quantité est en elle-même indifférente à l'économie ; au contraire, pour le bimétallisme, elle est davantage l'intermédiaire des échanges et remplit d'autant mieux sa fonction qu'elle est plus abondante.

Le bimétallisme, sans écarter le bimétallisme scientifique (34), demeure au XIX<sup>e</sup> siècle, comme aux siècles précédents, dans le cadre d'une théorie plus large, la théorie métalliste, qui s'attache à montrer les avantages des métaux précieux et prône leur possession.

Or, cette théorie, dans une mesure importante, est vraie et la position des bimétallistes est solide quand ils reprochent à leurs adversaires, aux alentours de 1870, de préconiser la généralisation immédiate de l'étalon-or, sans avoir étudié l'incidence possible de cette mesure. De fait, les monométallistes ont mené leur campagne et mis en relief les mérites de l'unité d'étalon, en s'appuyant sur le sentiment un peu vague de la suffisance de l'or. Ils ont obtenu le succès, notamment l'adhésion de la Conférence internationale de 1867, et préparé un mouvement législatif peut-être prématuré (35).

(34) Emile de Laveleye. « La question de l'or en Belgique », 1860, p. 52 ; Wolowski se réclame de « l'école métallique qu'on a voulu honnir et prescrire ». (Compte-rendu du congrès d'Amsterdam, Maurin Nahuys, « Etat de la question de l'uniformité des monnaies, des poids et des mesures », 1865, p. 63).

(35) Après 1867, le sentiment en Allemagne a été que la France se disposait à passer à l'étalon-or et qu'il convenait de démonétiser l'argent pour éviter de devenir le réservoir

La France a été sensible par-dessus tout à l'unification monétaire des peuples et au prestige de l'action à mener dans ce sens. Il lui revenait plutôt, sans négliger ce rôle ni le compromettre, par suite de sa longue expérience bimétalliste comme par son influence sur les nations qui pratiquaient un système identique au sien, de poser le problème économique et d'insister sur les difficultés de sa solution.

---

d'un métal qui perdrait de sa valeur (Wolowski, *op. cit.*, p. 66 et suiv.) ; au lendemain de la Conférence, la Suède et la Norvège entreprennent la réforme immédiate de leur système monétaire (étalon argent) dans le sens du monométallisme-or.



## LIVRE IV

---

# LE BIMÉTALLISME INTERNATIONAL

---

## CHAPITRE PREMIER

---

### MÉCANISME D'EXTENSION ET DE CONSOLIDATION DE L'ÉTALON-OR

---

A partir de 1873, on voit la valeur relative de l'or et de l'argent s'écarter du rapport de 15 1/2, et s'exprimer en des chiffres de plus en plus élevés (1).

Le phénomène s'est produit sous l'influence de quatre facteurs distincts.

1) LÉGISLATION. Le succès rencontré par la doctrine du monométallisme-or, de 1860 à 1870, a entraîné sa mise en pratique.

*L'Allemagne*, par lois des 4 décembre 1871 et 9 juillet 1873, est passée à l'étalon or, parce que ce régime paraissait,

(1) 1871 - 15,6 ; 1872 - 15,6 ; 1873 - 15,9 ; 1874 - 16,2 ; 1875 - 16,6 ;  
1876 - 17,9 ; 1877 - 17,2 ; 1878 - 17,9 ; 1879 - 18,4 ; 1880 - 18 ;  
1881 - 18,2 ; 1882 - 18,3 ; 1883 - 18,6 ; 1884 - 18,6 ; 1885 - 19,4 ;  
1886 - 20,8 ; 1887 - 21,1 ; 1888 - 22 ; 1889 - 21,1 ; 1890 - 19,8 ;  
1891 - 20,9 ; 1892 - 23,7 ; 1893 - 26,5 ; 1894 - 32,6 ; 1895 - 30,6 ;  
1896 - 30,7 ; 1897 - 34,2, etc...

en lui-même, supérieur (2), et permettait, sur une base nouvelle, d'atteindre plus facilement l'uniformité monétaire de l'Empire (3) ; aux *Etats-Unis*, l'Act du 12 février 1873 retranche le dollar d'argent de la liste des monnaies autorisées ; la *Suède*, la *Norvège* et le *Danemark* se réunissent en Union Monétaire (4) sur la base de l'étalon or. (Conventions des 18 décembre 1872, 27 mai 1873 et 16 octobre 1875) ; de peur de devenir le réservoir de l'argent démonétisé, la *Belgique*, la *France*, l'*Italie* et la *Suisse*, limitent (5), puis suspendent (6), la frappe des écus ; la *Hollande* suspend la frappe libre de l'argent (loi du 21 mai 1873), et introduit l'étalon or (lois des 6 juin 1875 et 10 mai 1876) ; la *Serbie* adopte le système de la loi du 7 germinal an XI, mais limite le pouvoir libératoire de la pièce de cinq dinars en argent. (Loi du 8 novembre 1873).

Ces mesures législatives ont rétréci les débouchés de l'argent et résolu le lien légal qui l'unissait à l'or.

2) PRODUCTION DE L'OR. La production de d'or est inférieure à celle de la période immédiatement antérieure. De

- (2) Bamberger, auteur principal de la réforme de 1871-1873, écrit : « Si l'Allemagne n'avait pas saisi à cette époque l'occasion qui ne se fut jamais représentée, de débarrasser son système monétaire de l'argent, la France et ses alliés auraient été heureux de lui imposer autant d'argent que possible et de passer à l'étalon d'or ». (*Le Métal-Argent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*. Traduction R.-G. Lévy, Paris, 1894).
- (3) Au moment de sa réforme, l'Allemagne possédait 17 espèces de monnaies d'or et 66 de monnaies d'argent. (Jules Mallow, *Notice Historique sur la Réforme Monétaire en Allemagne*. Bruxelles, 1879).
- (4) Paul Calon. « La Convention Monétaire scandinave ». *Journal des Economistes*, 1873, p. 484.
- (5) Ministère des Affaires Etrangères, Procès-verbaux de la Conférence Monétaire entre la Belgique, la France, l'Italie et la Suisse. 1874 ; 1875. Procès-verbaux de la Conférence Monétaire entre la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, 1876.
- (6) Procès-verbaux de la Conférence Monétaire entre la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse en 1878.

3.900.000 kilogs pour les années de 1851-1870, elle tombe à 3.300.000 kilogs pour les vingt années qui suivent (1871-1890).

3) PRODUCTION DE L'ARGENT. En revanche, la production de l'argent passe de 21.000.000 kgs (1851-1870) à 53.000.000 kgs (1871-1890).

4) DEMANDE DE L'INDE. De 1860 à 1870, l'excédent d'importation d'argent dans l'Inde était de 969 millions de roupies contre 495 millions de 1870 à 1880 (7).

Tous ces faits ont agi dans le même sens, mais la fermeture des Hôtels des Monnaies à l'argent, dans les pays à système bimétallique, a eu une efficacité particulière, car elle a aboli la parité de 15 1/2 avec l'or et abandonné le cours du métal aux variations de l'offre et de la demande. La valeur de l'argent s'est effritée avec une rapidité inconnue et est tombée à des niveaux de plus en plus bas. Par là, elle a mis en action *un mécanisme d'extension et de consolidation de l'étalon or*. En effet, la dépréciation du métal a pour correspondance une dépréciation égale de la circulation monétaire des pays à étalon d'argent, dont la situation, dans ces moments, présente des traits communs avec celle des pays à papier-monnaie.

Dans l'un et l'autre cas, l'on constate la hausse et l'instabilité des changes, puis, avec un décalage dans le temps, la hausse des prix intérieurs. Mais la similitude n'est pas parfaite parce que, dans l'hypothèse d'une circulation de papier-monnaie, les prix intérieurs décrivent en définitive une courbe identique à celle des changes au lieu

(7) Cette réduction s'explique par la part de plus en plus grande attribuée, dans la couverture du solde du bilan commercial, aux mandats gouvernementaux (India Council Bills) émis par le Secrétaire d'Etat pour les Indes. Les India Council Bills se rapportaient notamment aux intérêts des emprunts contractés par l'Inde, sur le marché anglais, de 1856 à 1866, pour la construction de chemins de fer.

que, dans l'hypothèse d'une circulation d'argent, la courbe des prix ne suit, ni dans sa vitesse, ni dans son ampleur, celle des changes. Il en est ainsi parce que la hausse des prix intérieurs a lieu sous l'influence de l'augmentation, effective ou escomptée, des unités monétaires. Or, dans la première situation, l'augmentation n'a pas d'autre limite que les besoins financiers et peut atteindre des proportions démesurées tandis que, dans la seconde situation, l'accroissement de la quantité de monnaies d'argent s'effectue à travers la balance des comptes, comme règlement de cette balance, et trouve un frein et une limite dans les moyens de rétorsion, notamment les mesures douanières, employés par les pays qui ont à pâtir de la prime du change dont bénéficient les nations à circulation d'argent déprécié. Ainsi se trouve expliquée la disparité que l'on observe, dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, entre le change et les prix dans les pays à étalon d'argent, plus particulièrement en Extrême-Orient. Si nous prenons l'exemple de l'Inde, nous voyons que les producteurs d'argent avaient la faculté de transformer en roupies les stocks qu'ils détenaient, mais, à moins d'en utiliser le pouvoir d'achat dans l'Inde même et de faire intervenir par conséquent la balance des comptes, ils n'avaient pas plus d'intérêt à effectuer cette transformation qu'à procéder à une vente directe sur le marché puisque le cours de la roupie n'était pas autre chose que le cours de l'argent.

A ce point de vue, les pays à circulation d'argent déprécié ne ressentent pas aussi vivement que les pays à papier-monnaie l'inconvénient de la hausse des prix, mais, à un autre point de vue, leur situation est plus grave.

Les pays à papier-monnaie peuvent peser sur les événements et renouer un change stable sur la base de l'or, en mettant en œuvre des moyens appropriés, parmi lesquels l'équilibre budgétaire ; au contraire, les pays à circulation

d'argent déprécié doivent subir les fluctuations de cours du métal et n'ont aucun moyen de retrouver la stabilité de leurs changes.

La gravité de cette situation explique que, pour y échapper, un grand nombre d'Etats aient abandonné l'argent dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle et passé, ou tenté de passer, à l'étalon or ; mais, par cette action, ils ont précipité la dépréciation de l'argent et rendu plus urgente la généralisation du monométallisme-or.

La dépréciation de l'argent a donc joué *comme mécanisme d'extension* de l'étalon or : après la limitation et la suspension de la frappe de l'argent par l'Union Latine, qui elle-même a pris ces mesures par crainte des effets des nouvelles lois de l'Allemagne, *la réforme des différents Etats doit s'effectuer dans un sens unique, celui de l'étalon or*. Désormais, là est la seule voie ouverte à la stabilité du change, puisqu'en dehors d'elle il n'y a plus que des circulations d'argent déprécié ou de papier-monnaie.

En résumé, nous rencontrons dans les années 1871 et 1873, un événement fortuit, bien que rendu explicable en grande partie par les progrès de la doctrine de monométallisme-or : la réforme allemande. Cette réforme entraîne à sa suite une série d'événements nécessaires, un passage général à l'étalon or qui s'étend sur les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle et les premières années du XX<sup>e</sup>.

Le mécanisme d'extension qui déroule ses conséquences après 1873 a un autre aspect, peut être plus instructif et plus riche de portée : il est *un mécanisme de consolidation* de l'étalon-or. Une fois le mécanisme d'extension mis en marche, il n'est plus possible à un pays de faire séparément des autres un retour en arrière et de conférer à l'argent des attributs monétaires complets, car cette mesure ne suffirait pas à renverser le mouvement et à donner au métal argent sa valeur ancienne et sa stabilité. L'effort

s'avèrerait inutile, après avoir bouleversé la circulation et le change de l'Etat qui l'aurait tenté. L'exemple le plus remarquable de consolidation de l'étalon or est fourni par les Etats-Unis qui, après avoir reconnu les inconvénients de l'abandon général de l'argent, ont pensé revenir au système bimétallique. Le 5 novembre 1877, la Chambre des Représentants adoptait un bill tendant à la frappe illimitée du dollar d'argent. Mais, après discussion au Sénat, la frappe fut réservée à l'Etat (Bland Bill du 28 février 1878), « parce qu'en pareille matière, il serait dangereux à un Etat d'agir isolément » (8).

Or, l'extension de l'étalon or et la dépréciation de l'argent vont de pair, dans la vie économique, avec de graves difficultés. D'abord, par suite de l'instabilité des changes, les relations avec les pays qui ont conservé une circulation d'argent donnent lieu à des mécomptes de part et d'autre ; puis, pour un grand nombre d'économistes, l'or ne suffit pas aux besoins monétaires du monde et est à l'origine du mouvement de baisse des prix qui commence en 1873. Mais comment faire, si le courant naturel des choses est agencé de telle manière qu'une nation ne puisse pas prendre un sens différent ? Il existe un seul moyen d'interrompre le jeu du mécanisme d'extension et de consolidation de l'étalon or : *les nations, tout au moins les plus grandes, doivent s'entendre pour instituer sur leur territoire, au même moment et avec un rapport identique, le système bimétallique.* De cette manière, la valeur de l'argent retrouvera instantanément son ancien niveau et sa stabilité, sans risques pour les Etats contractants. L'identité de rapport rendra inutiles les opérations d'échange de l'or contre de l'argent ou de l'argent contre de l'or, ainsi

(8) Procès-verbaux de la Conférence Monétaire Internationale de 1878. Intervention du délégué américain Groesbeck, p. 37.

que Newton en avait fait la remarque au début du XVIII<sup>e</sup> siècle ; il restera quelques nations en dehors de l'Union, mais l'action compensatrice du double étalon s'exercera mieux encore qu'elle ne le faisait avant 1873 puisque tous les grands Etats coopèreront dans ce sens. Telle est *la théorie du bimétallisme international*.

La découverte en a été attribuée à Newton (9), mais, comme nous l'avons montré, il est plus exact de voir dans l'illustre savant un praticien du bimétallisme de son époque.

L'américain Charles Moran (10), en 1864, émettait l'idée de passer une convention internationale en vue d'instituer un rapport commun entre l'or et l'argent. A son tour, J.-B. Dumas déclarait, au cours des travaux de la Commission monétaire française de 1868, que « si les peuples civilisés s'entendaient pour établir un rapport identique, il faudrait des siècles pour y produire un changement notable » (11). Enfin, dans un discours de 1869, Mees, président de la Banque Néerlandaise, critiquait l'application sur un territoire restreint du système bimétallique et lui opposait « le double étalon universel », propre à régir le rapport de valeur entre l'or et l'argent (12).

Ces idées sont intéressantes et honorent les hommes qui les ont développées. Elles ne fournissent pas, cependant, la source réelle de ce que l'on appelle le « bimétallisme international » et la preuve en est qu'elles n'ont éveillé aucun écho au moment où elles ont été émises.

(9) Emile de Laveleye. « La monnaie et le bimétallisme international », 2<sup>e</sup> éd., 1891, p. 276-277. « La loi de Newton paralyse la loi de Gresham ».

(10) « Money », 1864.

(11) Procès-verbaux de la Commission de 1868, p. 24-25.

(12) Conférence Internationale de 1892. Procès-verbaux, p. 251. Intervention du délégué hollandais Van den Berg.

Le bimétallisme international apparaît, après 1873, lorsqu'on s'aperçoit qu'il est le seul moyen susceptible de répondre au mouvement d'extension de l'étalon-or. Il est soutenu avec le plus d'éclat par Cernuschi, E. de Laveleye, Dana Horton, mais cette défense brillante ne doit pas faire oublier que le bimétallisme international devient, par une sorte d'éclosion subite, la formule courante et unique du bimétallisme.

---

## CHAPITRE II

---

### LA CONFÉRENCE MONÉTAIRE INTERNATIONALE DE 1878

---

Une conférence monétaire internationale se réunit à Paris le 10 août 1878, sur l'invitation des Etats-Unis. En effet, une commission d'enquête américaine avait conclu au mois de mars 1877 que la baisse de l'argent était due, non à des causes naturelles, mais à des faits législatifs et que, dès lors, il convenait d'en chercher les remèdes dans une convention internationale fixant un rapport commun. Le Bland Bill du 28 février 1878 avait suivi ces conclusions et institué le double étalon, avec le rapport de 1 à 16, mais en réservant la frappe à l'Etat et en limitant l'achat d'argent à 2 millions de dollars par mois au moins et 4 millions au plus. Il s'agissait là d'une mesure provisoire, en attendant que le Président des Etats-Unis ait réuni une Conférence internationale pour l'établissement d'un rapport fixe entre les valeurs des monnaies d'or et d'argent.

Les nations sollicitées avaient accepté, à l'exception de l'Allemagne, l'invitation qui leur était faite et douze Etats se trouvaient représentés à la Conférence (1).

Quels sont les motifs exacts de l'initiative prise par les Etats-Unis en 1878 et dans les années qui suivent ? On a invoqué l'intérêt des propriétaires de mines américains,

(1) Autriche-Hongrie, Belgique, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Pays-Bas, Russie, Suède, Norvège et Suisse.

mais les Etats-Unis ont repoussé cette affirmation avec persévérance et rappelé que le peuple américain était composé d'agriculteurs bien plus que de mineurs (2). Leur seul intérêt était de pouvoir entretenir un commerce plus abondant avec le monde (3).

Il n'y a pas de raison de mettre en doute ces paroles et l'on peut croire que ce sont des sentiments généraux qui ont animé la politique suivie. Toutefois, la baisse des prix pesait davantage sur un pays qui avait emprunté énormément de 1867 à 1874, et explique, en grande partie, la préférence accordée au système bimétallique.

Trois attitudes distinctes se sont affirmées au cours des travaux de la Conférence.

1) LE MONOMÉTALLISME RADICAL. Il est soutenu par les représentants de la Belgique, de la Suède et de la Norvège, de la Suisse et de la Russie. Pour cette opinion, la dépréciation de l'argent est un fait définitif et signifie que ce métal doit être réservé aux emplois industriels et aux transactions des peuples arriérés ou stationnaires.

Une convention internationale n'aurait pas le pouvoir de s'opposer à l'évolution des nations civilisées vers l'or, car, même si l'on arrivait à réunir le consentement des grands Etats, le rapport de valeur entre l'or et l'argent subirait les variations de la production.

Il se produirait des mouvements d'exportation et d'importation avec les pays restés en dehors de l'Union (4), et l'argent finirait par dominer la circulation.

2) L'ATTITUDE EXPECTANTE. C'est celle de la France et de l'Angleterre.

(2) Procès-verbaux de la Commission de 1881, p. 236 et suiv.  
La production de l'argent des Etats-Unis représente 0,04 % de la production nationale totale du pays.

(3) *Ibid.*, p. 312 et suiv.

(4) *Ibid.*, p. 39 et suiv.

Lors des Conférences de l'Union Latine de 1874, 1875 et 1876, la *France* avait affirmé avec force que le système de la loi du 7 germinal an XI demeurerait intangible. « En France, rien n'autorise à croire que l'opinion publique soit favorable à un changement du régime monétaire actuel. A coup sûr, son maintien dans le passé et jusqu'à ce jour ne saurait être regretté » (5).

En 1878, au moment où s'ouvre la Conférence Internationale, l'espoir subsiste de reprendre dans l'avenir le fonctionnement normal du système bimétallique, en dehors d'une convention internationale. Aussi Léon Say déclare que le gouvernement différera sa décision définitive, « tant que les causes de la baisse de l'argent n'aient pas pu être exactement reconnues et mesurées, et notamment jusqu'à ce que l'Allemagne ait achevé d'écouler son stock de métal argent » (6).

L'avis de la France est donc que la proposition des Etats-Unis est prématurée, mais que, toutefois, elle fournit l'occasion de prendre l'engagement mutuel d'éviter toute disposition susceptible de contribuer à la baisse de l'argent.

*L'Angleterre* ne songe pas à abandonner le monométallisme-or, mais elle se préoccupe de ses relations avec le pays à étalon argent, en particulier de l'Inde (7). Son délégué Goschen signale à la Conférence qu'elle peut agir favorablement sur les cours du métal en mettant en relief cette idée que les deux métaux ont un rôle monétaire à jouer et que les peuples doivent s'abstenir de substituer partout l'un à l'autre.

Pour Goschen, le bimétallisme international et l'étalon

(5) Procès-verbaux de la Conférence de 1875, p. 60. Déclaration du Directeur du Mouvement général des Fonds.

(6) Procès-verbaux de la Conférence de 1878, p. 76-77.

(7) Report from the select committee on depreciation of silver, 1876.

or universel, sont également utopiques (8). Le premier se heurte à des difficultés pratiques insurmontables et le second entraîne la hausse de la valeur de l'or.

3) LE BIMÉTALLISME INTERNATIONAL. Son adoption immédiate est préconisée par les Etats-Unis, l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

Les théoriciens du bimétallisme ont répandu cette idée que la dépréciation de l'argent est née, d'abord de la rupture du rapport légal (9), puis, d'une réduction des débouchés. La solution logique est donc que les grandes nations s'entendent pour recréer un rapport fixe entre la valeur de l'or et celle de l'argent. Cet accord est rendu nécessaire par l'instabilité des changes et la baisse des prix qui ont suivi la démonétisation du métal blanc, et aura une pleine efficacité parce que, comme le montre le passé, la loi a une action souveraine (10). De plus, les variations de la production seront d'autant mieux amorties que la masse des métaux précieux sera plus grande et que la fonction de compensation s'exercera sur un territoire plus vaste.

(8) Procès-verbaux, p. 73.

(9) M. Nogaro écrit (« La Monnaie et les phénomènes monétaires contemporains », 1924, chap. III) que la baisse de la valeur de l'argent s'est produite, non comme le soutenaient les bimétallistes, par suite d'une réduction des débouchés, mais parce que « l'ancienne limite minimum provenant de l'admission à la frappe libre dans les pays à double étalon avait disparu ». En réalité, les bimétallistes avaient un sentiment très net de ce dernier phénomène. Cernuschi dit expressément (« La diplomatie monétaire en 1878 », 1878, p. 26-30) que des causes particulières (augmentation de la production, mise en adjudication à Londres de traites plus nombreuses sur l'Inde, diminution des débouchés monétaires) peuvent agir et abaisser le cours de l'argent, « parce que les monométallistes ont d'abord fait sauter la machine bimétallique dont l'emploi avait précisément pour effet de maintenir invariable la valeur relative des deux métaux, quels que fussent les vents et quelles que fussent les marées ».

(10) *Ibid.*, p. 147-148.

### LES RÉSULTATS DE LA CONFÉRENCE.

La Conférence prit fin le 29 août sur le vote d'une déclaration qui reconnaissait « nécessaire de maintenir dans le monde le rôle monétaire de l'argent aussi bien que celui de l'or », mais laissait le choix à chaque Etat ou groupe d'Etat « entre l'emploi de l'un ou de l'autre de ces deux métaux ou l'emploi simultané des deux » (11).

La déclaration était directement inspirée des opinions anglaises et françaises et, en même temps, tenait lieu de transaction entre le monométallisme-or et le bimétallisme international.

En réalité, elle n'avait aucune valeur pratique et ne fut d'aucun secours au métal argent. En particulier la Convention du 5 novembre 1878 entre la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse, fut passée sur la base de la suspension de la frappe de la pièce de 5 francs en argent. Le délégué de l'Italie avait montré qu'il y avait là une occasion de mettre en pratique les idées émises à la Conférence Internationale, mais il lui fut répondu par Léon Say que l'accroissement de la quantité des pièces de 5 francs aurait pour effet d'augmenter la proportion de l'argent dans l'encaisse de la Banque de France et de diminuer les réserves d'or. Or, depuis la dépréciation de l'argent, le taux de l'escompte était commandé par la situation de la seule encaisse or et toute réduction de celle-ci devenait onéreuse pour le commerce (12).

Les bimétallistes jugèrent les résultats de la Conférence comme un premier succès. Dans son livre « *La diplomatie monétaire en 1878* », paru au lendemain de la clôture des travaux, Henri Cernuschi écrit qu'après une campagne de

(11) *Ibid.*, p. 192-193.

(12) *Ibid.*, p. 40-41.

quatre années, le bimétallisme international ne rencontre qu'un adversaire important, l'Angleterre. Il convient donc de diriger tous les efforts de manière à convaincre ou à réduire ce dernier opposant. C'est contre lui qu'il faut répéter inlassablement le « delenda Carthago », car l'union entre la France, les Etats-Unis et l'Angleterre est seule capable de transformer l'argent de l'univers, y compris l'argent allemand, en or, « c'est-à-dire en monnaie valant exactement la monnaie d'or sur le pied de 15 1/2 ». L'Angleterre ne voudra peut-être pas signer le pacte bimétallique de plein gré, mais elle le signera certainement par la contrainte. Il suffit que les Etats-Unis abrogent le Bland Bill, que l'Autriche, la France et l'Italie, non seulement s'abstiennent de toute frappe, mais encore vendent une certaine quantité de leurs monnaies d'argent ; le cours de l'argent subira alors une baisse assez profonde pour ruiner l'Inde et le commerce anglo-indien, et l'Angleterre demandera à négocier sur la base du bimétallisme international (13).

De leur côté, les monométallistes constatent que rien ne vient freiner le mouvement vers l'or qui s'est déclenché depuis 1873. « On le voit, insensiblement l'étalon unique et spécialement l'étalon en or, cet étalon pour lequel ont voté presque à l'unanimité les membres d'une conférence monétaire ouverte à Paris en 1867, s'implante dans la plupart des pays d'Europe. C'est un heureux présage pour la réalisation finale de l'unité monétaire... » (14).

Ainsi, en dépit de la position d'attente observée par la France et l'Angleterre, le débat oppose directement le monométallisme-or au bimétallisme international.

---

(13) « La Diplomatie monétaire en 1878 », et « Les projets monétaires de M. Say », 1878. « Le bimétallisme en Angleterre », 1879.

(14) Emile Worms. « Exposé élémentaire de l'Economie Politique », 1880, p. 417.

### CHAPITRE III

---

## LA CONFÉRENCE MONÉTAIRE INTERNATIONALE DE 1881

---

La France a adopté la formule du bimétallisme international et, conjointement avec les Etats-Unis, a pris l'initiative de réunir une nouvelle conférence en vue d'« examiner et adopter, dans le but de les soumettre à l'acceptation des gouvernements représentés à cette conférence, un plan et un système pour l'établissement, au moyen d'une convention internationale, de l'usage de l'or et de l'argent comme monnaie bimétallique, suivant une valeur relative déterminée entre ces deux métaux ».

La présidence de la conférence fut déferée au Ministre des Finances de la France qui, lors de la séance inaugurale, prononça les paroles suivantes : « Nous espérons que, des discussions qui auront lieu dans cette assemblée, jaillira la lumière ; nous espérons qu'il sera démontré par les données de la théorie et par celle de l'expérience, que le bimétallisme international est le seul système qui puisse ramener la régularité monétaire dans toutes les parties du monde » (1).

En 1881, le gouvernement français a donc acquis la conviction que le mouvement vers l'or ne peut être renversé que par le recours à un moyen approprié, le bimétallisme international. La présence de Cernuschi parmi les membres de la délégation française est à cet égard significative.

(1) Procès-verbaux. T. I, p. 11.

Les problèmes posés par la question de l'étalon monétaire ont été mieux étudiés en 1881 qu'en 1878 et, notamment, la question de la baisse des prix, que les monométallistes avaient esquivée en 1878, a dû être abordée par eux.

Le premier fait que rencontrent bimétallistes et monométallistes est l'instabilité du change des pays à monnaie d'argent. Dans le commerce avec l'Inde, nul ne peut savoir à l'avance quel sera le prix en or, et cette incertitude gêne les transactions ; de plus le gouvernement de l'Inde a une dette envers l'Angleterre qui s'exprime en livres et grossit dans la mesure de la dépréciation de la roupie ; enfin, tous ceux qui ont thésaurisé en argent ont subi une perte de 20 % (2). En dehors de l'Inde, toutes les nations à circulation d'argent qui ont contracté des emprunts auprès des Etats à étalon or, ne peuvent se libérer qu'au prix d'un effort croissant qui devient, après un certain temps, insupportable.

Les inconvénients de cette situation ne sont douteux pour aucun de ses observateurs, mais les remèdes que l'on entrevoit varient, et les monométallistes pensent qu'il suffit de soutenir le cours de l'argent en multipliant ses usages, par exemple en étendant le domaine des monnaies divisionnaires (3).

Le second fait est la baisse des prix. Pour les bimétallistes, l'insuffisance de l'or en est la cause évidente, parce que l'on a assisté au passage d'un grand nombre de pays à l'étalon or, alors que les approvisionnements annuels diminuaient (4). Ces circonstances sont défavorables à l'activité générale, parce que l'élément moteur de la conduite

(2) Procès-verbaux. T. I, p. 255 et suiv. — Intervention de Sir Louis Mallet, Premier délégué des Indes Britanniques.

(3) *Ibid.*, T. I, p. 124 et suiv. ; T. II, p. 17 et suiv.

(4) *Ibid.*, T. II, p. 27 et suiv.

des hommes est l'espoir de recevoir plus qu'ils ne donnent, de rencontrer un prix de vente supérieur aux frais qu'ils ont engagés ; s'il advient que le mouvement des prix soit orienté vers la baisse, il devient difficile pour tous les entrepreneurs d'obtenir un prix de vente supérieur à leurs charges et la vie économique se ralentit et s'étiole, entre dans le « hard times » (5). Il en est ainsi depuis 1873, parce que, suivant l'image du prince de Bismarck, « la masse d'or en circulation dans le monde est comparable à la couverture trop étroite d'un lit occupé par deux personnes » (6). Or, si l'on ne passe pas une convention internationale, le mouvement vers l'or, par la force des choses, s'amplifiera et aggravera la situation : l'émission de papier-monnaie aux Etats-Unis de 1862 à 1864 et en Italie en 1866, avait eu pour effet d'économiser le métal jaune et d'accroître les effets de la découverte des mines de Californie et d'Australie, mais les Etats-Unis (7) se sont mis à transformer leur papier-monnaie, et l'Italie (8) se prépare à une opération analogue en émettant un emprunt extérieur payable, jusqu'à concurrence des deux tiers, en or. A leur suite, l'Inde (9) comme tous les pays restés à l'étalon argent, devra suivre le mouvement d'extension commencé en 1873. Il s'établira une lutte intense pour la possession du métal jaune devenu seule base métallique de la monnaie du monde, et l'équilibre sera atteint seulement à un niveau des prix très diminué.

Le pacte bimétallique, seul, aura la vertu de retourner le sens de ces phénomènes et, en mobilisant l'argent et en

(5) *Ibid.*, T. I, p. 296.

(6) *Ibid.*, T. I, p. 119.

(7) *Ibid.*, T. I, p. 296 et suiv.

(8) *Ibid.*, T. I, p. 293 et suiv. — « Mesures proposées pour l'abolition du cours forcé. Exposé des motifs et projet de loi », Rome, 1881.

(9) *Ibid.*, T. I, p. 255 et suiv.

recréant son ancien pouvoir d'achat, de redresser le mouvement des prix (10).

Que répondent les monométallistes ? A leur sens, ou du moins au sens de la majorité d'entre eux, la description qui est faite de la baisse des prix et de ses conséquences, pèche par le pessimisme, car il s'agit en réalité d'une réaction contre une hausse excessive (11) qui a des avantages pour une catégorie importante de personnes (12). Ce qu'il vaut mieux comparer, déclarent-ils, ce sont les avantages et les inconvénients respectifs de l'extension de l'étalon or et du bimétallisme international. Le premier, au prix d'inconvénients passagers, permet l'emploi général à la fois du plus commode des métaux précieux et du système monétaire le plus simple et le plus sûr ; au contraire le bimétallisme international, s'il était appliqué, encouragerait la production de l'argent et infesterait les circulations d'un métal incommode ; il déterminerait la hausse de tous les prix et provoquerait la fuite de l'or, lequel ferait prime et serait thésaurisé ou emporté dans les pays restés en dehors de l'Union bimétallique (13).

Dana Horton a rétorqué aux monométallistes qu'ils ne pouvaient pas employer en même temps l'argument de la surabondance de production des mines d'argent et celui de la hausse des prix, car si cette dernière se produisait, les profits de l'exploitation cesseraient et la production s'arrêterait.

Les défenseurs du bimétallisme n'acceptent pas davantage l'idée que ce système est, en lui-même, inférieur au monométallisme. Supposons, écrit Chapman, directeur des

(10) *Ibid.*, T. I, p. 148 et suiv.

(11) *Ibid.*, T. I, p. 220 et suiv.

(12) *Ibid.*, T. I, p. 264 et suiv.

(13) *Ibid.*, T. I, p. 39 et suiv.

finances indiennes (14), qu'un nouvel équilibre se soit établi, après les souffrances les plus vives, sur la seule base de l'or ; le système que l'on aura obtenu et qui sera fondé sur un seul métal, sera moins bon qu'un système fondé sur deux métaux, car, dans ce dernier cas, les fluctuations dans la production de l'or et de l'argent se compensent l'une l'autre, et s'amortissent sur une masse plus grande. Au point de vue de la commodité, la circulation bimétallique permet de faire usage d'un métal ou de l'autre, suivant l'importance des paiements à effectuer ». « Le monométallisme-argent, trop lourd ; le monométallisme-or, trop léger ; le monométallisme bimétallique (electrum), ni lourd ni léger » (15).

Enfin, les bimétallistes reprochent à leurs adversaires de méconnaître la nature de la monnaie et le rôle de la loi : l'existence d'un débouché illimité à taux fixe enlève aux métaux précieux leur qualité de marchandise et stabilise leur valeur relative. Dire qu'il est impossible de maintenir le rapport constant est une affirmation dans le genre de celles-ci : « il est impossible de tracer une ligne absolument droite », ou bien, « le monde ne contient pas deux choses absolument semblables » (16). *La monnaie est un moyen légal de paiement* : le législateur donne cours forcé aux métaux précieux et décide que les achats, les dettes, les impôts, peuvent être acquittés, soit en un poids d'or, soit en un poids d'argent. A cet égard le législateur est libre ; il peut décider que seul l'or, ou bien l'argent, a le pouvoir libératoire, et c'est le système monométallique ; ou décider

(14) « Memorandum on an international bimetallic standard measure of value ». Procès-verbaux de la Conférence, T. I, p. 170 et suiv.

(15) Henri Cernuschi, « M. Michel Chevalier et le bimétallisme », 1876, p. 127.

(16) Dana Horton. « La monnaie et la loi ». Procès-verbaux, T. I, p. 199 et suiv.

que l'or et l'argent ont l'un et l'autre cette qualité, et c'est le système bimétallique. Dans ce dernier cas, « par l'effet du cours forcé et de l'option légale, la puissance des deux métaux se maintient d'elle-même, à la proportion de 15 1/2 » (17), et rien ne peut l'ébranler. Cette identité indestructible se traduit pratiquement dans les termes de compte, franc, mark, dollar, qui représentent indifféremment un poids d'or ou d'argent, à une proportion fixe, et un pouvoir d'achat unique.

#### L'AGITATION BIMÉTALLISTE.

La controverse engagée à la Conférence n'eut pas de résultats parce que, dès l'ouverture, l'Allemagne et l'Angleterre avaient fait part de leur intention de ne pas s'engager dans une Union bimétallique ; comme le concours de ces deux Etats était indispensable, l'assemblée décida d'ajourner ses travaux au mois d'avril 1882 afin de laisser mûrir la question. En fait, il n'y eut pas de nouvelle Conférence avant 1892, mais dans l'intervalle, la question de l'étalon a fait l'objet de discussions passionnées (18).

(17) Cernuschi. « Anatomie de la Monnaie », 1886, p. 36-37.

(18) Le Touzé, « La question monétaire et les Conférences Internationales de 1881 » (monométalliste) ; Th. Mannequin, « Questions Monétaires », 1881 (monométalliste) ; Louis Pauliat, « La Conférence Monétaire de 1881 » (bimétalliste) ; Octave Noël, « La question de l'argent et les instruments du crédit dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle », 1882 (monométalliste) ; Stanley Jevons, « Investigation in currency and finance », 1884 (monométalliste) ; Costes, « Notes et tableaux pour servir à l'étude de la question monétaire », 1884 et « Institution Monétaire de la France », 1885 (bimétalliste) ; Cernuschi, « Le Monométallisme-bossu », 1885 ; « Anatomie de la Monnaie », 1886 ; Emile de Laveleye, « Le bimétallisme international », 1889 ; L. Bailly, « La Réforme Monétaire Universelle », 1890 (monométalliste) ; Alph. Allard, « Le change fossoyeur du libre-échange », 1890 (bimétalliste) ; Emile de Laveleye, « La Monnaie et le Bimétallisme International », 1891 ; G. M. Boissevain, « Le problème monétaire et sa solution », 1891 (bimétalliste).

Des ligues bimétallistes sont formées en Allemagne (1882), en France (Société des Agriculteurs, 1886), en Angleterre (1886) ; en Belgique, une ligue avait été formée dès 1876.

Un grand nombre d'économistes, principalement les économistes anglais, penchent vers la théorie du bimétallisme international. Parmi eux, l'on trouve Marshall, Edgeworth, Nicholson, Sidgwick, Ferraris, Pierson, de Laveleye.

Aux Etats-Unis, il existe un courant très vif dans le même sens. Il aboutit à une mesure qui, en soi, n'est pas bimétalliste, mais est un indice de la faveur dont la théorie et le métal blanc jouissent dans le pays : le Sherman Act du 14 juillet 1890 autorise le secrétaire du Trésor à acheter 4.500.000 onces d'argent par mois.

#### CONGRÈS MONÉTAIRE DE 1889.

Les bimétallistes et leurs adversaires se sont rencontrés à Paris, en 1889, dans un Congrès réuni sur l'initiative des premiers. Les uns et les autres ont repris les arguments qui avaient été invoqués lors des Conférences de 1878 et 1881 (19) sauf un point nouveau, le protectionnisme.

Selon l'opinion bimétalliste, les agriculteurs et les industriels d'Angleterre, d'Allemagne, de France, éprouvent une difficulté croissante à vendre leurs produits à raison de la concurrence qui leur est faite par les pays à papier-

Par ailleurs des auteurs recherchent une solution dans des systèmes autres que le bimétallisme et le monométallisme proprement dits : G. Boissonade, « Le bimétallisme corrigé dans le projet de Code Civil Japonais », 1883 ; Henry Chevassus, « L'étalon monétaire universel et la lutte de l'or et de l'argent », 1883 ; Léon Walras, « Monnaies d'or avec billon d'argent régulateur », 1884 ; et « Théorie de la Monnaie », 1886 ; Ch. Spitzer, « Projet de solution de la question monétaire », 1889 ; Boissonade, « Le bimétallisme moyen », 1891.

(19) « Congrès Monétaire International », Compte Rendu, Paris, 1890.

monnaie et à circulation d'argent déprécié : en effet, ceux-ci sont privés des moyens d'acheter à l'étranger, mais peuvent exporter grâce à l'écart qui existe entre le niveau de leurs prix intérieurs et celui du change. Ainsi, l'Inde n'est plus la cliente de l'Angleterre et possède maintenant des filatures et des fabriques ; de même, nous lui achetons du blé et nos agriculteurs ne peuvent trouver d'acquéreurs pour le leur (20). Les gouvernements se sont protégés par des barrières douanières, mais ces mesures de retorsion sont prises au détriment du commerce international. Il est préférable d'adopter le bimétallisme, car celui-ci doit avoir pour effet de faciliter la reprise des paiements en espèces par les pays à papier-monnaie et de placer l'argent à son ancien rang.

Il n'est pas douteux que cette dernière position a contribué à donner au bimétallisme un élan particulier, à un moment où de nombreuses classes, notamment la classe agricole, souffraient des effets de la baisse des prix ; elle explique l'ampleur et l'aspect réellement populaire pris par le mouvement bimétalliste pendant plusieurs années. Son succès peut être pesé assez exactement si l'on songe qu'en Angleterre une grande commission d'enquête monétaire, siégeant en 1887 et 1888, a eu six de ses membres, sur douze, qui se sont prononcés en sa faveur (21). On demeurerait loin, cependant, d'une application effective, et, en 1889, Emile de Laveleye pouvait écrire à un correspondant qu'il ne croyait pas à un triomphe très prochain du bimétallisme (22).

---

(20) Alph. Allard. « Le change fossoyeur du libre échange », Bruxelles, 1890.

(21) « Gold and Silver Commission ». 1887-1888, House of Commons, Sessional Papers, 1887, n° 12 ; 1888, n° 45.

(22) André Lamas. « La question monétaire de la République Argentine », p. 25-26.

## CHAPITRE IV

---

### LA CONFÉRENCE MONÉTAIRE INTERNATIONALE DE 1892 ET LA FIN DES CAMPAGNES BIMÉTALLISTES

---

De 1890 à 1896, les prix subissent une baisse très accentuée, une des plus fortes que l'on rencontre dans l'histoire économique, puis, à partir de 1897, ils se relèvent sans arrêt jusqu'en 1914. Parallèlement à ce mouvement l'on constate une recrudescence des campagnes bimétallistes, puis, dès que le redressement des prix s'est affirmé d'une manière sensible, leur effacement progressif. Il est donc facile de voir que le premier phénomène a déterminé le second, et lui a servi d'aliment ; mais, néanmoins, il ne suffit pas à expliquer l'échec final du bimétallisme international et d'autres causes seront à envisager.

#### I. — LES CAMPAGNES BIMÉTALLISTES.

En 1892, le gouvernement des Etats-Unis a pris l'initiative de convoquer une conférence internationale « pour rechercher en commun s'il existe un moyen d'atténuer, par un emploi plus général dans la circulation monétaire, les inconvénients sérieux dont souffrent, à des degrés divers, toutes les nations civilisées ». Seuls les Etats-Unis et l'Inde préconisent le passage au système bimétallique ; l'Angleterre et l'Allemagne y sont hostiles, et la France ne le conçoit que sous la forme d'une entente englobant tous les

grands pays et non quelques-uns d'entre eux seulement. Par contre, différents plans sont proposés en vue de soutenir et de stabiliser (1) le cours de l'argent.

Ouverte le 22 novembre, la conférence fut close le 17 décembre, sans avoir adopté ni le bimétallisme international, ni un plan pratique.

Cet échec a entraîné la suspension de la frappe libre de la roupie dans l'Inde (Act du 25 juin 1893), et l'abrogation du Sherman Act aux Etats-Unis (1<sup>er</sup> novembre 1893) ; mais il a servi de point de départ à une vive agitation en faveur du bimétallisme dans presque tous les pays.

En Allemagne, principalement en Prusse, la crise agricole et les difficultés de liquidation du stock de thalers, servent de plate-forme et suscitent un grand nombre de partisans (2) ; en France, un certain nombre d'associations agricoles forment en 1895 la « Ligue Nationale Bimétallique », qui est dirigée par Magnin, Méline, Loubet, Fougérol, Edmond Théry ; en Angleterre, l'action est menée à la fois au nom des industriels et des agriculteurs ; en Irlande, le poids des fermages et des hypothèques donne à la question un aspect politique (3) ; aux Etats-Unis, une fraction importante de l'opinion désire la frappe libre du dollar d'argent, en dehors de tout accord international, et Bryan, candidat aux élections présidentielles de 1896, demande que « l'on ne crucifie pas l'humanité sur une croix d'or ». Mac Kinley, élu président contre cette opinion ex-

- (1) Le plan le plus intéressant, celui de Alfred de Rothschild, prévoit l'achat de métal blanc par les Etats, jusqu'au moment où son cours atteindrait un chiffre convenu ; au-dessus de ce chiffre, les achats cesseraient de manière à en maintenir la stabilité. Procès-verbaux, p. 40 et suiv.
- (2) Cf. sur l'histoire des campagnes bimétallistes à cette époque, l'étude de René Lafarge dans les « Questions Monétaires Contemporaines », 1905, p. 357-440.
- (3) Mgr Walsh, archevêque de Dublin, « Bimétallisme et Monométallisme », 1894.

trême, avec un programme favorable au bimétallisme international, envoie en 1897 une mission en Europe, dirigée par le sénateur Wolcott, en vue de préparer la réunion d'une conférence internationale.

Les propositions américaines se heurtèrent au refus de l'Inde et de l'Angleterre et n'eurent pas de suite. Ce fut le signal d'un déclin rapide du mouvement bimétalliste ; dès les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, il ne rencontre plus qu'un écho très affaibli.

## II. — LES TRAITS PRINCIPAUX DE LA CONTROVERSE.

Le point central des préoccupations, au cours de cette dernière période, s'est rapporté à la concurrence qu'exerçaient les pays à papier-monnaie et à circulation d'argent, et contre laquelle le bimétallisme international a paru être un moyen de protection. La position d'Edmond Théry (4), d'abord monométalliste et passé au bimétallisme en considération de la crise agricole et industrielle traversée par la France, a été partagée par un grand nombre de personnalités françaises et étrangères, et indique assez bien la tendance dominante du moment.

Nous avons noté au chapitre précédent, à propos du Congrès Monétaire de 1889, l'apparition de cet aspect nouveau du débat. Il en est devenu en peu d'années le trait essentiel et il est assez facile de le relier aux faits qui avaient les premiers frappés l'attention.

En 1873, après la rupture du rapport de 15 1/2 et la baisse du cours de l'argent, la conséquence immédiatement perceptible a été l'instabilité du change entre pays à monnaie d'argent et pays à monnaie d'or et, par là, la diffi-

(4) « La question de l'argent en 1892 », 1892 ; « La question de l'argent aux Etats-Unis en 1893 », « La crise des changes », 1894 ; « Réfutation des objections présentées par le bimétallisme international », 1896.

culté, pour les uns, de déterminer un prix de vente rémunérateur et, pour les autres, d'acquitter leurs dettes.

En second lieu, les pays de la première catégorie ont éprouvé une difficulté croissante à s'approvisionner en biens et en services payables en or et ils ont dû graduellement y renoncer, tandis que les pays de la seconde catégorie gagnaient à importer des produits payables en argent. Il y a en définitive des changements sensibles dans les courants commerciaux, et l'Extrême-Orient, notamment, s'est suffi plus largement à lui-même ; mais il s'agit là d'une conséquence à long terme, devenant nette seulement après un laps de temps suffisamment long, qui a été d'une quinzaine d'années dans le cas particulier.

De même, l'or, une fois devenu étalon international après 1873, ne s'est pas révélé d'une quantité suffisante et a contraint un nombre de plus en plus grand de pays à vivre sous le régime du papier-monnaie (5).

Dans les deux cas, ces pays sont protégés contre le commerce étranger et bénéficient d'une prime d'exportation.

L'industrie et l'agriculture des nations à étalon or subissent l'influence de cette situation à un double point de vue : d'une part, devant la concurrence des nations à circulation avariée, le prix des produits industriels et agricoles doit baisser alors que le poids des charges, intérêts, fermages, hypothèques, reste fixe ; d'autre part, même avec un niveau des prix très bas et un régime douanier protecteur, il est difficile de compenser la prime d'exportation dont jouissent les concurrents.

Par ailleurs, les pays à circulation d'argent, comme les

(5) En 1894, les nations au pair de l'or sont : la France, l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Belgique, la Hollande et la Suisse ; les pays à circulation de papier sont : la Russie, l'Autriche-Hongrie, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, presque tous les Etats de l'Amérique du Sud ; l'Asie a une circulation d'argent déprécié.

pays à papier-monnaie, sont hors d'état, après un certain temps, de faire face aux engagements qu'ils ont contractés et font faillite.

Telle est la situation générale que les bimétallistes ont relevée dans les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle et qu'ils ont pu dénoncer comme une conséquence tardive mais inévitable des mesures législatives prises contre l'argent (6).

Selon eux, le remède approprié consiste à rendre à l'argent son ancien rôle de manière à permettre aux nations intéressées de retrouver les unes la convertibilité en espèces, les autres leur pouvoir d'achat. Le projet de résolution suivant, déposé en 1896 par Méline sur le Bureau de la Chambre et signé par 347 députés, résume leur opinion : « La Chambre des Députés, considérant que l'établissement du bimétallisme international serait un grand bienfait pour les intérêts agricoles, industriels et commerciaux du pays, invite le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour établir et assurer par une entente internationale un rapport fixe entre l'or et l'argent ».

Les monométallistes n'ont pas été convaincus par l'analyse de leurs adversaires et ont objecté qu'il était vain de redouter l'effet d'une prime à l'exportation, car celle-ci est rapidement supprimée par la hausse des prix intérieurs (7). Leur réponse n'est pertinente que dans l'hypothèse d'une circulation de papier-monnaie ; elle n'est pas exacte, comme nous l'avons montré, dans celle d'une circulation d'argent déprécié, car un mouvement de hausse des prix, dans ce dernier cas, ne peut filtrer que lentement et malaisément à travers la balance des comptes (8). La situation de l'Inde

(6) Louis Borelli, « Les réformes monétaires et leurs conséquences économiques », 1896.

(7) Desbief et Richard. « Le bimétallisme international », 1896.

(8) Le phénomène de la hausse très lente des prix intérieurs dans un pays qui, sans recourir à l'inflation proprement

et du Japon dans la dernière partie du XIX<sup>e</sup> siècle en fournit un exemple remarquable. L'Inde, protégée par son change, a développé son équipement industriel et accru ses exportations ; au Japon, une commission monétaire, chargée d'étudier la situation, a conclu, à la veille de l'institution de l'étalon or, que la baisse du cours de l'argent avait puissamment contribué au développement industriel du pays (9).

Les monométallistes méconnaissent par conséquent une part de vérité importante de l'opinion de leurs adversaires, mais ils peuvent le faire sans scrupule car, pour eux, aucun inconvénient né de l'extension de l'étalon or ne saurait autoriser l'expérience du bimétallisme international.

A leurs yeux, pourtant, le système est devenu moins utopique qu'il ne le paraissait dans les premières années où il fut soutenu. En 1878, Feer-Herzog, délégué de la Suisse aux conférences monétaires internationales, écrivait : « Le 15 1/2 universel de M. Cernuschi prête mieux à un vaudeville qu'à des tractations sérieuses » (10), alors qu'en 1894, A.-J. Balfour peut noter que la science économique avait évolué et que c'était une preuve d'ignorance de ses derniers développements que d'émettre quelques-uns des vieux arguments sur l'impossibilité, en raison de la loi de l'offre et de la demande, de fixer un rapport entre l'or et l'argent,

dite, a pratiqué la « dévaluation », reçoit la même explication.

(9) J. Péliassier. « La question monétaire et la piastre indochinoise », 1898. On a soutenu que le Japon est passé à l'étalon or en 1897 parce qu'il pensait que les campagnes bimétallistes atteindraient leur but, d'où le retour de la valeur à l'argent à son ancien cours. En adoptant le monométallisme-or, le Japon pouvait donc penser s'assurer la clientèle de l'Extrême-Orient dont la monnaie viendrait à s'apprécier.

(10) « Rapport à l'Union Suisse du Commerce et de l'Industrie sur l'état actuel de la question monétaire », Zurich, 1878.

ou encore sur la vanité de l'intervention de la loi en cette matière (11).

Il est donc légitime d'admettre que l'effort doctrinal des bimétallistes n'a pas été inutile et qu'il a servi à éclaircir et à préciser le concept de la monnaie.

Aussi n'est-ce pas surtout au principe même du bimétallisme international que l'on s'en prend à cette dernière étape de la controverse, mais à ses conséquences. En relevant la valeur de l'argent, il aurait pour effet d'encourager la production des mines qui s'est accrue déjà énormément depuis 1865 ; les prix des marchandises hausseraient et, avant de supprimer le profit de l'exploitation des mines d'argent comme le soutenait Dana Horton en 1881, feraient disparaître celui de l'exploitation des mines d'or. L'argent deviendrait l'étalon universel et, par sa dépréciation bouleverserait les rapports économiques et sociaux. La baisse des prix constatée depuis 1873 est due au perfectionnement de l'outillage industriel, au développement de nouvelles régions et des moyens de communication, et non à l'extension de l'étalon or ; il ne convient donc pas de renoncer à la base stable et solide qu'offre celui-ci dans la gestion du monde pour courir l'aventure du bimétallisme international (12).

De plus, l'or offre des avantages de commodité qui commandent son emploi exclusif : Alfred de Rothschild donnait l'exemple de sa banque qui, ayant souvent à faire un envoi de 1 million de livres sterling en métal, n'aurait pu le faire à l'aide de l'argent avec la célérité indispensable, car cette somme représente une masse de 200 tonnes de métal blanc. Il aurait donc fallu plusieurs envois successifs,

(11) « La Conférence bimétallique de Londres », 1894 (R. Wehrung).

(12) Procès-verbaux de la Conférence de 1892. Opinion de Alfred de Rothschild, p. 40 et suiv.

au lieu que l'or, représentant une masse de 10 tonnes, peut être expédié facilement en une seule fois. En outre, grâce aux procédés de transports actuels (colis postaux, assurances, etc...) l'envoi de l'or est moins coûteux que l'envoi de l'argent.

Ces deux points de vue, la crainte des effets possibles du bimétallisme international et la considération des avantages particuliers du métal or, fournissent la position essentielle et dernière du monométallisme-or.

### III. — LES RAISONS DE L'ÉCHEC FINAL DU BIMÉTALLISME INTERNATIONAL.

Le mouvement bimétalliste s'atténue dans les deux ou trois dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle et disparaît à peu près complètement dans les premières années du XX<sup>e</sup>. La cause immédiate en est la hausse des prix qui, mettant fin aux doléances, enlève à la doctrine une grande partie de sa raison d'être ; la seconde cause réside dans l'accroissement extraordinaire de la production de l'or, qui facilite le passage à l'étalon or ou la constitution de caisses de réserve (13), ainsi que la reprise de la convertibilité en espèces, et rétablit la stabilité des changes internationaux (14). Mais il s'agit là de causes qui n'ont pu agir qu'après 1896, et la question se pose de savoir pourquoi le bimétallisme international n'a pas réussi à passer dans les faits entre 1873 et 1896.

(13) B. Nogaro. « La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains ». 1924. Chap. IV. — Le rétablissement des changes avant la guerre de 1914.

(14) Dans les « Questions monétaires contemporaines », parues en 1905, l'auteur de la monographie consacrée à la production de l'argent établit statistiquement que le cours de l'argent est inversement proportionnel à l'augmentation de la production de l'or (p. 227-311). Cette constatation est également applicable au mouvement bimétalliste dans la dernière partie du XIX<sup>e</sup> siècle.

Les doutes qui persistaient sur sa possibilité, de même que la crainte de ses effets, ont certainement agi, mais cela n'est pas une cause suffisante car, à un moment, en 1881, le succès a été presque obtenu. Les Etats-Unis et la France étaient favorables ; l'Allemagne aurait accepté un accord international. Le Chancelier de Bismarck lui attachait beaucoup d'intérêt et cette attitude effrayait vivement les monométallistes allemands. « Durant de longues années, écrit Bamberger, les partisans de la réforme monétaire (celle de 1871-1873), y compris le petit nombre de ceux qui occupaient encore de hautes fonctions publiques, vécurent dans l'inquiétude constante que le Chancelier, par amitié pour les agrariens et par antipathie pour les libre-échangistes, fût amené au pas fatal » (15). Mais l'Allemagne, comme la France, subordonnait son acquiescement à celui de l'Angleterre. Or, l'Angleterre, malgré la difficulté de ses rapports avec l'Inde, et l'importance de l'opinion bimétalliste sur son territoire, a refusé toujours avec la plus grande netteté de modifier son régime monétaire. Il y a là un sentiment qui rappelle d'assez près l'attachement de la France à son système bimétallique et qui, dans les deux cas, s'explique par la force de la tradition.

Au total, le bimétallisme international n'a pu être expérimenté à aucun moment, parce qu'il supposait l'adhésion de l'Angleterre et parce qu'il s'est heurté, même dans les circonstances les plus propices, à un principe profondément enraciné dans l'âme anglaise : « *Nolumus leges Angliæ mutari* ».

---

(15) « Le métal-argent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle », 1894, p. 154-155.

## CHAPITRE V

---

### LES ASPECTS ACTUELS DU BIMÉTALLISME

---

En 1914, le mouvement d'extension de l'étalon or avait atteint, à peu près, son terme. Seuls deux grands pays, la Chine et l'Indo-Chine, restaient en dehors de son domaine.

L'argent devenu simple marchandise, subissait à ce titre des fluctuations de cours, suivant l'offre et la demande qui étaient faites du métal, et son marché n'était en rien différent de celui des autres matières premières. Il en a été de même pendant et après la guerre de 1914-1918. La disparition de l'or pendant les hostilités, comme les besoins des armées en monnaies divisionnaires pour le paiement de la solde des troupes, ont entraîné la hausse des cours. Ceux-ci s'élevaient à 61 pence l'once en 1920 contre 28 d. en 1913 (1) ; ils se sont abaissés progressivement dans les années suivantes jusqu'au niveau de 1913 qu'ils ont atteint en 1928 ; à partir du début de l'année 1929, il y a une chute très rapide et très profonde des cours qui tombent à 12 d. en 1931. Les causes de cette chute sont de deux ordres : les unes sont *générales* et ressortent des éléments qui ont provoqué la baisse du prix de toutes les marchandises ; les autres sont *spéciales* et ont fait que la valeur de l'argent s'est abaissée davantage que celle des autres biens.

L'existence de ces causes spéciales et dont les plus

(1) Le rapport de 15 1/2 correspond à un cours de 60,875 d.

généralement reconnues sont l'accroissement de la production, la saturation de la Chine, les ventes de l'Inde et le passage de l'Indo-Chine au gold exchange standard en 1930 (2), pose un problème du métal argent (3). Il s'agit de développer sa demande et de régulariser son offre, afin d'agir sur son cours et de le relever. Le problème est d'une nature identique à celle des problèmes qui se sont posés dans l'histoire économique pour un grand nombre de produits, café, fruits jaunes, caoutchouc, blé, cuivre, etc..., et la solution qui lui est donnée trouve des précédents dans celles qui avaient été adoptées pour ces produits. La Conférence économique de Londres du mois de juillet 1933 a dressé un plan suivant lequel les pays producteurs doivent s'abstenir de vendre du métal entre les années 1934 et 1938, à l'exception de l'Espagne qui a la faculté d'en vendre jusqu'à concurrence de 20 millions d'onces ; en outre, ils doivent acheter le montant des stocks vendus par l'Inde dans la limite de 35 millions d'onces, chiffre auquel les autorités indiennes doivent s'arrêter. Il s'agit là, au sens strict, d'une opération de valorisation appliquée à l'argent.

Le problème ainsi posé demeure distinct de la question du bimétallisme et ne rentre pas dans le cadre de notre étude. Bien plus, suivant une remarque de Sir Arthur Salter, il ne sied pas que la question du bimétallisme soit invoquée à propos du problème de l'argent, comme solution de celui-ci (4).

Or, il se trouve que le bimétallisme, de son côté, a éveillé dans le présent des controverses dans des conditions qui rappellent assez fidèlement celles de la période 1873-1896.

(2) Par décret du 31 mai 1930, la piastre indo-chinoise a été stabilisée au taux de 10 francs.

(3) Sir Arthur Salter. « The silver problem », *Political Science Quarterly*, September 1931.

(4) « The silver problem », op. cit., p. 331-332.

En premier lieu, la baisse des prix qui a suivi, à partir de 1925, le retour général à l'étalon or, a donné naissance à l'idée que ce gage métallique était insuffisant et qu'il convenait de lui adjoindre l'argent.

En second lieu, la crise économique née en 1929 a été attribuée au fait que l'Inde, par ses ventes massives, a aggravé la dépréciation de l'argent. Cette mesure a réduit le pouvoir d'achat de l'Extrême-Orient, et, par contre coup, a provoqué l'affaissement des prix. Cette opinion a été soutenue principalement aux Etats-Unis, mais en Angleterre même il y a eu des déclarations catégoriques dans ce sens, par exemple celles du gouverneur de l'institut d'émission (5). Le seul pays resté à l'étalon argent, la Chine, a également envisagé la question sous cet angle (6).

Ces deux considérations réunies, ou l'une d'entre elles seulement suivant les auteurs, ont engendré un mouvement d'idées suivant lequel l'institution d'un pacte bimétallique aurait pour effet de remédier à l'insuffisance de l'or et à la diminution du pouvoir d'achat de l'Extrême-Orient.

L'examen détaillé des différents éléments du débat auquel nous assistons ne rentre pas dans le cadre de notre étude. Il y a lieu simplement de marquer les points par lesquels il apparaît différent de la controverse que nous avons suivie au cours du XIX<sup>e</sup> siècle et vu se développer à la suite, en premier lieu, de la découverte des mines d'or de Californie et d'Australie, et, en second lieu, de la baisse des prix de la période 1873-1896.

Cette notation sommaire permettra de nous rendre compte que le bimétallisme n'a pas pu revivre sous sa

(5) Financial News, 14 décembre 1931.

(6) International Chamber of Commerce, Chinese National Committee : « Memorandum on silver and the world depression ». Shanghai, 1931.

physionomie classique et qu'il a perdu la majeure partie de l'importance qu'il avait au siècle précédent.

★★

Si les faits sur lesquels s'appuie le mouvement présent s'apparentent de près aux faits de la période 1873-1896, il s'en faut de beaucoup que la technique du bimétallisme international soit identique d'une époque à l'autre. Les projets actuels tiennent compte de la dépréciation de l'argent et des caractères de la production du métal.

1°) L'argent à poids égal vaut quatre-vingt fois moins que l'or. Il importe de stabiliser leur rapport à ce taux, ou à un taux qui ne soit que faiblement plus élevé, de manière à éviter une conversion massive de l'or en argent et à empêcher que l'Extrême-Orient ne ressente les inconvénients d'une appréciation trop prononcée de sa circulation (7).

2°) L'argent est extrait de minerais où il se trouve être l'élément principal ou de minerais où il se trouve être à l'état secondaire et mêlé à d'autres métaux comme le plomb, le cuivre, le zinc. En consolidant la dépréciation de valeur au taux actuel l'on supprime les profits de l'exploitation des mines d'argent proprement dites et l'on réduit la production du métal à celle qui provient de l'exploitation des mines de plomb, de cuivre ou de zinc (8). Par là, la production de l'argent est limitée par celle des autres métaux et en suit le rythme ; elle s'accroît dans les périodes de prospérité et diminue dans les périodes de dépression.

Ces traits suffisent à donner une physionomie originale au système proposé. Bien que l'argent soit transformable

(7) Raymond Patenôtre, « La Crise et le Drame Monétaire », 1932, p. 160 ; « Voulons-nous sortir de la crise ? », 1934, p. 63-65.

(8) « La Crise et le Drame Monétaire », p. 161-163.

en monnaie, sa production ne suit pas la loi qui régit les métaux précieux, mais celle des marchandises ; elle n'est pas encouragée par la baisse des prix, mais, comme celle de toute marchandise, est freinée. L'argent constitue, dès lors, une masse passive, produite et limitée par des causes extrinsèques. Walras (9), à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avait proposé de se servir du métal blanc comme d'un volant pour maintenir la stabilité du niveau des prix ; ici, il s'agit d'une injection automatique qui se produit, non pour corriger les prix, mais en fonction de leur mouvement.

Ces caractères nouveaux sont plutôt favorables au bimétallisme international. Il échappe aux critiques que l'on pourrait faire à un plan de monnaie dirigée, et, en même temps, il atténue la crainte d'une surabondance de l'argent en créant des bornes facilement perceptibles.

#### LES AVANTAGES POSSIBLES.

L'action sur les prix est extrêmement difficile à prévoir, mais il est probable que, par suite de la structure du nouveau système, elle ne déterminerait pas une hausse très sensible ; les effets sur le pouvoir d'achat de l'Extrême-Orient seraient faibles, par suite du taux peu élevé de consolidation et de l'état politique et économique de la Chine restée le seul grand pays à étalon d'argent.

Par contre, le système permettrait d'économiser l'or, notamment dans l'Inde où il a tendance à circuler d'une manière effective, et d'établir un change stable entre les pays où domine l'or et ceux où domine l'argent. Il y aurait ainsi « un instrument — des instruments plutôt — des échanges, souples, divers, adaptés aux traditions, aux habitudes des populations » (10).

(9) « Théorie de la Monnaie », 1886.

(10) Joseph Caillaux, *Le Capital*, 15 juin 1931.

## LES CHANCES DE SUCCÈS

La Chambre de Commerce Internationale a chargé trois spécialistes d'étudier la question de l'argent, et ceux-ci ont conclu que le bimétallisme se heurtait à des difficultés d'application qui lui enlevaient tout caractère pratique (11).

A côté d'avantages possibles, le bimétallisme international présente, en effet, une part d'aléa assez forte pour écarter l'acquiescement. Par ailleurs il s'oppose au régime bien établi de l'étalon or.

Dans les différents pays, il est soutenu par des hommes de qualité, mais en petit nombre ; aux Etats-Unis, où le mouvement en sa faveur est très puissant, il revêt en grande partie la forme d'un bimétallisme intérieur qui est un moyen, soit de déprécier la monnaie, soit de créer un débouché à l'argent.

A tous ces points de vue, ses chances paraissent très faibles.

Une solution monétaire de la baisse des prix traversée par le monde depuis 1925 n'est pas recherchée, comme elle le fut dans la période 1873-1896, du côté de l'argent. Elle l'est bien davantage du côté d'un aménagement de l'étalon or et d'une politique systématique de dévaluation, dont l'idée avait d'ailleurs été émise à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dans des circonstances analogues (12).

D'ores et déjà, l'on peut admettre que le bimétallisme appartient davantage au passé qu'à l'avenir. De plus, à le considérer dans sa forme orthodoxe et traditionnelle, son histoire ne va pas au-delà de la guerre de 1914-1918.

---

(11) Rapport du comité des experts sur l'argent métal, septembre 1931.

(12) Ad. Houdard, « La question monétaire à la conférence de Bruxelles », 1893.



## CONCLUSION

---

Les controverses auxquelles le bimétallisme a donné lieu pendant près de trois siècles reflètent, dans leurs données immédiates, l'état des institutions et des phénomènes économiques et, à cause de cela, présentent une grande variété de faces. Il est nécessaire cependant d'écarter ce qu'il y a de passager et de contingent dans le débat pour dégager les traits permanents et les apprécier. Si l'on procède à cette opération, on s'aperçoit que l'essentiel de la discussion s'est tenu autour des deux points suivants : la possibilité de maintenir un rapport légal entre l'or et l'argent et le rôle de la monnaie.

*Sur le premier point*, les monométallistes, en partant de la théorie de la monnaie-marchandise, enseignent qu'il existe un rapport commercial de valeur entre l'or et l'argent. Il s'établit librement et a une influence prépondérante car, par ses variations, il entraîne des mouvements redoutables de sortie et d'entrée des métaux précieux et rend nécessaire une modification de la proportion établie par la loi. Celle-ci doit être, en conséquence, une copie de la première et ne saurait, par sa seule force, demeurer fixe. Sa stabilité dans les trois premiers quarts du XIX<sup>e</sup> siècle s'explique par une stabilité correspondante du rapport commercial (1).

Au contraire, les bimétallistes n'ont pas cessé d'affir-

(1) Edg. Allix. Compte-rendu de la séance du 5 mai 1933 de la Société d'Economie Politique. Journal des Economistes, 1933, p. 372.

mer depuis l'origine de la controverse la stabilité normale et intrinsèque du rapport légal. Il est curieux de constater que, dans l'histoire des doctrines, cette position est indépendante d'une théorie sur la nature de la monnaie. Des bimétallistes, au premier rang desquels Wolowski, ne se séparent pas de la théorie de la monnaie-marchandise. Pour eux, un accroissement de l'offre de la marchandise-or ou de la marchandise-argent a pour contrepartie, grâce aux systèmes bimétalliques, une augmentation de la demande. Le rapport demeure invariable, mais il en est ainsi par l'entrée en jeu de la loi même qui régit la formation des prix de toutes les marchandises. D'autres bimétallistes, le plus grand nombre, font intervenir en matière monétaire le fait législatif, et lui attribuent la stabilité du rapport. Nous avons rencontré ce sentiment avant et pendant la Révolution française. Il était particulièrement vif au moment du vote de la loi du 7 germinal an XI. Il a subsisté à l'état diffus au cours du siècle, jusqu'au moment où l'école du bimétallisme international l'a fait revivre avec éclat.

Il ne semble pas douteux que ce point de la controverse puisse être tranché en faveur de la thèse bimétalliste. Comme l'ont montré ses défenseurs, c'est la faculté de payer soit en or, soit en argent, à la proportion fixée par la loi, qui crée le rapport et détermine sa stabilité. Suivant la remarque de M. Nogaro, il n'existe pas de rapport commercial à proprement parler. L'acheteur de métal ne consentira pas à l'acquérir à un prix supérieur à celui du tarif de la Monnaie, pas plus que le vendeur ne le cèdera à un prix inférieur. Par là s'affirme le pouvoir de la loi sur la valeur de la monnaie. Quand un système monétaire est fondé sur un seul métal, il est malaisé d'apercevoir dans quelle mesure la monétisation ajoute à la valeur mar-

chande ; quand il est fondé sur deux métaux unis par un rapport indestructible, en dépit des plus grandes variations dans l'ordre de la production, il est beaucoup plus facile de sentir l'influence du facteur législatif en raison même de l'indestructibilité du rapport. C'est donc la théorie bimétalliste courante qui explique le mieux les faits. Quant à la théorie soutenue par Wolowski, elle ne préjuge pas de la nature de la monnaie parce que, en réalité, sa portée est autre. Elle montre par quel mécanisme, celui de la compensation, la proportion légale de valeur instituée entre l'or et l'argent dans un pays ou un groupe de pays, *s'étend en dehors du territoire sur lequel elle s'applique*. Elle a été admise par des monométallistes comme Michel Chevalier et Stanley Jevons, et, en même temps, a été insérée dans la théorie complète du bimétallisme, dont la formule peut être établie de la manière suivante : la stabilité du rapport de valeur entre l'or et l'argent est obtenue sur un territoire donné, soit directement par l'intervention législative, soit indirectement par l'effet d'un mécanisme de compensation.

*Sur le second point*, comme nous l'avons noté au cours de l'ouvrage, monométallistes et bimétallistes envisagent le rôle de la monnaie sous un angle différent. Pour les premiers, elle est davantage la mesure des valeurs ; pour les seconds, l'intermédiaire des échanges. Là encore, le débat peut être tranché en faveur des bimétallistes. S'agissant de la mesure des valeurs, ils ont montré que l'intérêt était d'atteindre la stabilité maximum du niveau des prix et non la fixité matérielle du métal monétaire ; s'agissant de l'intermédiaire des échanges, et de l'abondance du numéraire, ils ont eu finalement raison puisqu'il a fallu deux révolutions successives dans la production de l'or pour atteindre la formule la plus parfaite du monométallisme, celle du monométallisme-or.

Il est donc légitime d'admettre que le bimétallisme a été dépassé, probablement pour toujours, sous la poussée d'éléments qui rentrent bien plus dans le cadre de l'histoire économique que dans celui de l'histoire des doctrines.

---

Vu : *Le Président*,  
PIROU G.

Vu : *Le Doyen*,  
ALLIX.

Vu et permis d'imprimer.

*Le Recteur de l'Académie de Paris*,  
S. CHARLÉTY.

## BIBLIOGRAPHIE

---

### I. — TRAVAUX D'AUTEURS ET DE COMMISSIONS.

- AFTALION Albert. — L'or et sa distribution mondiale. Librairie Dalloz, 1932.
- AGUESSEAU (Chancelier d'). — Œuvres. T. X, 1777.
- AJAM Maurice. — Compte rendu de la séance du 5 mai 1933 de la Société d'Economie Politique. Journal des Economistes, 1933, p. 346-372.
- ALLARD Alph. — Dépréciation des richesses, 1889.  
Le change fossoyeur du libre-échange. Bruxelles, 1890.
- ALLIX Edg. — Journal des Economistes, 1933, p. 346-372.
- ALLIZÉ. — Problèmes économiques et financiers de l'argent-métal. Paris, 1932.
- Anonyme. — Le Bimétallisme ou trois barbarismes en un seul mot. Lettres à M. Joseph Garnier. Paris, 1881.
- Anonyme (Un rural des bords de la Sensée). — Iniquité et danger de la suspension du monnayage de l'argent. 1893. (Imprimé à Douai, chez P. Dutilleux).
- ARNAUNE Aug. — La Monnaie, le crédit et le change, 2<sup>e</sup> éd. Alcan, 1902.
- AUGUSTE Henri. — Observations sur le mémoire de la Commission Générale des Monnaies, concernant la refonte des espèces, présenté à la Convention Nationale le 30 octobre 1792, 1792.
- AUPETIT. — Essai sur la théorie générale de la monnaie. Paris, 1901.

- BABELON. — Grande Encyclopédie.
- BAILLY L. — La réforme monétaire universelle. Paris, 1890.
- BAMBERGER Louis. — Le Métal-Argent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Paris, 1894.
- BARTEAU A. — La Monnaie et l'Agriculture, 1857.
- BASTABLE C.F. — La Théorie du Commerce International. Giard et Brière, 1900.
- BASTERRECHE. — Essai sur les monnaies, an IX.
- BAUDIN. — Recueil hebdomadaire de jurisprudence. 10 mars 1932, p. 37-40.
- BERENGER. — Cf. Rapport au nom de la section des finances du Conseil d'Etat. An X.
- BEYERLÉ. — Lettre..... au citoyen Ramel. 1793.
- BEYERLÉ-PHILALETE. — Aux véritables amis de la liberté, observations philosophiques et politiques sur les monnaies d'or et d'argent. 1793.
- BLAISE. — Des conclusions adoptées par la commission monétaire française. Journal des Economistes. Avril 1869, p. 32.
- BLANQUI. — Précis élémentaire d'Economie Politique. 1857.
- BOISSEVAIN G.M. — Le problème monétaire et sa solution. Paris et Amsterdam, 1891.  
La question monétaire. Paris, 1895.
- BOISSONADE G. — Le bimétallisme corrigé dans le projet de Code Civil japonais. Tokio, 1883.  
Le bimétallisme moyen, 1890.
- BONNEVILLE. — Traité des Monnaies d'or et d'argent, 1806.
- BORDET H. — L'or et l'argent en 1864. Paris, 1864.
- BORELLI Louis. — Les réformes monétaires de 1873 et leurs conséquences économiques. Marseille, 1896.
- BOSC. — Moniteur, 8 germinal an XI.
- BOURGUIN M. — La mesure de la valeur et la monnaie, 1896.  
L'étalon d'or au Japon. Revue d'Economie Politique, 1897.

- BOUTAN E. — Résumé de la question monétaire, 1895.
- BROWN E. H. — A Few words on the gold question. 1852.
- Bulletin de la Société des Agriculteurs de France. — 1892-1898.
- Bulletin officiel de la ligue bimétallique française. — 1895-1902.
- CAILLAUX Joseph. — Le Capital, 21 février 1931 et 15 juin 1931.
- CAIRNES J. E. — Essay in Political Economy. London, 1873.
- CALONNE (DE). — Requête au Roi. 1787.
- CANTILLON Richard. — Essai sur la nature du commerce en général. 1755.
- CARLISLE. — The evolution of modern money. London, 1901.
- CASASUS. — La question de l'argent au Mexique. 1892.  
Le problème monétaire et la conférence internationale de Bruxelles, Paris, 1893.
- CAUWES Paul. — Cours d'Economie Politique. T. II, 3<sup>e</sup> éd. 1893.
- CAYLA. — Les Monnaies, 1891.  
Un système monétaire international à opposer à la ligue bimétallique universelle. Paris, 1894.
- CERNUSCHI H. — Or et Argent, 1874.  
La monnaie bimétallique, 1876.  
Silver Vindicated, 1876.  
M. Michel Chevalier et le bimétallisme. Paris, 1876.  
Le Bland Bill, 1878.  
La diplomatie monétaire en 1878.  
Les projets monétaires de M. Say. Paris, 1878 (28 novembre).  
Le bimétallisme en Angleterre, 1879.  
Le bimétallisme à 15 1/2, 1881.  
Le grand procès de l'Union Monétaire Latine, 1884.

Le monométallisme-bossu faisant suite aux Assignats métalliques. Articles tirés du Siècle. Paris, 1885.

Les Assignats métalliques, 1885.

La danse des Assignats métalliques, 1885.

Anatomie de la Monnaie, Paris, Guillaumin, 1886.

Le pair bimétallique, 1887.

The bimetallic question, 1889.

CHEVALIER Michel. — De la monnaie, Paris, 1850.

Journal des Débats, 4 mai 1855.

Revue des Deux Mondes, 1<sup>er</sup> et 15 octobre, 1<sup>er</sup> novembre 1857.

De la baisse probable de l'or, des conséquences commerciales et sociales qu'elle peut avoir et des mesures qu'elle provoque. Paris, 1859.

Le système monétaire, 1876.

CHEVASSUS Henry. — L'étalon monétaire universel et la lutte de l'or et de l'argent. London, 1883.

CLAVIÈRE. — Observations sommaires sur le projet d'une refonte générale des Monnaies, 1790.

— Du numéraire métallique ou de la nécessité d'une prompte refonte des monnaies en abolissant l'usage d'en fixer la valeur en livres tournois. 1792.

COCHUT André. — L'or en 1854. Revue des Deux Mondes, 1854. T. I.

Comité des Monnaies. — Rapports, 1790.

Analyse de l'ouvrage de M. de Mirabeau sur la Constitution Monétaire. 1791.

Comité des Monnaies et des Assignats. — Rapports, 1793.

Commission générale des Monnaies. — Mémoire, 1792.

Commission de 1857. — Documents relatifs à la question monétaire. Ministère des Finances. Paris, Imprimerie Impériale, 1858.

Commission de 1867. — Documents relatifs à la question monétaire. Ministère des Finances. Imprimerie Impériale, 1868.

Commission Monétaire de 1869. — Procès-verbaux et rapport. Ministère des Finances. Imprimerie Impériale, 1869.

CONDORCET. — Quatre mémoires sur les monnaies. 1790.

Conférence bimétalliste internationale de Londres, 1894.

Conférence Monétaire internationale. — Procès-verbaux. Paris, 1865.

Procès-verbaux, 1867.

Conférence Monétaire entre la Belgique, la France, l'Italie et la Suisse. — Procès-verbaux. Ministère des Affaires Etrangères. Imprimerie Nationale, 1874.

Procès-verbaux. Ministère des Affaires Etrangères. Imprimerie Nationale, 1875.

Conférence Monétaire entre la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse. — Procès-verbaux. Ministère des Affaires Etrangères. Imprimerie Nationale, 1876.

Conférence Monétaire internationale de 1878. — Procès-verbaux. Ministère des Affaires Etrangères. Paris, Imprimerie Nationale, 1878.

Conférence Monétaire entre la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse. — Convention et procès-verbaux. Ministère des Affaires Etrangères. Imprimerie Nationale, 1878.

Conférence Monétaire entre la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse en 1879. — Acte additionnel à l'arrangement relatif à l'exécution de l'article 8 de la convention du 5 novembre 1878 et procès-verbaux. Ministère des Affaires Etrangères, 1879.

Conférence Monétaire internationale. Avril-Mai 1881. — Procès-verbaux. Ministère des Affaires Etrangères. Imprimerie Nationale. Paris, 1881.

Conférence Monétaire entre la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Suisse en 1885 (convention du 6 novembre 1885).

— Convention et procès-verbaux, Ministère des Affaires Etrangères. Paris. Imprimerie Nationale, 1885.

Conférence Monétaire internationale de 1892. — Procès-verbaux. Bruxelles, 1892.

Congrès Monétaire international. 11, 12, 13 et 14 septembre 1889. — Compte-rendu. Exposition universelle internationale de 1889. Paris. Bibliothèque des Annales Economiques. 1890.

Conseil des Anciens. — Rapport de Crétet sur la loi des monnaies. Séance du 12 messidor an VI.

Conseil des Cinq-Cents. — Rapport sur les monnaies fait au nom de la Commission des Finances par C.A. Prieur. Séance du 17 ventôse an VI.

COQUELIN Ch. — D'une réforme du régime monétaire en France. Revue des Deux-Mondes. 1844. T. IV. De la dépréciation de l'or et du système monétaire français. Journal des Economistes. 1851, p. 55 et suiv.

Correspondence between the British and Indian governments respecting the silver question, 1886.

COSTES H. — Question Monétaire. Notes et Tableaux, Guillaumin, 1884.

COURTOIS. — Journal des Economistes, avril 1876.

CRETET. — Cf. Conseil des Anciens.

CUSSY (DE). — Son opinion sur la fabrication de la Monnaie de billon. 1790.

DAMOUGEOT-PERRON et BOCCON-GIBOD. — Les systèmes monétaires contemporains. 1932.

DARU. — Moniteur, 5 et 8 germinal an XI.

DELAISI Francis. — La Bataille de l'or, Payot, 1933.

DEL MAR. — Les systèmes monétaires, Paris, 1899.

- DELMAS. — La crise de l'argent et la hausse de l'or. « Le Génie Civil », 1894.
- DESBIEF et RICHARD. — Le bimétallisme international. Marseille, 1896.
- DESOUBRY Maurice. — L'Argent-Métal, 1932.
- DEWEY. — Financial history of the United States. New-York.
- DIETERLEN Pierre. — Revue d'Economie Politique, nov. déc. 1930.
- DUBOIS. — Précis d'histoire des doctrines économiques dans leurs rapports avec les faits et les institutions, 1903.
- DUBOIS-CAPLAIN H. — Réponse à M. Poisat, sur son écrit relatif à l'exportation de l'argent et à l'importation de l'or. 1856.  
Résumé abrégé de la question monétaire. 1857.  
Suite de la question monétaire. 1858.  
Lettre à M. Dumas sur la démonétisation de l'argent et la fausse monnaie légale. Paris, 1868.
- DUCROCQ. — De la monnaie au point de vue de l'économie politique et du droit, 1865.
- Economiste européen. — 30 octobre 1931.
- EDGEWORTH. — On the method of ascertaining a change in the value of gold. Journal of the Statistical Society of London, dec. 1883.
- Enquête du Conseil Supérieur du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie. 1869-1870.
- EHRMANN. — Réponse au questionnaire adressé par le Conseil Supérieur du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie sur les principes et les faits généraux qui régissent la circulation monétaire et fiduciaire, 1865.
- Exportateur français. — 6 juillet 1933.

- FAUCHER Léon. — Recherches sur l'or et sur l'argent considérés comme étalon de la valeur. Paris, 1843.  
De la production et de la démonétisation de l'or.  
Revue des Deux Mondes, 1852, T. III.
- FAUCONNIER. — L'argent et l'or, 1881.
- FEER-HERZOG. — Or ou argent. 1873.  
Rapport à l'Union Suisse du commerce et de l'industrie sur l'état actuel de la question monétaire. Zurich. Juillet 1878.
- FEER-HERZOG et LARDY. — La conférence monétaire américaine tenue à Paris du 10 au 29 août 1878. Berne, 1878.
- FORTBONNAIS. — Recherches sur les Finances de la France.
- FOVILLE (DE). — La circulation monétaire de la France.  
Communication faite à la Société de Statistique de Paris le 21 octobre 1885.
- FRÈRE-ORBAN. — La question monétaire. 1874.
- GARNIER. — Histoire de la monnaie depuis le temps de la plus haute antiquité jusqu'au règne de Charlemagne. 1819, 2 vol. T. I.
- GARNIER Joseph. — Journal des Economistes. Octobre 1876.  
Le bimétallisme. 1881.
- GARNIER. — Le bimétallisme et l'agriculture. Thèse, Paris, 1903.
- GARRAULT. — Recherches sur les Monnaies. 1770.
- GAUDIN. — Rapports, an IX et an XI.
- GIDE Charles. — Précis et cours d'Economie Politique.
- GIDE et RIST. — Histoire des doctrines économiques, 5<sup>e</sup> éd. 1926.
- GIFFEN Robert. — Essays in Finance. 1880.  
The case against Bimetallism. 1892.
- GOMEL Ch. — Les causes financières de la Révolution française. Guillaumin, Paris, 1893.

Histoire Financière de l'Assemblée Constituante.  
2 vol. 1896-1897.

Histoire Financière de la Législative et de la  
Convention. 1902-1905.

GUYOT Yves. — La question de l'or, 1908.

HAERNE (DE). — La question monétaire, 1861.

HAMILTON Alexander. — The works. New-York, 1850. T. III.

HARRIS. — Essay upon money and coins. 1757-1758.

HAUPT Ottoman. — L'Histoire monétaire de notre temps,  
1886.

HAUSER. — L'or, 1901.

HEINRICHS C. — Question de l'Unité Monétaire. Paris, 1867.

HILL. — Is gold any more sound as money than silver.  
American Journal of Politics. New-York, sept.  
1893.

HORTON DANA. — La Monnaie et la loi. Paris, 1881.

HOUDARD Ad. — La question monétaire à la conférence de  
Bruxelles. Juin 1893.

Le malentendu monétaire. 1896.

Etude critique du monométallisme-or et du bi-  
métallisme à rapport constant. Guillaumin. 1897.

HORBOSTEL et ALLIZÉ. — R.P.P., avril 1928.

Information. — 13 décembre 1933.

JACOB W. — An Historical Inquiry into the Production and  
Consumption of the Precious Metals. 2 vol. 1831.

JANSSEN Albert E. — Les Conventions Monétaires. 1911.

JENKINSON. — A Treatise on the coins of the realm... by the  
late Charles, earl of Liverpool. 2<sup>e</sup> éd., London,  
1846.

JENNY Frédéric. — Le Temps, 29 octobre 1934.

JEVONS Stanley. — A serious fall in the value of gold as-  
certained and its social effects set forth. 1863.  
La Monnaie et le Mécanisme de l'échange. 1877.

Investigation in currency and finance. London, 1884.

Journal des Finances. — 10 novembre 1933.

JUGLAR Clément. — La question monétaire d'après les faits observés en France, en Angleterre et aux Etats-Unis. Journal de la Société de Statistique, août 1874.

La baisse de l'argent et la situation monétaire aux Etats-Unis. 1893.

Le rapport légal entre l'or et l'argent a-t-il toujours existé ? 1897.

KANN Eduard. — The currencies of China. 1927.

KEMMERER (Mission). — L'étalon or en Chine. Pékin, 1929.

LA BRÉE J.J. et J.A. — Régularisation de l'instrument d'échange et de la production. Arnhem, 1893.

LALANDE. — Nécessité du Bimétallisme, 1892.

LAMAS André. — La question monétaire de la République Argentine. Paris, 1889.

LANDRY Ad. — Essai économique sur les mutations de monnaies dans l'ancienne France, de Philippe le Bel à Charles VII. Paris, 1910.

LANJUINAIS Victor. — Nouvelles recherches sur la question de l'or. Revue des Deux-Mondes, 1<sup>er</sup> juillet 1855, p. 11.

LARDY. — Cf. Feer-Herzog.

LAUGHLIN J. Laurence. — The history of bimétallism in the United States. New-York, 1886.

LAVELEYE Emile de. — La question de l'or en Belgique. 1860.  
Le marché monétaire et ses crises depuis 50 ans. 1865.

Exposé et défense de la monnaie bimétallique. 1873.

La Monnaie Bimétallique. Bruxelles, 1876.

Le Bimétallisme international (extrait de la revue de Belgique), Bruxelles, 1889.

La Monnaie et le Bimétallisme international. Paris, 1891.

LE BLANC. — Traité Historique des Monnaies de France. Paris, 1690.

LEBRETON Joachim. — Moniteur, 3 germinal, an X.

LE HARDY DE BEAULIEU Ad. — La question monétaire, 1874.

LÉON. — Lettre sur la question des monnaies. Paris, 1860.  
Nouvelle note sur la question monétaire. Toulouse, 1868.

De l'uniformité des monnaies. Paris, 1868.

La monnaie internationale et le système métrique. Paris, 1869.

LEROI René. — La politique monétaire anglaise dans l'Inde. Paris, 1928.

LEROY-BEAULIEU Paul. — Traité théorique et pratique d'Economie Politique, 5<sup>e</sup> éd. T. III, 1910.

LE TOUZE Charles. — La question monétaire et les Conférences Internationales de 1881. Paris, 1881.

LEVASSEUR E. — La question de l'or. 1858.

LEVY R. G. — Le bimétallisme, 1899.

LIMOUSIN Ch.-M. — Le problème monétaire et la question sociale. 1895.

LIVERPOOL (Lord). — Cf. Jenkinson.

LOCKE John. — Some considerations of the consequences of the lowering of interest and raising the value of money, in a letter to a member of Parliament. London, 1692.

Several papers relating to money, interest and trade. London, 1696.

Further considerations concerning raising the value of money. Réimp. 1759.

MAC LEOD. — Bimétallism, 1894.

The law of Gresham and its relation to bimetal-  
lism. 1896.

MALARCE A. de — Monnaies, Poids et Mesures. 1882. Paris.

MALOU Jules. — Notice historique sur la réforme moné-  
taire en Allemagne. Bruxelles, 1879.

MANNEQUIN Th. — Rapport à MM. les commissaires de l'A-  
mérique Centrale et Méridionale sur l'uniformité  
monétaire. 1867.

La monnaie et le double étalon. 1874.

La monnaie et le double étalon. Paris, 1874.

Le problème monétaire et la distribution de la  
richesse. Paris, 1879.

Question monétaire. Lettre à MM. les membres  
de la conférence internationale siégeant à Paris.  
Paris, 1881.

MARBEAU. — Question monétaire. Paris, 1863.

MARION Marcel. — Histoire Financière de la France depuis  
1715.

MARQFOY Gustave. — Théorie de la Monnaie. Paris, 1865.

MARTIN Germain. — Histoire économique et sociale (T. X,  
de l'Histoire de la Nation française, publiée sous  
la direction de G. Hanotaux). Paris, 1927.

MAVIDAL et LAURENT. — Archives parlementaires (T. I à VII).  
Memorandum on an International Bimetallic standard of  
value, 1880.

Memorandum on silver and the world depression. —  
Shanghai, 1931.

MILL (John Stuart). — Principles of Political Economy.  
Boston, 1848.

MOLINARI (G. de) — De la dépréciation de l'or. Journal des  
Economistes, 15 mai 1854.

Questions économiques à l'ordre du jour. Guil-  
laumin, 1906.

MONGEZ. — Considérations générales sur les monnaies, an IV. (Extrait dans Bonneville, « Traité des Monnaies d'or et d'argent », 1806).

MONTESQUIEU. — De l'Esprit des Lois. Edition Garnier.

NAHUYS Maurin. — Etat de la question de l'uniformité des monnaies, des poids et des mesures. 1865.  
De l'établissement d'une monnaie universelle.  
Utrecht, 1865.

Négociations monétaires entre la France et l'Autriche. — (Convention monétaire préliminaire) — 31 juillet juillet 1867. Procès-verbaux (Archives du Ministère des Finances).

NICHOLSON. — Effects of the depreciation of silver. The economic Journal, 1894.

NOEL Octave. — La question de l'argent et les instruments de crédit dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Paris, 1882.

NOGARO. — Le rôle de la monnaie dans le commerce international et la théorie quantitative. Thèse, Paris, 1904.

La Monnaie et les phénomènes monétaires contemporains. Paris, 1924.

ONOU A. — La valeur des cahiers de 1789. La Révolution française, 14 novembre 1905.

PAILHAS A. — L'argent-métal. Thèse, Paris, 1902.

PARIEU E. de. — L'union monétaire de la France, de l'Italie, de la Belgique et de la Suisse. Paris, 1866.

La question monétaire en France et à l'étranger. Paris, 1866.

De l'uniformité monétaire. Paris, 1867.

PATENÔTRE Raymond — La Crise et le Drame monétaire, 1932  
Voulons-nous sortir de la Crise ? 1934.  
Collection du « Petit Journal ».

- PAULIAT Louis. — La Conférence monétaire de 1881. Librairie Nouvelle, Paris, 1881.
- PELISSIER J. — La question monétaire et la piastre indochinoise. Paris, 1898.
- PERCY. — Silver and gold, London, 1873.
- PERREAU C. — Cours d'Economie Politique. 4<sup>e</sup> éd. 1928, T. I.
- PETTY. — Les œuvres économiques de sir William Petty. 2 vol. Paris, 1905.
- PICARD Roger. — Revue d'Histoire des Doctrines Economiques, 1912, p. 343-367.
- PIROU Gaétan. — Doctrines Sociales et Science économique. Recueil Sirey, 1929.
- POISAT Michel. — De l'exportation de la Monnaie d'argent et de l'importation de l'or. 1856.
- PRIEUR C.A. — Cf. Conseil des Cinq Cents.
- Questions Monétaires Contemporaines. — Paris, Sirey, 1905.
- Questions Monétaires de l'heure présente. — Recueil Sirey, 1932.
- RAMEL. — Idées élémentaires sur les monnaies et la réduction aux fractions décimales. 1793.
- Rapport du Ministre des Finances aux Consuls de la République. — An IX.
- Rapport au nom de la section des Finances sur le projet de loi relatif aux monnaies — par Bérenger, 10 thermidor an X et 17 thermidor an X.
- Rapport du Ministre des Finances aux Consuls de la République. — 26 brumaire an XI.
- Rapports annuels du Directeur de l'Administration des Monnaies (depuis 1896).
- Rapport du Comité des experts sur l'argent-métal. — Septembre 1931.
- RAYMOND. — Silver and gold. London, 1873.
- REBOUD P. — Précis d'Economie Politique. T. I, 1932.

- REINACH Théodore. — Des origines du bimétallisme. Paris, 1893.
- Report from the select committee on depreciation of silver. 1876.
- Reports of the royal commission appointed to inquire into the depression of trade and industry, 1886.
- Reports of the royal commission appointed to inquire into the recent changes in the relative of the precious metals. 1887.
- Report on the recent currency discussions in germany. March 1887 Foreign Office, 1887. Miscellaneous series n° 40.
- Revue du Trésor. — Octobre 1932, p. 554.
- RICARDO. — Œuvres complètes. Guillaumin, 1847. Minor Papers on the currency question. 1809-1823. Baltimore, 1932.
- RICHARD. — Cf. Desbief.
- RIST Charles. — Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires. Recueil Sirey, 1933.
- ROCHAÏD (comte). — La campagne bimétalliste. Paris, 1895.
- ROSSI. — Cours d'Economie Politique. 1840.
- ROSWAG. — L'or et l'argent, Paris, 1890.
- ROTBARTH. — Times, suppl., 5 décembre 1931.
- Royal commission on Indian currency and finance. Report presented to Parliament 1926.
- SALOMONS David. — Reflections on the connexion between our gold standards and the monetary vicissitudes, with suggestions for the addition of silver as measure of value. London, 1843.
- SALTER (sir Arthur). — The silver problem. Political Science Quarterly, september 1931.
- SAY J.-B. — Traité et cours d'Economie Politique. (Editions successives).

- SAY Léon. — Discours prononcé pendant la session de 1876.  
Paris, 1877.  
Le bimétallisme, 1895.
- SÉE Paul. — La question monétaire. Alcan, 1898.
- SEMLECQ. — L'or et l'argent dans la circulation monétaire.  
1895.
- SEYD. — Bullion and foreign exchanges theoretically and  
practically considered. Followed by a defence of  
the double valuation. London, 1868.
- SHAW W. A. — Histoire de la Monnaie, 1896.  
Select tracts and documents illustrative of en-  
glish monetary history. London, 1896.
- SIMONIN. — L'or et l'argent. Paris, 1880.
- SISMONDI (S. de). — Nouveaux Principes d'Economie Poli-  
tique, 2<sup>e</sup> éd. 1827.
- SKARZYNSKI Stanislas. — Le problème monétaire, 1894.
- SMITH Adam. — Recherches sur la valeur et les causes de  
la richesse des Nations. Garnier, 1802.
- SOCIÉTÉ DES NATIONS. — Documents sélectionnés.
- SOETBEER Ad. — Matériaux pour faciliter l'intelligence et  
l'examen des rapports économiques des métaux  
précieux et de la question monétaire. Berger-  
Levrault, 1889.
- SOLIGNAC. — Essai sur la proposition de l'or à l'argent. 1790.
- SOUTON P.-B. — Exposition de la saine doctrine monétaire,  
suivie d'observations sur quelques opinions ac-  
créditées sur cette matière et sur la proposition  
de démonétiser l'or, an X.
- SPITZER Ch. — Projet de solution de la question monétaire.  
Mémoire présenté au congrès monétaire interna-  
tional de 1889.
- STIRLING J. — De la découverte des mines d'or en Australie  
et en Californie. Paris, Guillaumin, 1853.

- STOURM René. — Les finances de l'Ancien Régime et de la Révolution. Paris, 1885.
- TALLEYRAND. — Opinion de M. l'Evêque d'Autun sur la fabrication des petites monnaies. 1791.
- TEILHAC Ernest. — L'argent peut-il sauver l'or. Revue « L'Etat Moderne », avril 1934.
- THERY Edmond. — La question de l'argent en 1892. Paris, 1892.  
La question de l'argent aux Etats-Unis en 1893. Paris, 1893.  
La crise des changes. Paris, 1894.  
Réfutation des objections présentées contre le « Bimétallisme International », 4<sup>e</sup> éd. 1896.
- TOOKE. — History of prices, 1857.
- TRUCHY. — Cours d'Economie Politique. T. I, 1919.
- VERNIER. — Transactions sur différentes questions relatives aux monnaies et aux assignats. 1793.
- VROLIK. — Le système monétaire du royaume des Pays-Bas. 1853.
- WAILLY (Natalis de). — Mémoire sur les variations de la monnaie. 1857.
- WALRAS Léon. — Monnaie d'or avec billon d'argent régulateur. Principes proposés à la conférence monétaire internationale pour la prorogation de l'Union Latine, 1884.  
Théorie de la Monnaie. Paris, Bureau des Revues, 1886. (Extrait de la Revue Scientifique des 10 et 17 avril 1886).
- WOLOWSKI L. — La Monnaie, 1864.  
L'or et l'argent. Paris, 1870.
- WORMS Emile. — Théorie et pratique de la circulation monétaire et fiduciaire. 1869.  
Exposé élémentaire de l'Economie Politique. 1880.
- ZOLLA. — La crise agricole, 1903.

II, — *DICTIONNAIRES.*

CLÉMENT et AMBOISE. — Dictionnaire d'Economie Politique.

COQUELIN et GUILLAUMIN. — Dictionnaire d'Economie Politique.

Encyclopaedia Britannica.

Encyclopaedia of the Social Sciences.

Palgrave's dictionary.

Léon Say et Challey Bert. — Dictionnaire d'Economie Politique.

Les articles parus dans les périodiques sont compris à la rubrique : « Travaux d'auteurs et de commissions ».

---

# TABLE DES MATIÈRES

---

## LIVRE I

### La formation des systèmes monétaires du 19<sup>m</sup> siècle

|                                                                                                     |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| INTRODUCTION. — Le Bimétallisme en Europe du XIV <sup>e</sup><br>au XVIII <sup>e</sup> siècle ..... | 5  |
| CHAPITRE PREMIER. — La Réforme Monométalliste de<br>l'Angleterre .....                              | 13 |
| CHAPITRE II. — Le système monétaire des Etats-Unis                                                  | 37 |
| CHAPITRE III. — La loi française du 7 germinal an XI                                                | 42 |

## LIVRE II

### Le mouvement des idées jusqu'à la découverte des mines d'or de Californie et d'Australie

|                                                                     |    |
|---------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — L'opinion anglaise .....                        | 78 |
| CHAPITRE II. — Les systèmes bimétalliques et leurs<br>défauts ..... | 84 |

## LIVRE III

### La révolution dans la production de l'or

|                                                                             |     |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER. — Les faits et leurs conséquences<br>psychologiques ..... | 99  |
| CHAPITRE II. — Les premières discussions (période 1850-<br>1860) .....      | 105 |
| CHAPITRE III. — Le monométallisme-or (période 1860-<br>1870) .....          | 115 |

**LIVRE IV**

**Le bimétallisme international**

|                                                                                                           |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE PREMIER. — Mécanisme d'extension et de consolidation de l'étalon or .....                        | 137 |
| CHAPITRE II. — La Conférence Monétaire Internationale de 1878 .....                                       | 145 |
| CHAPITRE III. — La Conférence Monétaire Internationale de 1881 .....                                      | 151 |
| CHAPITRE IV. — La Conférence Monétaire Internationale de 1892 et la fin des campagnes bimétallistes ..... | 159 |
| CHAPITRE V. — Les aspects actuels du Bimétallisme ..                                                      | 168 |
| CONCLUSION .....                                                                                          | 175 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                                                       | 179 |

---

IMPRIMERIE LES PRESSES MODERNES  
(Atelier et Direction)  
96, Galeries Beaujolais - Palais Royal  
PARIS (1<sup>er</sup>)







